Quatre-vingt-deuxième année. — N° 238. Le Numéro : 10 francs. Samedi 7 Octobre 1950.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	LOIS ET DÉCRETS			Débats de l'Assemblée nationale	Débats du Conseil de la République	Débats de l'Assemblée de l'Union française	Avis et Rapports du Conseil économique	ÉDITION COMPLÈTE		
Compte Chèque postal : 9063.13, Paris	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS
Métropole et France d'outre-mer .	3.000	1.650	900	700	500	300	200	4.500	2.500	1.350
Etranger	5.500	2.900	1.600	2.550	1.400	850	350	11.300	5.900	2.600

L'Edition des LOIS ET DÉCRETS comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, communications, informations et les annonces. Les tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée nationale, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des DÉBATS DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE comprend le compte rendu *in extenso* des séances du Conseil de la République, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée de l'Union française et la table annuelle.

L'Edition des AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE comprend les avis et rapports du Conseil économique et la table annuelle.

L'Edition COMPLÈTE comprend : outre l'Édition des Lois et Décrets et les Éditions des Débats de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, les Avis et Rapports du Conseil économique, les Documents parlementaires et administratifs publiés en annexes. Toutes les Tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 15 FRANCS

SOMMAIRE

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

Ministère de la justice.

Décret du 6 octobre 1950 portant nominations et démissions de suppléants de juges de paix (p. 10122).

Décret supprimant et transférant des offices, nommant des officiers publics ou ministériels, rapportant des nominations, acceptant des démissions ou conférant l'honorariat (rectificatif) (p. 10123).

Ministère des affaires étrangères.

Arrêtés portant détachements (conseillers d'Orient et consuls) (p. 10128).

Ministère de l'intérieur.

Arrêté du 15 septembre 1950 modifiant l'arrêté du 11 juin 1947 relatif aux frais de fonctionnement du conseil national des services publics départementaux et communaux (p. 10123).

Arrêté portant détachement (personnel du cadre des préfectures) (p. 10123).

Ministère de la défense nationale.

Citation à l'ordre de l'armée aérienne (rectificatif) (p. 10123).

Décrets du 4 octobre 1950 portant promotions, annulation de promotion, nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur et rectificatifs (p. 10123).

Décret du 4 octobre 1950 portant régularisation de nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur, modification et annulation de précédents décrets de promotion ou nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur et de concession de la médaille militaire (p. 10124).

Décret du 6 octobre 1950 autorisant le recrutement d'ingénieurs militaires de l'air (p. 10125).

Décret portant promotions dans la deuxième section du cadre de l'état-major général de l'armée (rectificatif) (p. 10125).

Arrêté du 29 septembre 1950 autorisant le recrutement de personnels auxiliaires à l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux forces armées (guerre) (p. 10125).

Arrêté du 2 octobre 1950 portant répartition des crédits de prestations familiales pour l'exercice 1948 (budget général, dépenses militaires) (p. 10125).

Arrêté portant nomination d'un professeur à l'école navale (p. 10127).

Décisions portant admission à l'honorariat (armée de terre, réserve) (p. 10127).

Décision portant promotions (service des poudres) (p. 10127).

Tableau de concours pour la Légion d'honneur pour l'année 1950 (armée de terre, active) (rectificatif) (p. 10127).

Liste des candidats admis à l'école de l'air (élèves officiers de l'air, cadre navigant) à la suite du concours de 1950 (additif) (p. 10128).

Tour de départ pour les colonies et les théâtres d'opérations extérieurs établi à la date du 1er octobre 1950 (justice militaire) (p. 10128).

Ministères des finances et des affaires économiques et du budget.

Arrêtés du 3 octobre 1950 portant agrément de sociétés d'assurances (p. 10128).

Arrêtés du 4 octobre 1950 portant affectation provisoire de locaux au ministère du budget (p. 10129).

Arrêté du 4 octobre 1950 fixant les conditions d'application de l'article 31 de la loi n° 50-586 du 27 mai 1950 relative aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1950 (p. 10130).

Arrêté portant détachement (institut national de la statistique et des études économiques) (p. 10130).

Ministère de l'éducation nationale.

Arrêtés portant nomination, reclassement et détachements :

Enseignement supérieur (p. 10130).

Enseignement du second degré (p. 10130).

Enseignement du premier degré (p. 10131).

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, JEUNESSE ET SPORTS

Arrêté portant détachement (enseignement technique) (p. 10131).

Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

Décret n° 50-1212 du 6 octobre 1950 portant fixation du taux des cotisations à verser, au titre de l'année 1950, par les entreprises de transports publics par fer et par route et par les loueurs de camions pour le fonctionnement des comités techniques départementaux des transports (p. 10432).

Arrêté fixant la composition de la délégation française au conseil d'administration de l'aéroport de Bâle-Mulhouse (p. 10433).

Arrêté portant détachement (ponts et chaussées) (p. 10433).

Ministère de l'industrie et du commerce.

Arrêté du 6 octobre 1950 fixant la délimitation des circonscriptions territoriales des services de production et de distribution du gaz (p. 10431).

Arrêté du 6 octobre 1950 fixant la délimitation des circonscriptions territoriales des services de distribution de l'électricité (p. 10432).

Arrêté portant nomination du secrétaire de la commission des marchés d'Electricité de France (p. 10432).

Arrêté portant nomination d'un rapporteur auprès des commissions chargées de fixer les indemnités aux ayants droit des entreprises nationalisées d'électricité et de gaz (p. 10432).

Ministère de l'agriculture.

Arrêté du 5 octobre 1950 portant nomination de membres au cabinet du secrétaire d'Etat à l'agriculture (p. 10433).

Décrets et *arrêtés* portant promotions et nominations dans l'ordre du Mérite agricole (rectificatifs) (p. 10433).

Arrêté du 25 septembre 1950 portant organisation d'un recensement de l'agriculture dans le département de la Martinique (p. 10433).

Arrêté portant détachement (office national interprofessionnel des céréales) (p. 10433).

Ministère de la France d'outre-mer.

Décret n° 50-1213 du 21 septembre 1950 portant modification au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (p. 10433).

Décret n° 50-1214 du 21 septembre 1950 prorogeant les dispositions du décret du 27 novembre 1947 portant modification temporaire aux règles de recrutement de la magistrature d'outre-mer (p. 10431).

Décret du 27 septembre 1950 concernant le taux réel de placement des obligations émises par le chemin de fer franco-éthiopien (p. 10431).

Arrêtés des 15 et 20 septembre 1950 portant remises de débets (p. 10431).

Arrêtés portant mises en position de mission et admission à la retraite (administrateurs et transmissions) (p. 10434).

Ministère du travail et de la sécurité sociale.

Arrêté du 18 septembre 1950 modifiant l'arrêté du 14 juin 1948 relatif aux contestations concernant l'état d'invalidité et le taux d'incapacité permanente de travail des travailleurs relevant du régime spécial de sécurité sociale dans les mines, institué par le décret du 27 novembre 1946 (p. 10435).

Ministère de la reconstruction et de l'urbanisme.

Décret du 6 octobre 1950 portant délégation de signature (p. 10435).

Arrêtés du 11 septembre 1950 fixant le tarif de vente de brochures (p. 10435).

Ministère des postes, télégraphes et téléphones.

Arrêtés portant nominations, titularisations, affectations et mutation (services extérieurs) (p. 10435).

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

Conseil de la République. — Avis de concours pour l'emploi d'administrateur à la bibliothèque du Conseil de la République (p. 10436).

INFORMATIONS RELATIVES AU CONSEIL ECONOMIQUE

Convocations de commissions (p. 10436).

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

MINISTÈRES DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU BUDGET

Avis aux importateurs de poivre originaire et en provenance de la zone sterling (p. 10437).

Avis aux importateurs de poivre originaire et en provenance des Etats-Unis d'Indonésie (p. 10437).

Avis aux importateurs de poissons de mer frais ou congelés en provenance de Grande-Bretagne (p. 10437).

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Avis de vacance de chaire à l'école nationale des ponts et chaussées (p. 10437).

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Avis aux importateurs de poivre originaire et en provenance de la zone sterling (p. 10437).

Avis aux importateurs de poivre originaire et en provenance des Etats-Unis d'Indonésie (p. 10437).

MINISTÈRE DE LA MARINE MARCHANDE

Avis aux importateurs de poissons de mer frais ou congelés en provenance de Grande-Bretagne (p. 10437).

Bulletin des recettes de la Société nationale des chemins de fer français (38e semaine de 1950) (p. 10438).

Annonces (p. 10439).

DEBATS PARLEMENTAIRES

(PUBLICATIONS SPÉCIALES VENDUES SÉPARÉMENT)

N° 100 A. N.

Assemblée nationale. — Réponses des ministres aux questions écrites (p. 6845).

Prix : 5 F

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

MINISTERE DE LA JUSTICE

Décret du 6 octobre 1950 portant nominations et démissions de suppléants de juges de paix.

Par décret en date du 6 octobre 1950:

Sont nommés suppléants des juges de paix des cantons de:

Beaumont-le-Roger (Eure), M. Lavoine (Pierre), en remplacement de M. Cornu, qui a été atteint par la limite d'âge.

Bozouls (Aveyron), M. Dujols (Edmond), en remplacement de M. Calusse, qui a été atteint par la limite d'âge.

Espalion (Aveyron), M. Rabuel-Peyrissac (Jean), en remplacement de M. Vidal, décédé.

Gavray (Manche), M. Bohuon (André), en remplacement de M. Lemoine, qui a été atteint par la limite d'âge.

Laon (Aisne), M. Crochet (Raymond), en remplacement de M. Demazure, dont la démission a été acceptée.

Lille (cantons Est et Nord-Est) (Nord), M. Lubrez (Charles), en remplacement de M. Kah, dont la démission a été acceptée.

Le Merlerault (Orne), M. Desprez (Marcel), en remplacement de M. Dubu, qui a été atteint par la limite d'âge.

Segré (Maine-et-Loire), M. Menard (Louis), en remplacement de M. Nion, décédé.

Seignelay (Yonne), M. Sampic (Roland), en remplacement de M. Guillet, décédé.

Tarascon (Ariège), M. Mirande (Fernand), en remplacement de M. Memet, qui a été atteint par la limite d'âge.

Vimoutiers (Orne), M. Letourneur (Joseph), en remplacement de M. Daniel, décédé.

Sont acceptées les démissions de:

M. Armanet, suppléant du juge de paix de Vienne (canton Sud) (Isère).

M. Auriol, suppléant du juge de paix d'Escurolles (Allier).

Décret supprimant et transférant des offices, nommant des officiers publics ou ministériels, rapportant des nominations, acceptant des démissions ou conférant l'honorariat.

Rectificatif au *Journal officiel* du 29 septembre 1950:

Page 10118, 2e colonne, 4e ligne, au lieu de: « notaire à Ille-Rousse », lire: « notaire à Ile-Rousse ».

Page 10120, 1re colonne, 81e ligne, au lieu de: « Herve », lire: « Hervé »; 2e colonne, 20e et 23e ligne, au lieu de: « Noe », lire: « Noë ».

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Frais de fonctionnement du conseil national des services publics départementaux et communaux.

Le ministre de l'intérieur et le ministre du budget,

Vu l'article 8 de l'ordonnance du 24 février 1945 créant un conseil national des services publics départementaux et communaux;

Vu le décret du 18 avril 1945 relatif aux frais de fonctionnement du conseil national;

Vu l'arrêté du 10 avril 1945 fixant la composition dudit conseil;

Vu l'arrêté du 10 avril 1945 portant nomination des membres du conseil national;

Vu l'arrêté du 10 avril 1945 portant nomination des présidents de section de cet organisme;

Vu l'arrêté du 14 juin 1947 relatif aux frais de fonctionnement du conseil national,

Arrêtent:

Art. 1er. — L'article 1er de l'arrêté du 14 juin 1947 relatif aux frais de fonctionnement du conseil national des services publics est modifié ainsi qu'il suit:

« Il est alloué aux présidents de section du conseil national des services publics départementaux et communaux une indemnité annuelle forfaitaire fixée par le ministre de l'intérieur, dans la limite d'un maximum de 30.000 F ». (Le reste sans changement.)

Art. 2. — L'article 2 de l'arrêté visé à l'article 1er ci-dessus est modifié ainsi qu'il suit:

« Les rapporteurs chargés, en application de l'article 8 de l'ordonnance du 24 février 1945, de l'étude de questions de principe et de l'établissement de rapports pourront être rémunérés à raison de 250 F par vacation. Le nombre de vacations sera fixé par le directeur de l'administration départementale et communale dans les limites de soixante vacations par affaire et de 25.000 F par an ».

Art. 3. — Le directeur de l'administration générale, départementale et communale au ministère de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui aura effet à compter du 1er juillet 1950.

Fait à Paris, le 15 septembre 1950.

Pour le ministre de l'intérieur et par délégation:
Le directeur de l'administration générale, départementale et communale,
PIERRE-JEAN MOATTI.

Le ministre du budget,
EDGAR FAURE.

Personnel du cadre des préfectures.

Par arrêté du 4 octobre 1950, M. Bartan (Victor), chef de bureau de 4e échelon à la préfecture de la Guadeloupe, est placé en position de service détaché pour une durée de cinq ans, à compter du 1er mars 1950, auprès du ministère des anciens combattants et victimes de la guerre, pour exercer les fonctions de secrétaire général (2e catégorie, 2e classe) à l'office des anciens combattants et victimes de la guerre de la Guadeloupe.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Citation à l'ordre de l'armée aérienne.

Rectificatif au *Journal officiel* du 23 septembre 1950: page 9978, 1re colonne, 30e ligne, au lieu de: « Sergent-chef Cantal (Wilhem-Andrew-Wilford-Jack), groupe de chasse 1/3 Champagne », lire: « Sergent-chef Cantal (Wilham-Andrew-Wilford-Jack), groupe de chasse 2/3 Champagne ».

Décret du 4 octobre 1950 portant promotion dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret du 4 octobre 1950, pris sur le rapport du président du conseil des ministres, du ministre de la défense nationale et du secrétaire d'Etat aux forces armées (marine), est promu dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

Au grade d'officier

M. le capitaine de corvette Jezequel (P.).

Cette promotion ne comporte pas l'attribution de la Croix de guerre des T. O. E. A déjà été cité pour les mêmes motifs.

Décret du 4 octobre 1950 portant annulation d'une promotion dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret en date du 4 octobre 1950, est annulée comme faisant double emploi, la promotion au grade d'officier de la Légion d'honneur, prononcée par décret du 11 juillet 1950 (*Journal officiel* du 13 juillet 1950, page 7577) en ce qui concerne:

2e Militaires dégagés des cadres

Etat-major général de l'armée.

M. Emblanc (Louis-Alphonse-Joseph), général de brigade; 35 ans de services, 24 campagnes. A été cité. Chevalier du 31 décembre 1930.

Décret du 4 octobre 1950 portant nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret en date du 4 octobre 1950, pris sur le rapport du président du conseil des ministres, du ministre de la défense nationale et du secrétaire d'Etat aux forces armées (marine), est nommé dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

Au grade de chevalier.

M. l'enseigne de vaisseau de 1re classe Grezillier (J.-E.-J.).

Cette nomination comporte l'attribution de la Croix de guerre des T. O. E. avec palme.

Décret du 4 octobre 1950 portant nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret du 4 octobre 1950, pris sur le rapport du président du conseil des ministres, du ministre de la défense nationale et du secrétaire d'Etat aux forces armées (marine), est nommé dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

Au grade de chevalier.

M. l'aumônier de la marine Le Corre (A.-Y.-M.).

Cette nomination ne comporte pas l'attribution de la Croix de guerre des T. O. E. A déjà été cité pour le même motif.

Décret du 4 octobre 1950 portant nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret en date du 4 octobre 1950 pris sur le rapport du président du conseil des ministres, du ministre de la défense nationale et du secrétaire d'Etat aux forces armées (marine), est nommé dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

Au grade de chevalier (à titre posthume).

M. l'enseigne de vaisseau de 1re classe Dore (R.-J.-A.).

Cette nomination comporte l'attribution de la Croix de guerre des T. O. E. avec palme.

Décret du 4 octobre 1950 portant régularisation de nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret en date du 4 octobre 1950, pris sur le rapport du président du conseil des ministres, du ministre de la défense nationale et du secrétaire d'Etat aux forces armées (marine), est nommé dans l'ordre national de la Légion d'honneur au grade de chevalier à dater du 29 janvier 1950, date à laquelle il a été décoré par le vice-amiral commandant les forces maritimes d'Extrême-Orient:

M. l'enseigne de vaisseau de 2e classe de réserve Grille (J.).

Cette nomination comporte l'attribution de la Croix de guerre des T. O. E. avec palme.

Décrets portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Rectificatif au *Journal officiel* du 5 juillet 1950: page 7280, 1re colonne, au grade de chevalier, au lieu de: « Pour prendre rang du 16 mai 1941, Bouzidi Mohamed Ramdane, ancien maréchal des logis au 6e régiment de spahis algériens, classe 1927, mle 322 au recrutement d'Alger », lire: « Pour prendre rang du 16 mai 1949, etc. ».

Rectificatifs au *Journal officiel* du 13 juillet 1950:

Page 7557, 1re colonne:

AU GRADE D'OFFICIER

Corps des officiers des équipages de la flotte.

Au lieu de: « Queau (G.-C.), officier des équipages de 1re classe; 37 annuités. Chevalier du 25 avril 1941 », lire: « Queau (G.-C.), officier des équipages de 2e classe; 37 annuités. Chevalier du 25 avril 1941 ».

Page 7576, 1re colonne:

AU GRADE D'OFFICIER

1° MILITAIRES EN ACTIVITÉ DE SERVICE

Matériel.

Subdivision « Artillerie ».

CADRE DES INGÉNIEURS

Au lieu de: « Sanil-Upery (François-Victor) », lire: « Saint-Upery (François-Victor) ».

Même page, 2e colonne:

TROUPES COLONIALES

Infanterie.

Après: « Girod (Marcel-Louis), chef de bataillon; 29 ans de services, 20 campagnes. A été blessé et cité. Chevalier du 25 décembre 1941 », ajouter: « Pour prendre rang du 24 juin 1950 ».

AU GRADE DE CHEVALIER

1° MILITAIRES EN ACTIVITÉ DE SERVICE

Infanterie.

Page 7578, 2e colonne, au lieu de: « Ducos de Saint-Barthelemy (Michel), capitaine », lire: « Ducos de Saint-Barthelemy (Michel), chef de bataillon »; au lieu de: « Eveno (Armand-Mathurin), capitaine », lire: « Eveno (Armand-Mathurin), chef de bataillon »; au lieu de: « Leport (Emile-Armand-Louis), capitaine », lire: « Leport (Emile-Armand-Louis), chef de bataillon »; au lieu de: « Fourestier (Ferdinand-Paul), capitaine », lire: « Fourestier (Ferdinand-Paul), chef de bataillon ».

Page 7579, 1re colonne, au lieu de: « Alphaise », lire: « Alphaize »; au lieu de: « Brossollet (Pierre), capitaine », lire: « Brossollet (Pierre), chef de bataillon »; 2e colonne, au lieu de: « Bodenan (Jean-Clément), capitaine », lire: « Bodenan (Jean-Clément), chef de bataillon ».

Page 7580, 1re colonne, au lieu de: « Compayo (Paul-Louis-Joseph), lire: « Companyo (Paul-Louis-Joseph) ».

Train.

Page 7580, 2e colonne:

Au lieu de: « Delirant (Pierre-François) », lire: « Delirant (Pierre-Francis) »; au lieu de: « Roby (Jean-Francis-Claude) », lire: « Roby (Jean-François-Claude) ».

Transmissions.

Au lieu de: « Guillaume (René-Ernest) », lire: « Guillaume (René-Ernest-Jules) »; au lieu de: « Nissou (Hubert-François-Marie-Gabriel), commandant », lire: « Nissou (Hubert-François-Marie-Gabriel), chef de bataillon ».

Service du matériel.

Subdivision « Transmissions ».

Au lieu de: « Genin (Paul-Henri-Philippe) », lire: « Genin (Paul-Philippe-Henri) ».

Génie.

Page 7581, 1re colonne, au lieu de: « Michel (Alfred-Antoine-Louis) », lire: « Michel (Antoine-Alfred-Louis) »; au lieu de: « Voisot (Joseph-Camille), lieutenant; 23 ans de services, 14 campagnes. A été cité », lire: « Voisot (Joseph-Camille), lieutenant; 23 ans de services, 17 campagnes. A été cité »; au lieu de: « Durlessys (Paul-André-Pierre) », lire: « Duplessys (Paul-André-Pierre) ».

TROUPES COLONIALES

Infanterie.

Page 7582, 1re colonne, au lieu de: « Jacquin (Paul-Emile-Marie) », lire: « Jacquin (Gaston-Pau-Emile-Marie) ».

Page 7586, 1re colonne:

AU GRADE D'OFFICIER

Après: « Justice militaire », rayer: « Subdivision Artillerie ».

AU GRADE DE CHEVALIER

Service de santé des armées.

Page 7587, 2e colonne, après: « Bonnet (René-François), médecin commandant; 19 ans de services, 7 campagnes », ajouter: « A été cité ».

Décret du 4 octobre 1950 portant régularisation de nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur, modification et annulation de précédents décrets de promotion ou nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur et de concession de la médaille militaire.

Par décret du 4 octobre 1950, pris sur le rapport du ministre de la défense nationale, sont nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Au grade de chevalier.

(Pour prendre rang du 8 mai 1947.)

RÉGULARISATION

M. Segelle (Pierre), médecin capitaine de réserve, forces françaises combattantes de l'intérieur. Cette nomination comporte l'attribution de la Croix de guerre 1939-1945 avec palme.

(Pour prendre rang du 9 novembre 1944.)

M. Cruse (Hubert-Charles) alias Choulieu, sous-lieutenant, 3e bataillon des forces françaises de l'intérieur de la Drôme. Cette nomination comporte l'attribution de la Croix de guerre 1939-1945 avec palme; elle annule le décret du 9 novembre 1944 (*Journal officiel* du 21 juin 1946) portant nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur, du sous-lieutenant Choulieu, du 3e bataillon des forces françaises de l'intérieur.

(Pour prendre rang du 1er juin 1945.)

M. Duval (Lucien-Emile), lieutenant des forces françaises combattantes de l'intérieur. Cette nomination annule la concession de la médaille militaire attribuée à l'intéressé par décret du 1er juin 1945, *Journal officiel* du 21 juin 1946.

Le décret du 13 février 1945 (*Journal officiel* du 21 juin 1946) est modifié comme suit:

En ce qui concerne Milbert (Jean-Abel), lieutenant, 3e bataillon de choc, au lieu de: « pour prendre rang du 13 février 1945 », lire: « pour prendre rang du 30 janvier 1945 ».

Le décret du 28 février 1949 (*Journal officiel* du 15 mai 1949) est modifié comme suit:

En ce qui concerne Martin (Octave), au lieu de: « pour prendre rang du 30 décembre 1948 », lire: « pour prendre rang du 21 mai 1946 ».

Le décret du 8 juillet 1950 (*Journal officiel* du 9 juillet 1950) est modifié comme suit:

En ce qui concerne Corporon (André-Jean), lieutenant, 6e régiment de spahis marocains, au lieu de: « pour prendre rang du 8 juillet 1950 », lire: « pour prendre rang du 18 mai 1950 ».

En ce qui concerne Moulinie (François-Paul), capitaine, 2e régiment de spahis marocains, au lieu de: « pour prendre rang du 8 juillet 1950 », lire: « pour prendre rang du 20 juin 1950 ».

En ce qui concerne Angst (René), lieutenant, 1er régiment étranger de cavalerie, au lieu de: « pour prendre rang du 8 juillet 1950 », lire: « pour prendre rang du 11 avril 1950 ».

Le décret du 30 septembre 1947 (*Journal officiel* du 8 octobre 1947) est modifié comme suit:

En ce qui concerne Porc'her (Yves), médecin capitaine, au lieu de: « Cette nomination ne comporte pas l'attribution de la Croix de guerre », lire: « Cette nomination comporte l'attribution de la Croix de guerre 1939-1945 avec palme ».

Sont annulées comme faisant double emploi, les attributions de croix de chevalier de la Légion d'honneur:

Décret du 20 août 1945 (*Journal officiel* du 16 septembre 1945), en ce qui concerne Picard (Pierre), capitaine, bataillon d'infanterie de marine du Pacifique.

Décret du 17 juin 1947 (*Journal officiel* du 26 juin 1947), en ce qui concerne Royer (Gabriel), chef de bataillon des forces françaises combattantes de l'intérieur.

Décret du 8 juillet 1950 (*Journal officiel* du 9 juillet 1950), en ce qui concerne Picherit (Claude-Francis), capitaine, 5e bataillon colonial de commandos parachutistes.

Est nommé dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

Au grade de chevalier.

A TITRE POSTHUME

(Pour prendre rang du 30 juin 1947.)

M. Stivil (André-Edouard), commandant des forces françaises combattantes de l'intérieur. Cette nomination annule la concession de la médaille militaire attribuée à l'intéressé par décret du 30 juin 1947 (*Journal officiel* du 4 juillet 1947).

Décret du 6 octobre 1950 autorisant le recrutement d'ingénieurs militaires de l'air.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la défense nationale, du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre du budget, du secrétaire d'Etat aux forces armées (air) et du secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,

Vu la loi n° 48-1437 du 14 septembre 1948 portant aménagement dans le cadre du budget général, pour l'exercice 1948, des dotations de l'exercice 1947 reconduites à l'exercice 1948 au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires civiles), et notamment l'article 14;

Vu la loi du 9 avril 1935 fixant le statut des cadres actifs de l'armée de l'air et les textes qui l'ont complétée et modifiée et en particulier les dispositions des articles 51 *ter* et *quinquies;*

Vu le décret du 26 juin 1945 relatif au concours pour l'admission à l'emploi d'ingénieur militaire de l'air,

Décrète:

Art. 1er. — Est autorisé, au cours de l'année 1950, le recrutement par concours et par voie d'examen professionnel de cinq ingénieurs militaires de l'air dans les conditions prévues par la loi du 9 avril 1935 et les textes qui l'ont complétée et modifiée.

Art. 2. — Le ministre de la défense nationale, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre du budget, le secrétaire d'Etat aux forces armées (air) et le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 octobre 1950

R. PLEVEN

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de la défense nationale,
JULES MOCH.

Le ministre des finances et des affaires économiques
MAURICE-PETSCHE.

Le ministre du budget,
EDGAR FAURE.

Le secrétaire d'Etat aux forces armées (air)
ANDRÉ MAROSELLI.

Le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,
PIERRE MÉTAYER.

Décret portant promotions dans la 2e section du cadre de l'état-major général de l'armée.

Rectificatif au *Journal officiel* du 30 septembre 1950: page 10159, 1re colonne, article 1er, 6e ligne, au lieu de: « M. le colonel d'artillerie Montier-Vinard », lire: « M. le colonel d'artillerie Monier-Vinard » (le reste sans changement).

Autorisation de recrutement de personnels auxiliaires à l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux forces armées (guerre).

Le secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre), le ministre du travail et de la sécurité sociale et le ministre du budget,

Vu le décret n° 48-1600 du 13 octobre 1948 relatif au recrutement des personnels non titulaires;

Vu le décret n° 49-1120 du 4 août 1949 portant règlement d'administration publique pour la fixation des effectifs des corps d'adjoints administratifs, de secrétaires sténodactylographes, de sténodactylographes et d'employés de bureau à l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux forces armées (guerre);

Vu la loi n° 50-400 du 3 avril 1950 portant autorisation de transformation d'emplois et réforme de l'auxiliariat,

Arrêtent:

Art. 1er. — Compte tenu de l'impossibilité momentanée de combler par le recrutement de fonctionnaires titulaires les emplois vacants existant à l'administration centrale de son département, le secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre) est autorisé, par application des dispositions des articles 2 et 3 du décret du 13 octobre 1948 susvisé, à recruter, avant le 1er novembre 1950, pour une durée d'un an au maximum, trente sténodactylographes et dactylographes auxiliaires temporaires.

Art. 2. — Toutefois, en vue de sauvegarder les droits des agents licenciés des services publics par suite des mesures de compressions budgétaires, il ne pourra être procédé au recrutement direct de ce personnel qu'après accord du centre d'orientation et de réemploi.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 septembre 1950.

Le ministre du budget,
EDGAR FAURE.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,
Pour le ministre et par délégation:
Le chef de cabinet,
GUY HOUIST.

Pour le secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre) et par délégation:
Le directeur du cabinet,
ANDRÉ CHAGNEAU.

Répartition des crédits de prestations familiales pour l'exercice 1948 (budget général, dépenses militaires).

Le ministre de la défense nationale et le ministre du budget,

Vu la loi n° 48-1347 du 27 août 1948 portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1948;

Vu le décret n° 48-1425 du 16 septembre 1948 portant réalisation d'économies au titre du budget de la défense nationale;

Vu l'arrêté du 2 novembre 1948 portant répartition des abattements globaux opérés par le décret n° 48-1425 du 16 novembre 1948 sur le budget de la défense nationale;

Vu le décret n° 49-471 du 4 avril 1949 portant transfert de crédits du budget du ministère de l'intérieur au budget du ministère de la défense nationale;

Vu la loi n° 49-1016 du 1er août 1949 portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1948,

Arrêtent:

Art. 1er. — Sur les crédits alloués au ministre de la défense nationale au titre du budget général (dépenses ordinaires militaires) de l'exercice 1948 par la loi n° 48-1347 du 27 août 1948 et par des textes spéciaux, une somme de 14.178.617.000 F est définitivement annulée sur le chapitre 4020: « Allocations du code de la famille », du budget des forces armées (section commune).

Art. 2. — Il est ouvert au ministre de la défense nationale, au titre du budget général (dépenses ordinaires militaires) de l'exercice 1948, en addition aux crédits alloués par la loi n° 48-1347 du 27 août 1948 et par des textes spéciaux, des crédits s'élevant à la somme totale de 14.178.617.000 F et répartis par service et par chapitre, conformément au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 3. — Le ministre de la défense nationale et le ministre du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 octobre 1950.

Pour le ministre de la défense nationale et par délégation:
Le secrétaire général aux forces armées (services communs),
KAHN.

Le ministre du budget,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
ROBERT BLOT

Tableau, par service et par chapitre, des crédits ouverts sur l'exercice 1948.

CHAPITRES	SERVICES	MONTANT des crédits ouverts.
		francs.
	Forces armées.	
	SECTION COMMUNE	
	TITRE Ier. — DÉPENSES ORDINAIRES	
	2e partie. — Dette viagère.	
0011	Solde des officiers généraux du cadre de réserve « air »	1.390.000
0013	Solde des officiers généraux du cadre de réserve « marine »	8.610.000
	Total pour la 2e partie	10.000.000
	4e partie. — Personnel.	
4011	Soldes et indemnités des personnels militaires en service à l'administration centrale « air »	56.933.000
4012	Soldes et indemnités des personnels militaires en service à l'administration centrale « guerre »	76.200.000
4013	Soldes et indemnités des personnels militaires en service à l'administration centrale « marine »	46.392.000
4021	Traitements des personnels civils en service à l'administration centrale « air »	13.872.000
4023	Traitements des personnels civils en service à l'administration centrale « marine »	22.747.000
4030	Gendarmerie. — Soldes et indemnités des personnels militaires	2.900.000.000
4040	Gendarmerie. — Soldes et indemnités du personnel civil	30.000.000
4051	Soldes, traitements et indemnités des corps de contrôle « air »	556.000
4052	Soldes, traitements et indemnités des corps de contrôle « guerre »	10.000.000
4053	Soldes, traitements et indemnités des corps de contrôle « marine »	3.805.000
4060	Service cinématographique des armées. — Soldes et indemnités des personnels militaires	11.100.000
4070	Service cinématographique des armées. — Traitements et indemnités des personnels civils	1.000.000
4083	Soldes, traitements et indemnités des personnels civils et militaires de la justice « marine »	7.000.000
4092	Soldes, traitements et indemnités des personnels civils et militaires de la sécurité « guerre »	2.000.000
4093	Soldes, traitements et indemnités des personnels civils et militaires de la sécurité « marine »	4.945.000
4102	Personnels civils et militaires des services sociaux « guerre »	20.000.000
4103	Personnels civils et militaires des services sociaux « marine »	14.065.000
	Total pour la 4e partie	3.220.695.000
	Total pour le titre Ier	3.230.695.000
	TITRE II. — DÉPENSES RÉSULTANT DES HOSTILITÉS	
7000	Personnels civils, employés au bureau liquidateur des Forces françaises combattantes de l'intérieur et organismes régionaux	1.000.000
7052	Soldes et indemnités des militaires dégagés des cadres « guerre »	355.200.000
7053	Soldes et indemnités des militaires dégagés des cadres « marine »	30.600.000
7062	Soldes, traitements et indemnités des personnels de liquidation « guerre »	75.000.000
7092	Militaires rapatriés d'Extrême-Orient blessés ou malades en instance de démobilisation « guerre »	180.000.000
7112	Délégations de solde aux familles de militaires tués, disparus ou prisonniers « guerre »	10.000.000
7122	Soldes, traitements et indemnités des unités de garde et des dépôts de prisonniers de guerre	180.000.000
	Total pour le titre II	840.800.000
	Total pour la section commune	4.071.495.000
	SECTION « AIR »	
	TITRE Ier. — DÉPENSES ORDINAIRES	
	4e partie. — Personnel.	
120	Solde des officiers des armes	170.562.000
121	Solde des officiers des services	4.011.000
122	Solde des sous-officiers et hommes de troupe	717.193.000
123	Solde des militaires en disponibilité, non activité, réforme, congé	27.600.000
124	Personnels civils extérieurs. — Titulaires, contractuels, auxiliaires. — Services et formations de l'armée de l'air	45.355.000
125	Personnels civils extérieurs. — Titulaires, contractuels, auxiliaires. — Direction du commissariat de l'armée de l'air	10.304.000
128	Personnels civils extérieurs. — Titulaires, contractuels, auxiliaires. — Service du matériel	15.811.000
129	Personnels civils extérieurs. — Titulaires, contractuels, auxiliaires. — Service des télécommunications	3.809.000
131	Personnels civils extérieurs. — Ouvriers. — Services et formations de l'armée de l'air	84.018.000
132	Personnels civils extérieurs. — Ouvriers. — Direction commissariat de l'armée de l'air	15.207.000
133	Personnels civils extérieurs. — Ouvriers. — Service de santé de l'armée de l'air	1.833.000
135	Personnels civils extérieurs. — Ouvriers. — Service du matériel	41.782.000
136	Personnels civils extérieurs. — Ouvriers. — Service des télécommunications	11.165.000
	Total pour la section « air »	1.175.746.000
	SECTION « GUERRE »	
	TITRE Ier. — DÉPENSES ORDINAIRES	
	4e partie. — Personnel.	
120	Solde des officiers des armes	1.100.000.000
121	Solde des officiers des services	350.000.000
122	Solde des sous-officiers et hommes de troupe	3.225.550.000
123	Solde des militaires en disponibilité, non activité, réforme, congé	53.700.000
124	Personnels civils extérieurs. — Titulaires, contractuels, auxiliaires. — Service de l'intendance	450.000.000
125	Personnels civils extérieurs. — Titulaires, contractuels, auxiliaires. — Service de santé	90.000.000
126	Personnels civils extérieurs. — Titulaires, contractuels, auxiliaires. — Service du matériel	90.000.000
127	Personnels civils extérieurs. — Titulaires, contractuels, auxiliaires. — Service du génie	130.000.000
128	Personnels civils extérieurs. — Titulaires, contractuels, auxiliaires. — Service des transmissions	85.000.000
129	Personnels civils extérieurs. — Titulaires, contractuels, auxiliaires. — Troupes coloniales	21.900.000

CHAPITRES	SERVICES	MONTANT des crédits ouverts.
		francs.
130	Personnels civils extérieurs. — Titulaires, contractuels, auxiliaires, ouvriers. — Recrutement	75.000.000
131	Personnels civils extérieurs. — Ouvriers. — Service de l'intendance	360.000.000
132	Personnels civils extérieurs. — Ouvriers. — Service de santé	230.000.000
133	Personnels civils extérieurs. — Ouvriers. — Service du matériel	500.000.000
134	Personnels civils extérieurs. — Ouvriers. — Service du génie	70.000.000
135	Personnels civils extérieurs. — Ouvriers. — Service des transmissions	40.000.000
136	Personnels civils extérieurs. — Ouvriers. — Troupes coloniales	17.100.000
137	Traitements des fonctionnaires en congé de longue durée	4.000.000
	Total pour la 4e partie	6.892.250.000
	5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.	
3252	Convocation des réserves. — Soldes et indemnités	4.000.000
	Total pour la section « guerre »	6.896.250.000
	SECTION « MARINE »	
	TITRE Ier. — DÉPENSES ORDINAIRES	
	4e partie. — Personnel.	
120	Solde des officiers des armes	433.822.000
121	Solde des officiers des services	73.609.000
122	Solde des officiers mariniers, quartiers-maîtres et marins des armes et services	1.146.000.000
123	Solde des militaires en disponibilité, non activité, réforme, congé	4.800.000
124	Personnels civils extérieurs. — Personnels divers	36.000.000
125	Personnels civils extérieurs. — Service du commissariat	21.000.000
126	Personnels civils extérieurs. — Service de santé	1.270.000
127	Personnels civils extérieurs. — Service des travaux maritimes	9.400.000
128	Personnels civils extérieurs. — Service de la comptabilité des matières	15.530.000
131	Personnel ouvrier. — Service du commissariat	130.850.000
132	Personnel ouvrier. — Service de santé	30.000.000
133	Personnel ouvrier. — Service des travaux maritimes	112.400.000
134	Personnel ouvrier. — Bases aéronavales	10.080.000
135	Personnel ouvrier. — Personnels divers	10.065.000
137	Traitements des fonctionnaires en congé de longue durée	300.000
	Total pour la section « marine »	2.035.126.000
	RECAPITULATION	
	Section commune	4.071.495.000
	Section « air »	1.175.746.000
	Section « guerre »	6.896.250.000
	Section « marine »	2.035.126.000
	Total pour la défense nationale	14.178.617.000

Ecole navale.

Par arrêté du 28 septembre 1950, est nommé dans le cadre des professeurs de l'école navale, pour compter du 1er octobre 1950: M. Coumes (André), professeur agrégé de physique.

M. Coumes prendra rang en qualité de professeur de 3e classe, 1er échelon. Son ancienneté dans cet échelon sera fixée ultérieurement.

Admission à l'honorariat (armée de terre, réserve).

Par décision du 5 septembre 1950, les officiers de réserve du service des matériels, rayés des cadres, désignés ci-après ont été admis à l'honorariat de leur grade à compter de la date de leur radiation des cadres des réserves (article 23 de la loi du 8 janvier 1925):

M. le lieutenant-colonel Signe (Albert-Henri).
M. le commandant Pasquier (Pascal-Louis).
MM. les capitaines Acquaviva (François), Dispot (Louis-Joseph), Seugnet (Adrien).
MM. les lieutenants Chevallier (Georges-René), Grunacker (Jean-René-Claude).

Par décision du 29 septembre 1950 et conformément aux dispositions de l'article 23 de la loi du 8 janvier 1925 sur l'organisation des cadres des réserves de l'armée de terre, les officiers de réserve dont les noms suivent sont admis à l'honorariat de leur grade à compter de la date de leur radiation des cadres:

1re région militaire.

M. le vétérinaire lieutenant Amiot (Raymond).

3e région militaire.

M. le vétérinaire lieutenant Adeline (Henri).
M. le vétérinaire lieutenant Babin (Alexandre-Julien).
M. le vétérinaire capitaine Riou (Jean-Edmond).

6e région militaire.

M. le vétérinaire commandant Ott (Charles).

8e région militaire.

M. le vétérinaire lieutenant Rey (Claudius).

10e région militaire.

M. le vétérinaire lieutenant Costes (Léon-Jean).

Service des poudres.

Par décision en date du 13 septembre 1950 ont été promus aux grades ci-après, pour prendre rang du 1er octobre 1950, les agents de poudrerie dont les noms suivent:

Au grade d'agent de poudrerie principal de 1re classe.

3e tour (choix) M. Kerbrat (Joseph-Marie), agent de poudrerie principal de 2e classe.

Au grade d'agent de poudrerie principal de 2e classe.

4e tour (choix), M. Debris (Marcel-Gabriel-Albert), agent de poudrerie principal de 3e classe.

Au grade d'agent de poudrerie principal de 3e classe.

Les agents de poudrerie de 1re classe:
1er tour (ancienneté), M. Oison (Alexis-Eugène-Célestin-Marie);
2e tour (choix), M. Delmas (Louis-Paul-Henri).

Au grade d'agent de poudrerie de 1re classe.

Les agents de poudrerie de 2e classe:
2e tour (choix), M. Hamon (René);
1er tour (ancienneté), M. Helet (Gabriel);
2e tour (choix), M. Ollivier (André-Fernand-Joseph).

Tableau de concours pour la Légion d'honneur pour l'année 1950 (armée de mer, active).

Rectificatif au *Journal officiel* du 2 juillet 1950, page 7075, 1re colonne, pour le grade d'officier, corps des officiers des équipages de la flotte, au lieu de: « M. l'officier des équipages de 1re classe Queau (G.-C.) », lire: « M. l'officier des équipages de 2e classe Queau (G.-C.) ».

Liste, par ordre de mérite, des candidats admis à l'école de l'air (élèves officiers de l'air, cadre navigant) à la suite du concours de 1950. (Additif.)

(Décision ministérielle n° 1116/CAB/MIL/5 du 2 septembre 1950.)

Candidats définitivement admis.

76 Duguet (Guy-Firmin).
77 Bergoend (Daniel-Léon).
78 Dellier (René-Dominique).
79 Fèvre (Nicolas-Jean).
80 Saint-Paul (Gérard-Edouard).
81 Ducrest (Francis-Marie).
82 Rebuffet (Pierre-François).
83 Thepin (Jean-Gabriel).
84 Coupe (Alexandre-Roger).

Tour de départ pour les colonies et les théâtres d'opérations extérieurs, établi à la date du 1er octobre 1950, en ce qui concerne les officiers et sous-officiers du service de la justice militaire.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de l'instruction interministérielle du 9 avril 1930 (*B. O.* p. p. 1930, page 1287), les officiers et sous-officiers ci-dessous désignés, susceptibles d'être envoyés dans un délai de trois mois à la colonie ou sur un théâtre d'opérations extérieur devront, dans un délai de 10 jours à partir de la présente publication, être examinés par un médecin désigné par le commandant d'armes de la garnison. Les certificats de visite individuelle seront adressés sans retard à l'administration centrale. (Ces prescriptions ne sont pas applicables aux personnels qui, ayant figuré sur l'extrait antérieur, ont été reconnus aptes à servir.)

CADRE DES MAGISTRATS

Lieutenants-colonels de justice militaire.

1 Renault (Maurice-Emile).
2 Viboud (Théodore).

Commandants de justice militaire.

1 La Ville-Laplace (Yves-Michel).
2 Sigaud (Pierre).
3 Giuliani (Henri).

Capitaines de justice militaire.

1 Missoffe (Serge).
2 Morin (André).
3 Pirot (Jean).
4 Ronflard (André-Jacques).

CADRE DES GREFFIERS

Capitaines greffiers.

1 Jourdan (René-Théodule).
2 Colombani (Pline).
3 Duffau (Romain).
4 Richard (Maxime-André).

Lieutenants et sous-lieutenants greffiers.

1 Menuat (Marcel-Serge).
2 Vigneau (Jean-Ariste).
3 Hamel (Jean-Georges).

CADRE DES COMMIS GREFFIERS

Adjudants-chefs commis greffiers.

1 Hugou (Jean-Simon).
2 Jacob (Pierre-Joseph).
3 Grégoire (Marcel-Ernest).

Adjudants commis greffiers.

1 Hilaire (Evariste).
2 Marchal (André).
3 Blondel (Jacques).

CADRE DES HUISSIERS APPARITEURS

Adjudant-chef huissier appariteur.

1 Pierre (Epiphane).

Adjudant huissier appariteur.

1 Batherosse (Fernand).

Sergent-chef huissier appariteur.

1 Lecat (René).

Sergent-chef huissier appariteur.

1 Salvi (Félix).

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Conseillers d'Orient.

Par arrêté du 4 octobre 1950, M. Colin (Georges-Séraphin), premier conseiller d'Orient, est détaché auprès de la résidence générale de France au Maroc, en qualité de professeur licencié de 1re classe, pour une nouvelle période de cinq ans, à compter du 1er janvier 1946.

Consuls.

Par arrêté du 4 octobre 1950, M. Billecocq (Henri-Edmond-Ernest), consul général de 2e classe, a été placé en position de service détaché à la disposition de la résidence générale de France à Rabat, du 1er novembre 1942 au 12 septembre 1945.

Par arrêté du 4 octobre 1950, M. Billecocq (Henri-Edmond-Ernest), consul de 3e classe, a été placé en position de service détaché à la disposition de la résidence générale de France au Maroc pour une période de cinq ans, à compter du 1er novembre 1937.

MINISTERES DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DU BUDGET

Agrément de sociétés d'assurances.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu le décret-loi du 14 juin 1938 unifiant le contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances de toute nature et de capitalisation et tendant à l'organisation de l'industrie des assurances, notamment ses articles 7, 9 et 47;

Vu le décret du 30 décembre 1938 portant règlement d'administration publique pour la constitution des sociétés d'assurances et de capitalisation, des tontines et des syndicats de garantie et pour le fonctionnement et le contrôle de ces organismes, notamment son titre IX;

Vu l'arrêté du 6 août 1941 relatif à l'agrément des sociétés ou assureurs régis par le décret-loi du 14 juin 1938;

Vu, avec les pièces à l'appui, les demandes d'agrément présentées par les sociétés d'assurances ci-après désignées;

Sur la proposition du directeur des assurances,

Arrête:

Art. 1er. — Sont agréées dans les termes du décret-loi du 14 juin 1938, les sociétés françaises d'assurances ci-après désignées:

Caisse nationale française, société d'assurances à forme mutuelle et à cotisation fixe, dont le siège social est à Paris (9e), 18 *bis*, rue de Bruxelles, pour pratiquer en France des opérations d'assurances contre les risques de maladie accordant aux assurés, à l'exclusion de toute autre garantie, une indemnité journalière en cas de maladie et rentrant dans la catégorie d'opérations visée au paragraphe 10° de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938;

La Gironde, société d'assurances à forme mutuelle contre la grêle à cotisation fixe, dont le siège social est à Bordeaux, 137, rue Sainte-Catherine, pour pratiquer en France la catégorie d'opérations visée au paragraphe 13° de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938;

La Gironde, société d'assurances à forme mutuelle contre l'incendie à cotisation fixe, dont le siège social est à Bordeaux, 137, rue Sainte-Catherine, pour pratiquer en France la catégorie d'opérations visée au paragraphe 11° de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938;

La Mutuelle de l'Aube, société mutuelle d'assurance à cotisations variables contre la mortalité du bétail dont le siège social est à Troyes, 9, quai des Comtes-de-Champagne, pour pratiquer en France la catégorie d'opérations visée au paragraphe 14° de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938;

La Mutuelle cycliste, dont le siège social est à Paris, 60, rue de la Chaussée-d'Antin, pour pratiquer en France les opérations d'assurances contre les risques de toute nature résultant de l'emploi de cycles sans moteur ou avec moteur d'une puissance maximum d'un cheval vapeur (opérations rentrant dans la catégorie prévue au paragraphe 9° de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938);

La Régionale du Nord, société d'assurances à forme mutuelle contre la grêle et à cotisations variables dont le siège social est à Laon et le siège administratif à Soissons, 1, rue des Cordeliers, pour pratiquer en France la catégorie d'opérations visée au paragraphe 13° de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938, ainsi que les opérations de réassurance grêle rentrant dans la catégorie prévue au paragraphe 18° du même article;

La Strasbourgeoise, société d'assurance à forme mutuelle contre la maladie et les accidents des artisans, commerçants et industriels, à cotisation fixe, dont le siège social est à Strasbourg, 3, rue Turenne, pour pratiquer en France la catégorie d'opérations visée au paragraphe 10° de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938;

Compagnie nantaise d'assurances maritimes et de transports, société anonyme dont le siège social est à Nantes, 11, rue Contrescarpe, pour pratiquer en France et en Algérie la catégorie d'opérations visée au paragraphe 16° de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938, ainsi que les opérations de réassurances maritimes et de transports rentrant dans la catégorie prévue au paragraphe 18° du même article;

La France maritime et continentale, société anonyme d'assurance dont le siège social est à Nantes, 5, rue Cassini, et le siège administratif à Nantes, 7, place de la Bourse, pour pratiquer en France les opérations d'assurance maritime rentrant dans la catégorie visée au paragraphe 16° de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938;

La Maritime, compagnie d'assurances contre les risques de transport et de navigation, société anonyme dont le siège social est à Paris, 10, rue du Quatre-Septembre, pour pratiquer en France et en Algérie la catégorie d'opérations visée au paragraphe 16° de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938.

Art. 2. — Les sociétés étrangères d'assurances ci-après désignées sont agréées dans les termes du décret-loi du 14 juin 1938 pour pratiquer en France et en Algérie, les opérations indiquées pour chacune d'elles:

Compagnie d'assurances nationale Suisse, dont le siège social est à Bâle (Suisse), et le siège spécial pour la France à Paris, 13, rue Saint-Marc, pour les catégories d'opérations visées aux paragraphes 11° et 16° de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938;

Ligurgia, Società di Assicurazioni Trasporti, dont le siège social est à Gênes (Italie) et le siège spécial pour la France à Paris, 26, rue Feydeau, pour la catégorie d'opérations visée au paragraphe 16° de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938;

New Hampshire Fire Insurance Company, dont le siège social est à Manchester (U. S. A.) et le siège spécial pour la France à Paris, 7, place Vendôme, pour les catégories d'opérations visées aux paragraphes 11° et 16° de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938;

The Ocean Accident and Guarantee Corporation Limited, dont le siège social est à Londres (Angleterre) et le siège spécial pour la France à Paris,, 8, rue Edouard-VII, pour les opérations d'assurance individuelle aviation rentrant dans la catégorie prévue au paragraphe 9° *bis* de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938;

Pearl Assurance Company Limited, dont le siège social est à Londres (Angleterre) et le siège spécial pour la France à Paris, 4 *bis*, boulevard des Italiens, pour la catégorie d'opérations visée au paragraphe 11° de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938;

Reliance Marine Insurance Company Limited, dont le siège social est à Londres (Angleterre) pour la catégorie d'opérations visée au paragraphe 11° de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938 avec siège spécial pour la France à Paris, 8, rue de la Bourse, et pour la catégorie d'opérations visée au paragraphe 16° de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938, avec siège spécial pour la France à Paris, 11, rue Vivienne;

Verzekering Maatschappij Rotterdam N. V., dont le siège social est à Rotterdam (Hollande) et le siège spécial pour la France à Paris, 99, rue de Richelieu, pour la catégorie d'opérations visée au paragraphe 16° de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938;

Scottish Union and National insurance Company, dont le siège social est à Edimbourg (Grande-Bretagne) et le siège spécial pour la France à Paris, 13, rue Saint-Marc, pour la catégorie d'opérations visée au paragraphe 11° de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938;

The Sea Insurance Company Limited, dont le siège social est à Liverpool (Angleterre) et le siège spécial pour la France à Paris, 19, rue Vivienne, pour les catégories d'opérations visées aux paragraphes 11° et 16° de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938.

Art. 3. — Le directeur des assurances est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de l'Algérie.

Fait à Paris, le 3 octobre 1950.

MAURICE-PETSCHE.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu le décret-loi du 14 juin 1938 unifiant le contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances de toute nature et de capitalisation et tendant à l'organisation de l'industrie des assurances, notamment ses articles 7 et 9;

Vu le décret du 30 décembre 1938 portant règlement d'administration publique pour la constitution des sociétés d'assurances et de capitalisation, des tontines et des syndicats de garantie et pour le fonctionnement et le contrôle de ces organismes, notamment son titre IX;

Vu l'arrêté du 6 août 1941, relatif à l'agrément des sociétés ou assureurs régis par le décret-loi du 14 juin 1938;

Vu le décret du 6 mars 1947 portant règlement d'administration publique pour le contrôle des sociétés d'assurances en Algérie, notamment son article 1er;

Vu, avec les pièces à l'appui, les demandes d'agrément présentées par les sociétés d'assurances ci-après désignées;

Vu les avis émis par le gouverneur général de l'Algérie;

Sur la proposition du directeur des assurances,

Arrête:

Art. 1er. — Sont agréées dans les termes du décret-loi du 14 juin 1938 les sociétés françaises d'assurances ci-après désignées:

Société d'assurance mutuelle de la ville de Paris, dont le siège social est à Paris, 5, rue de Castiglione, pour pratiquer en Algérie la catégorie d'opérations visée au paragraphe 11° de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938 et les opérations de réassurance incendie rentrant dans la catégorie prévue au paragraphe 18° du même article.

La Protectrice, dont le siège social est à Paris, 45-47, rue de Châteaudun, pour pratiquer en France et en Algérie la catégorie d'opérations visée au paragraphe 9 *bis* de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938, ainsi que les opérations d'assurances « pluie » rentrant dans la catégorie prévue au paragraphe 17° du même article.

La Sécurité, dont le siège social est à Paris, 5, rue de la Bourse, pour pratiquer en Algérie la catégorie d'opérations visée au paragraphe 11° de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938.

Art. 2. — Sont agréées dans les termes du décret-loi du 14 juin 1938 les société étrangères d'assurances ci-après désignées:

Bilbao, Compania Anonima de Seguros, dont le siège social est à Bilbao et le siège spécial pour la France, à Paris, 38, rue de Châteaudun, pour pratiquer en France et en Algérie les catégories d'opérations visées aux paragraphes 11° et 16° de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938;

La France africaine, dont le siège social est à Casablanca et le siège spécial pour la France, à Paris, 7 et 9, boulevard Haussmann, pour pratiquer, d'une part, en France, la catégorie d'opérations visée au paragraphe 16° de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938, et, d'autre part, en Algérie les catégories d'opérations visées aux paragraphes 8°, 9° 9° *bis*, 10°, 11°, 12°, 14°, 15°, 16° du même article, ainsi que les opérations d'assurance « bris de places », « dégâts des eaux » et « tous risques expositions », rentrant dans la catégorie visée au paragraphe 17° dudit article;

Gresham Fire and Accident Insurance Society Limited, dont le siège social est à Londres, et le siège spécial pour la France, à Paris, 58, rue de la Victoire, pour pratiquer en France et en Algérie les catégories d'opérations visées aux paragraphes 9 *bis* et 16° de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938;

Legal and general Assurance society limited, dont le siège social est à Londres, et le siège spécial pour la France, à Paris, 58, rue de la Victoire, pour pratiquer en France et en Algérie les catégories d'opérations visées aux paragraphes 9 *bis* et 16° de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938.

Minster insurance company limited, dont le siège social est à Londres et le siège spécial pour la France, à Paris, 5, rue de la Bourse, pour pratiquer en France la catégorie d'opérations visée au paragraphe 16° de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938.

Verzekering maatschappij Rotterdam N. V., dont le siège social est à Rotterdam, et le siège spécial pour la France, à Paris, 99, rue de Richelieu, pour pratiquer en France et en Algérie la catégorie d'opérations visées au paragraphe 11° de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938.

Companhia de seguros tranquilidade, dont le siège social est à Porto et le siège spécial pour la France à Paris, 19, boulevard Montmartre, pour pratiquer en France et en Algérie les catégories d'opérations visées aux paragraphes 11° et 16° de l'article 137 du décret du 35 décembre 1938.

Turica, compagnie d'assurances et de réassurances, dont le siège social est à Zurich, et le siège spécial pour la France à Paris, 21, rue Vivienne, pour pratiquer en France et en Algérie la catégorie d'opérations visées au paragraphe 16° de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938.

Art. 3. — Le directeur des assurances est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de l'Algérie.

Fait à Paris, le 3 octobre 1950.

MAURICE-PETSCHE.

Affectation provisoire de locaux au ministère du budget.

Le ministre du budget,

Sur le rapport du directeur général des impôts,

Vu le décret n° 49-1313 du 27 septembre 1949 relatif à l'affectation des immeubles domaniaux ou détenus en jouissance par l'Etat;

Vu l'adhésion du ministre des anciens combattants et victimes de la guerre en date du 3 mars 1950;

Vu l'arrêté émis par la commission centrale de contrôle des opérations immobilières dans sa séance du 9 juin 1950,

Arrête:

Art. 1er. — Sont affectés, à titre provisoire, au ministre du budget (direction générale des impôts, contributions indirectes), en vue de l'installation de la recette centrale rurale des contributions indirectes, trois pièces d'une superficie totale de 31 mètres carrés situés dans le bâtiment provisoire n° 101/8 implanté place Barbier, à Grandvilliers (Oise).

Art. 2. — Le directeur général des impôts et le chef du service des domaines au ministère du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 octobre 1950.

Le ministre du budget,

Pour le ministre et par délégation:

Le directeur du cabinet,

ROBERT BLOT.

Le ministre du budget,

Sur le rapport du directeur général des impôts,

Vu le décret n° 49-1313 du 27 septembre 1949 relatif à l'affectation des immeubles domaniaux ou détenus en jouissance par l'Etat;

Vu l'adhésion du ministre des anciens combattants et victimes de la guerre en date du 3 mars 1950;

Vu l'avis émis par la commission centrale de cantrôle des opérations immobilières dans sa séance du 9 juin 1950,

Arrête:

Art. 1er. — Sont affectées à titre provisoire au ministère du budget (direction générale des impôts, contributions indirectes), en vue de l'installation de la recette centrale rurale des contributions indirectes, trois pièces d'une superficie totale de 30 mètres carrés, situées dans le bâtiment provisoire implanté place Théron, à Saint-Just-en-Chaussée (Oise), portant le n° 18-1.

Art. 2. — Le directeur général des impôts et le chef du service des domaines au ministère du budget, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 octobre 1950.

Le ministre du budget,

Pour le ministre et par délégation:

Le directeur du cabinet,

ROBERT BLOT.

Conditions d'application de l'article 31 de la loi n° 50-586 du 27 mai 1950 relative aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1950.

Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre du budget, le ministre des affaires étrangères, le ministre de la défense nationale, le ministre de l'industrie et du commerce, le ministre de la marine marchande, le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, le ministre de la France d'outre-mer, le ministre de l'information, le ministre des postes, télégraphes et téléphones et le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu l'article 18 de la loi n° 49-310 du 8 mars 1949;
Vu l'article 31 de la loi n° 50-586 du 27 mai 1950;
Vu les arrêtés du 25 juillet 1949,

Arrêtent:

Art. 1er. — Sous réserve des dispositions des articles 2 et 5 ci-après, les jetons de présence et tantièmes alloués à des fonctionnaires de l'Etat en activité de service, siégeant en qualité d'administrateurs dans les entreprises visées à l'article 31 de la loi n° 50-586 du 27 mai 1950, doivent être versés au Trésor au plus tard dans le mois qui suit leur distribution.

Art. 2 — Par dérogation à l'article précédent, les fonctionnaires de l'Etat, qui sont placés dans la position de détachement prévue à l'article 99 (3°) de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires, auprès des établissements publics à caractère industriel ou commercial, des entreprises publiques, des sociétés d'économie mixte, ou des entreprises privées, peuvent encaisser directement les jetons de présence ou tantièmes visés à l'article 1er ci-dessus.

Il en est de même pour les fonctionnaires détachés, en application de l'article 99 (1°) de ladite loi, auprès d'un office ou établissement public, à raison des jetons de présence ou tantièmes alloués par les entreprises dont l'office ou l'établissement public auprès desquels ils sont détachés est actionnaire.

Art. 3. — Les indemnités allouées aux fonctionnaires de l'Etat en application de l'article 31 de la loi n° 50-586 du 27 mai 1950 sont égales, pour chaque bénéficiaire, au montant des jetons de présence et tantièmes correspondants versés au Trésor.

Toutefois, le montant global des indemnités allouées annuellement à chacun d'eux, en vertu du présent article, augmenté éventuellement du montant des indemnités versées, la même année, au titre de l'article 18 de la loi n° 49-310 du 8 mars 1949, ne peut dépasser le maximum prévu par l'article 1er de l'arrêté du 25 juillet 1949 portant application de ladite loi.

Art. 4. — Lorsqu'un fonctionnaire de l'Etat, placé ou non dans la position de détachement prévue à l'article 99 (2°) de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires, représente une collectivité publique autre que l'Etat dans les entreprises visées à l'article 31 de la loi n° 50-586 du 27 mai 1950, les jetons de présence et tantièmes qui pourraient lui revenir au titre de cette représentation sont versés au budget de la collectivité en cause.

Les jetons de présence et tantièmes alloués à un fonctionnaire ou agent d'une collectivité publique ou d'un établissement public, siégeant en qualité d'administrateur dans les entreprises visées à l'article 31 de la loi n° 50-586 du 27 mai 1950, sont versées au budget de cette collectivité.

Les collectivités et établissements publics peuvent allouer des indemnités aux administrateurs qui les représentent dans les entreprises dont elles détiennent une partie du capital, dans les conditions et limite fixées par l'article 3 ci-dessus.

Art. 5. — Lorsqu'un fonctionnaire est appelé à recevoir des indemnités à la fois du Trésor et d'une collectivité publique, le plafond visé à l'article 3 (§ 2) ci-dessus s'applique à l'ensemble de ces indemnités, la réduction devant, s'il y a lieu, porter d'abord sur les indemnités versées par la collectivité qui a la charge du traitement principal de l'intéressé.

Art. 6. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 octobre 1950.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE-PETSCHE.

Le ministre de l'information,
ALBERT GAZIER.

Le ministre des affaires étrangères,
SCHUMAN.

Le ministre de la défense nationale,
JULES MOCH.

Le ministre du budget,
EDGAR FAURE.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,
ANTOINE PINAY.

Le ministre de l'industrie et du commerce,
JEAN-MARIE LOUVEL.

Le ministre de la France d'outre-mer,
FRANÇOIS MITTERRAND.

Le ministre des postes, télégraphes et téléphones,
CHARLES BRUNE.

Le ministre de la marine marchande,
GASTON DEFFERRE.

Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,
ROBERT BURON.

Institut national de la statistique et des études économiques.

Par arrêté du 4 octobre 1950, M. Sauvy (Alfred), inspecteur général à l'institut national de la statistique et des études économiques, est maintenu en service détaché auprès du ministère de la santé publique et de la population, en qualité de directeur de l'institut national d'études démographiques, pour une période de cinq ans, à compter du 6 avril 1946.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Enseignement supérieur.

Par arrêté du 30 septembre 1950, M. Voirin, professeur à la faculté de droit de l'université de Nancy, est nommé pour trois ans, à compter du 1er octobre 1950, doyen de cette faculté (en remplacement de M. Senn, admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite).

Par arrêté en date du 2 octobre 1950, M. Bonacorsi, secrétaire adjoint au secrétariat de la faculté de droit de l'université de Paris, est reclassé, à dater du 1er juillet 1950, dans la 2e classe de l'emploi (426.000).

Enseignement du second degré.

Par arrêté du 4 octobre 1950, Mme Bruschini, née Calus (Janine), professeur agrégée de mathématiques, en exercice jusqu'au 30 septembre 1942 au lycée de jeunes filles d'Avignon, est détachée auprès du ministre des affaires étrangères pour deux périodes de cinq ans successives, à compter du 1er octobre 1942 et du 1er octobre 1947, afin d'exercer des fonctions d'enseignement au Maroc.

Par arrêté du 4 octobre 1950, Mme Caniot, née Lemestroff (Paule), professeur certifiée de sciences au collège de garçons de Médéa, est détachée auprès du ministre de la France d'outre-mer pour une période de trois ans au maximum, à compter du 11 mai 1950, en vue d'exercer des fonctions d'enseignement en Indochine.

Par arrêté du 4 octobre 1950, Mme Debruelh, née Bedel (Simone), professeur certifiée d'espagnol, est détachée auprès du ministre de la France d'outre-mer pour une période de cinq ans au maximum, à compter du 1er novembre 1949, en vue d'exercer des fonctions d'enseignement en Afrique occidentale française.

Par arrêté du 4 octobre 1950, Mme Benetrix, née Avenard (Lucette), professeur certifiée de mathématiques, précédemment en exercice à l'école normale de jeunes filles de Châteauroux, est détachée auprès du ministre de la France d'outre-mer pour une période de cinq ans au maximum, à compter du 17 février 1947, en vue d'exercer des fonctions d'enseignement en Afrique occidentale française.

Par arrêté du 4 octobre 1950, Mme Bus, née Beretti (Paule), licenciée d'histoire, en exercice en Tunisie, est intégrée dans les cadres métropolitains de l'enseignement du second degré, en qualité de P. A. (1) adjointe d'enseignement avec effet rétrospectif du 1er octobre 1945 et détachée auprès du ministre des affaires étrangères pour deux périodes de cinq ans successives, à compter du 1er octobre 1945 et du 1er octobre 1950, en vue d'exercer des fonctions d'enseignement en Tunisie.

Par arrêté du 4 octobre 1950, Mme Bouissou, née Costafroles (Hélène), licenciée de philosophie, en exercice en Tunisie, est intégrée dans les cadres métropolitains de l'enseignement du second degré en qualité de professeur adjoint (1) avec effet rétroactif du 1er octobre 1942, en qualité de professeur de collège licencié (CN II) avec effet rétroactif du 1er octobre 1945, et détachée auprès du ministre des affaires étrangères pour deux périodes de cinq ans successives, à compter du 1er octobre 1942 et du 1er octobre 1947, en vue d'exercer des fonctions d'enseignement en Tunisie.

Par arrêté du 4 octobre 1950, Mme Busuttil, née Blanc (Marguerite), licenciée d'histoire, actuellement en exercice en Tunisie, est intégrée dans les cadres métropolitains de l'enseignement du second degré en qualité de professeur adjoint (1) avec effet rétroactif du 6 octobre 1939, en qualité de professeur de collège, licenciée (C. N. II), avec effet rétroactif du 1er octobre 1945, et détachée auprès du

ministre des affaires étrangères dans les conditions suivantes: 1° du 6 octobre 1939 au 30 septembre 1940 afin d'exercer des fonctions d'enseignement au Maroc; 2° du 1er octobre 1941 au 30 septembre 1946 et du 1er octobre 1946 au 30 septembre 1951, en vue d'exercer des fonctions d'enseignement en Tunisie.

Du 1er octobre 1940 au 30 septembre 1941, Mme Busuttil est intégrée dans les cadres métropolitains et mise en congé sans traitement pour convenances personnelles.

Par arrêté du 4 octobre 1950, Mme Caine, née Souchon (Antoinette), licenciée de philosophie, en exercice en Tunisie, est intégrée dans les cadres métropolitains de l'enseignement du second degré en qualité de professeur adjoint (1) avec effet rétroactif du 1er octobre 1931, en qualité de professeur de collège licenciée (C. N. II), avec effet rétroactif du 1er octobre 1932, et détachée auprès du ministre des affaires étrangères pour quatre périodes de cinq ans successives: à compter du 1er octobre 1931, à compter du 1er octobre 1936, à compter du 1er octobre 1941 et à compter du 1er octobre 1946, en vue d'exercer des fonctions d'enseignement puis de direction en Tunisie.

Par arrêté du 4 octobre 1950, Mme Coti, née Roberdet (Louise), licenciée d'histoire, titulaire du C. A. P., en exercice en Tunisie, est intégrée dans les cadres métropolitains en qualité d'institutrice, avec effet rétroactif du 1er décembre 1940, en qualité de P. A. (1) adjoint d'enseignement, avec effet rétroactif du 1er octobre 1945, en qualité de professeur licenciée (C. N. II), avec effet rétroactif du 1er octobre 1948 et détachée auprès du ministre des affaires étrangères pour les périodes suivantes: du 1er décembre 1950 au 30 septembre 1955, du 1er octobre 1945 au 30 septembre 1950 et du 1er octobre 1950 au 30 septembre 1955, en vue d'exercer des fonctions d'enseignement en Tunisie.

Par arrêté du 4 octobre 1950, M. Curtis (Jean), agrégé d'anglais, est mis à la disposition du ministre des affaires étrangères pour une période de cinq ans, à compter du 8 août 1949, en vue d'exercer les fonctions de traducteur à l'O. E. C. E. (Organisation européenne de coopération économique).

Par arrêté du 4 octobre 1950, M. Denis (André), adjoint d'enseignement au lycée d'Angoulême, est mis à la disposition du ministre des affaires étrangères pour une période d'un an, à compter du 1er octobre 1949, en vue d'exercer les fonctions d'assistant à la Watford Grammar School, en Angleterre.

Par arrêté du 4 octobre 1950, Mlle Alexandre (Marcelle), professeur certifiée de sciences au collège moderne de jeunes filles de Thionville, est détachée auprès du ministre de la France d'outre-mer pour une période de cinq ans au maximum, à compter du 1er octobre 1949, en vue d'exercer des fonctions d'enseignement en Afrique occidentale française.

Par arrêté du 4 octobre 1950, M. Adrien (Paul), professeur licencié d'allemand, est maintenu à la disposition du commissaire général aux affaires allemandes et autrichiennes, pour une période d'un an, à compter du 1er octobre 1949, en vue d'exercer les fonctions d'attaché au commissariat pour le land Wurtemberg Hohenzollern.

Enseignement du premier degré.

Par arrêté du 4 octobre 1950, M. Gillot (Roger), instituteur de 2e classe, du département des Vosges, est maintenu pour une durée de deux ans au maximum, à compter du 1er novembre 1948, à la disposition du ministre de la France d'outre-mer, pour exercer ses fonctions au Togo.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, JEUNESSE ET SPORTS

Enseignement technique.

Par arrêté du 4 octobre 1950, M. Remond (Roger), professeur de collège technique (9e échelon), est placé en service détaché auprès du ministre de la France d'outre-mer en vue d'exercer ses fonctions en Afrique équatoriale française pour une période maximum de cinq années, à compter du 17 août 1949.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Délimitation des circonscriptions territoriales des services de production et de distribution du gaz.

Le ministre de l'industrie et du commerce,

Vu la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, et notamment son article 21, ainsi rédigé:

« Les circonscriptions territoriales des services de distribution sont établies par l'Electricité de France ou le Gaz de France en tenant compte de la structure des réseaux et des intérêts économiques des régions, ainsi que des régimes d'exploitation en vigueur pour l'électricité et le gaz, les collectivités intéressées étant préalablement et obligatoirement consultées »;

Vu le décret du 24 mai 1950, et notamment son article 1er, ainsi rédigé:

« La délimitation des circonscriptions territoriales des services régionaux d'Electricité de France et de Gaz de France prévue à l'article 21 de la loi du 8 avril 1946 est approuvée par arrêté du ministre chargé du gaz et de l'électricité »;

Vu la délibération en date du 28 septembre 1950 du conseil d'administration de Gaz de France, service national, au sujet de la délimitation des circonscriptions territoriales des services de production et de distribution de gaz,

Arrête:

Art. 1er. — Les circonscriptions territoriales des services de production et de distribution de gaz sont fixées ainsi qu'il suit:

ÉTABLISSEMENTS publics de production et de distribution de gaz.	DÉPARTEMENTS
N° 1	Nord, Pas-de-Calais, Somme.
N° 2	Seine-Inférieure, Eure, Calvados, Manche, Orne.
N° 3	Seine, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Oise.
N° 4	Aisne, Ardennes, Marne, Aube.
N° 5	Meuse, Meurthe-et-Moselle, Moselle, Haute-Marne, Vosges.
N° 6	Bas-Rhin, Haut-Rhin, territoire de Belfort, Haute-Saône, Doubs.
N° 7	Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Finistère, Morbihan, Loire-Inférieure, Vendée.
N° 8	Mayenne, Sarthe, Eure-et-Loir, Loiret, Loir-et-Cher, Indre-et-Loire, Maine-et-Loire.
N° 9	Yonne, Côte-d'Or, Saône-et-Loire, Jura, Ain.
N° 10	Deux-Sèvres, Vienne, Charente-Maritime, Charente, Haute-Vienne.
N° 11	Indre, Cher, Nièvre, Creuse, Allier, Puy-de-Dôme, Corrèze, Cantal.
N° 12	Loire, Rhône, Isère, Savoie, Haute-Savoie, Haute-Loire, Ardèche, Drôme.
N° 13	Dordogne, Gironde, Lot-et-Garonne, Landes, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées.
N° 14	Gers, Haute-Garonne, Tarn-et-Garonne, Ariège, Tarn, Lot, Aveyron, Lozère.
N° 15	Pyrénées-Orientales, Aude, Hérault, Gard.
N° 16	Bouches-du-Rhône, Vaucluse, Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Var, Alpes-Maritimes, Corse.

Art. 2. — Dans le cas où une distribution de gaz concédée par un syndicat de communes s'étend sur le territoire de deux établissements publics, cette distribution est rattachée à l'établissement public sur le territoire duquel se trouve le siège du syndicat.

Art. 3. — Le directeur du gaz et de l'électricité est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 octobre 1950.

JEAN-MARIE LOUVEL.

Délimitation des circonscriptions territoriales des services de distribution d'électricité.

Le ministre de l'industrie et du commerce,

Vu la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, et notamment son article 21, ainsi rédigé :

« Les circonscriptions territoriales des services de distribution sont établies par Electricité de France ou Gaz de France en tenant compte de la structure des réseaux et des intérêts économiques des régions ainsi que des régimes d'exploitation en vigueur pour l'électricité et le gaz, les collectivités intéressées étant préalablement et obligatoirement consultées » ;

Vu le décret du 24 mai 1950, et notamment son article 1, ainsi rédigé :

« La délimitation des circonscriptions territoriales des services régionaux d'Electricité de France et de Gaz de France prévue à l'article 21 de la loi du 8 avril 1946 est approuvée par arrêté du ministre chargé du gaz et de l'électricité » ;

Vu la délibération en date du 22 septembre 1950 du conseil d'administration d'Electricité de France au sujet de la délimitation des circonscriptions territoriales des services de distribution,

Arrête :

Art. 1er. — Les circonscriptions territoriales des services de distribution d'électricité sont fixées ainsi qu'il suit :

ÉTABLISSEMENTS publics de distribution d'électricité.	DÉPARTEMENTS
N° 1	Nord, Pas-de-Calais, Somme.
N° 2	Seine-Inférieure, Eure.
N° 3	Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Oise.
N° 4	Aisne, Ardennes, Marne, Aube.
N° 5	Meuse, Moselle, Meurthe-et-Moselle, Haute-Marne, Vosges.
N° 6	Bas-Rhin, Haut-Rhin, territoire de Belfort, Haute-Saône, Doubs.
N° 7	Manche, Calvados, Orne.
N° 8	Finistère, Côtes-du-Nord, Ille-et-Vilaine, Morbihan.
N° 9	Mayenne, Sarthe, Maine-et-Loire.
N° 10	Eure-et-Loir, Loiret, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher.
N° 11	Loire-Inférieure, Vendée.
N° 12	Deux-Sèvres, Vienne.
N° 13	Indre, Cher, Nièvre.
N° 14	Yonne, Côte-d'Or, Saône-et-Loire, Jura, Ain.
N° 15	Charente-Maritime, Charente, Haute-Vienne.
N° 16	Creuse, Allier.
N° 17	Gironde, Dordogne, Lot-et-Garonne.
N° 18	Corrèze, Puy-de-Dôme, Cantal.
N° 19	Loire, Haute-Loire, Ardèche.
N° 20	Rhône, Isère, Haute-Savoie, Savoie, Drôme.
N° 21	Landes, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées.
N° 22	Gers, Tarn-et-Garonne, Haute-Garonne, Ariège.
N° 23	Lot, Aveyron, Lozère, Tarn.
N° 24	Pyrénées-Orientales, Aude, Hérault, Gard.
N° 25	Vaucluse, Bouches-du-Rhône, Hautes-Alpes, Basses-Alpes, Var, Alpes-Maritimes.
N° 26	Corse.

Art. 2. — Dans le cas où une distribution d'énergie électrique concédée par un syndicat de communes s'étend sur le territoire de deux établissements publics, cette distribution est rattachée à l'établissement public sur le territoire duquel se trouve le siège du syndicat.

Art. 3. — Un arrêté déterminera ultérieurement la date à laquelle seront substitués à l'établissement public n° 3, deux établissements publics comprenant :

L'un, le département de la Seine ;

L'autre, les départements de Seine-et-Oise, Seine-et-Marne et Oise.

Cet arrêté interviendra aussitôt que seront remplies les conditions techniques permettant de réaliser la séparation des réseaux électriques de la Seine et de Seine-et-Oise.

Art. 4. — Le directeur du gaz et de l'électricité est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 octobre 1950.

JEAN-MARIE LOUVEL.

Nomination du secrétaire de la commission des marchés d'Electricité de France.

Par arrêté du 4 octobre 1950, M. Beullac, ingénieur des ponts et chaussées au service central de l'électricité, est nommé, à compter du 1er octobre 1950, secrétaire de la commission des marchés d'Electricité de France, en remplacement de M. Roux.

Nomination d'un rapporteur auprès des commissions chargées de fixer les indemnités aux ayants droit des entreprises nationalisées d'électricité et de gaz.

Par arrêté en date du 4 octobre 1950, M. Garnier (Emile) a été nommé, en remplacement de M. Fourmanoir, démissionnaire, en qualité de rapporteur auprès des commissions chargées de fixer les indemnités revenant aux ayants droit des entreprises nationalisées d'électricité et de gaz, et de déterminer et d'évaluer la part de l'actif de ces entreprises, qui doit être remise aux liquidateurs.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Décret n° 50-1242 du 6 octobre 1950 portant fixation du taux des cotisations à verser, au titre de l'année 1950, par les entreprises de transports publics par fer et par route et par les loueurs de camions pour le fonctionnement des comités techniques départementaux des transports.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre du budget,

Vu l'article 7 de la loi n° 49-874 du 5 juillet 1949 relative à diverses dispositions d'ordre économique et financier ;

Vu le décret n° 49-1473 du 14 novembre 1949 relatif à la coordination et à l'harmonisation des transports ferroviaires et routiers pris en exécution de cette loi ;

Vu, notamment, l'article 44 (dernier alinéa) dudit décret, ainsi conçu : « Le montant des dépenses (des comités techniques départementaux des transports) sera remboursé à l'Etat par les entreprises de transports publics par fer et par route, ainsi que par les loueurs de camions, dans des conditions qui seront fixées par décret... »,

Décrète :

Art. 1er. — Le taux des cotisations à verser par les entreprises de transports publics par fer et par route et par les loueurs de camions, en exécution de l'article 44 du décret du 14 novembre 1949 visé ci-dessus, est fixé, pour l'année 1950, comme suit :

Pour les entreprises routières et les entreprises de louage de camions : 320 F par véhicule ;

Pour la Société nationale des chemins de fer français : 480 F par kilomètre de voie ferrée exploitée ;

Pour les entreprises de chemins de fer secondaires d'intérêt général et les voies ferrées d'intérêt local : 160 F par kilomètre de voie exploitée.

En ce qui concerne les entreprises routières, sera compté pour un véhicule chaque groupe comprenant un tracteur et une remorque. Chaque remorque supplémentaire, qu'elle soit attelée à un camion ou à un tracteur, sera comptée pour un demi-véhicule.

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre du budget et le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 octobre 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

ANTOINE PINAY.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

MAURICE PETSCHE.

Le ministre du budget,

EDGAR FAURE.

Composition de la délégation française au conseil d'administration de l'aéroport de Bâle-Mulhouse.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, le ministre de l'industrie et du commerce et le ministre de l'intérieur,

Vu la loi du 1er août 1950 portant ratification de la convention franco-suisse relative à la construction et à l'exploitation de l'aéroport de Bâle-Mulhouse, à Blotzheim, et notamment l'annexe constituant le statut de l'aéroport,

Arrêtent:

Art. 1er. — La délégation française au conseil d'administration de l'aéroport de Bâle-Mulhouse est composée comme suit:

Le président de la chambre de commerce de Mulhouse.
Le président de la chambre de commerce de Belfort.
Un représentant de l'administration préfectorale.
Un représentant du conseil général du Haut-Rhin.
Le maire de la commune de Blotzheim.
L'inspecteur général des bases aériennes.
Un représentant de la direction de la navigation et des transports aériens.
Un représentant de la direction des bases aériennes.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 septembre 1950.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,
ANTOINE PINAY.

Le ministre de l'intérieur,
HENRI QUEUILLE.

Le ministre de l'industrie et du commerce,
JEAN-MARIE LOUVEL.

Ponts et chaussées.

Par arrêté du 2 octobre 1950, M. Saigot, ingénieur en chef de 1re classe des ponts et chaussées, a été mis, sur sa demande, à compter du 1er octobre 1950, à la disposition du gouvernement général de l'Algérie, pour remplir les fonctions d'ingénieur en chef du service de la colonisation et de l'hydraulique.

Il sera placé dans la position de service détaché pour une période de cinq ans.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Cabinet du secrétaire d'Etat à l'agriculture.

Le secrétaire d'Etat à l'agriculture,

Vu le décret du 2 octobre 1950 portant nomination du secrétaire d'Etat à l'agriculture;

Vu l'arrêté du 3 octobre 1950 fixant la composition du cabinet du secrétaire d'Etat à l'agriculture,

Arrête:

Art. 1er. — Le cabinet du secrétaire d'Etat à l'agriculture est complété comme suit.

Conseiller technique.

M. Roger Houdet, inspecteur général des eaux et du génie rural, délégué général à la reconstitution agricole.

Chef du secrétariat particulier.

M. Marc de Bruchard, membre correspondant de l'académie d'agriculture.

Attachés.

M. Jean-Jacques Antier, journaliste.
Mme Marie-Louise Reyt.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* à dater du 2 octobre 1950.

Fait à Paris, le 5 octobre 1950.

PAUL ANTIER.

Décrets et arrêtés portant promotions et nominations dans l'ordre du Mérite agricole.

Rectificatif au *Journal officiel* du 29 août 1950:

Page 9269, 1re colonne, n° 1606, au lieu de: « Levast (Léon-Auguste-Albert) », lire: « Levast (Léon-Bienaimé-Désiré) ».

Page 9281, 2e colonne, n° 323, au lieu de: « Mignon (Marcel-Maurice) », lire: « Migon (Marcel-Maurice) ».

Page 9285, 2e colonne, n° 359, au lieu de: « Durand (Armand-Jean) », lire: « Durand (Arnaud-Jean) ».

Page 9287, 2e colonne, n° 547, au lieu de: « Rey (Emile), président de la caisse locale de crédit agricole de Bollène (Vaucluse) », lire: « Rey (Emile), président de la caisse locale de crédit agricole de Pertuis (Vaucluse) ».

Page 9290, 1re colonne, n° 195, au lieu de: « Lablaye (Alphonse-Louis) », lire: « Leblaye (Alphonse-Louis) ».

Organisation d'un recensement de l'agriculture dans le département de la Martinique.

Le ministre de l'agriculture,

Vu la loi n° 46-451 du 19 mars 1946 érigeant en départements français la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion et la Guyane française,

Arrête:

Art. 1er. — Un recensement agricole sera effectué au cours du quatrième trimestre 1950 dans le département de la Martinique, en vue de préciser le nombre et la structure des exploitations agricoles, les surfaces occupées par les principales cultures, les effectifs du bétail et des moyens de production.

Il s'étendra à toutes les branches de l'exploitation du sol et pourra être complété par des enquêtes annexes intéressant l'agriculture.

Art. 2. — Le recensement sera fait par déclarations individuelles obligatoires des exploitants complétées par des enquêtes communales.

Art. 3. — Les renseignements individuels recueillis à l'occasion du recensement resteront strictement confidentiels et ne pourront être communiqués à aucune personne morale, publique ou privée en dehors des administrations chargées de l'exécution du dépouillement et de l'exploitation du recensement.

Art. 4. — Les dépenses afférentes à l'exécution du recensement seront imputées sur les crédits de l'exercice 1950 du budget de l'agriculture, article 3030: « Frais d'établissement d'enquêtes statistiques ».

Art. 5. — La préparation et l'exécution du recensement sont confiées à l'ingénieur en chef, directeur des services agricoles de la Martinique.

Fait à Paris, le 25 septembre 1950.

Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
JEAN EBERHARD.

Office national interprofessionnel des céréales.

Par arrêté du 4 octobre 1950, le détachement auprès de la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts au Maroc, en qualité de chef de cabinet du directeur de ce département, de M. Golivet (André), contrôleur principal de 2e classe, est renouvelé pour une période de cinq ans, à compter du 25 septembre 1949.

MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Décret n° 50-1243 du 21 septembre 1950 portant modification au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature coloniale;

Le conseil d'Etat (commission représentant les sections de l'intérieur, des finances, des travaux publics, la section sociale et la section du contentieux) entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Les articles 63, 64 et 65 du décret du 22 août 1928 susvisé sont remplacés par les articles suivants:

« *Art.* 63. — Les magistrats en service détaché conservent, à titre personnel, le grade qu'ils possédaient au moment de leur détachement.

« *Art.* 64. — Ils sont inscrits aux mêmes tableaux et promus dans les mêmes conditions que les magistrats en fonctions dans les tribunaux. Cependant, leurs promotions en cours de détachement ont lieu uniquement à un grade de la magistrature sans mention de poste et ne peut excéder deux avancements pour les magistrats détachés en Europe.

« *Art.* 65. — Le temps passé en détachement compte au même titre que celui passé dans les tribunaux pour le calcul de la durée des services effectifs nécessaires à l'inscription au tableau d'avancement. Toutefois, le temps passé dans cette position n'emporte pas obligation du séjour outre-mer. »

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 21 septembre 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de la France d'outre-mer,
FRANÇOIS MITTERRAND.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
RENÉ MAYER.

Décret n° 50-1244 du 21 septembre 1950 prorogeant les dispositions du décret du 27 novembre 1947 portant modification temporaire aux règles du recrutement de la magistrature d'outre-mer.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature coloniale et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 27 novembre 1947 portant modification temporaire au recrutement dans la magistrature d'outre-mer;

Le conseil d'Etat (commission représentant les sections de l'intérieur, des finances, des travaux publics, la section sociale et la section du contentieux) entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Le délai d'application de l'article 1er du décret du 27 novembre 1947 susvisé est prorogé jusqu'au 31 décembre 1952.

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 21 septembre 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de la France d'outre-mer,
FRANÇOIS MITTERRAND.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
RENÉ MAYER.

Décret du 27 septembre 1950 concernant le taux réel de placement des obligations émises par le Chemin de fer franco-éthiopien.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer et du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu la convention du 8 mars 1909, approuvée par la loi du 3 avril 1909 et relative à la concession du chemin de fer franco-éthiopien de Djibouti à Addis-Abeba;

Vu l'avenant à ladite convention, passé le 7 décembre 1915 et approuvé par la loi du 9 mai 1916;

Vu la loi du 21 juillet 1950, article 30, autorisant la Compagnie du chemin de fer franco-éthiopien à émettre, au titre des exercices 1949 et 1950, deux tranches d'obligations de 500 millions chacune;

Le conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Le maximum du taux réel de placement des obligations que la Compagnie du chemin de fer franco-éthiopien est autorisée à émettre dans la limite de 500 millions, au titre de l'exercice 1949, en application des dispositions de la convention de concession du 8 mars 1909, de l'avenant du 7 décembre 1915, de l'article 30 de la loi du 21 juillet 1950 susvisée, est fixé à 6,5 p. 100 l'an, non compris les charges résultant pour la compagnie de l'engagement pris par elle de servir l'intérêt nominal net de tous impôts présents et futurs, à l'exception du droit de conversion.

Art. 2. — Le maximum du taux réel de placement des obligations que la Compagnie du chemin de fer franco-éthiopien est autorisée à émettre dans la limite de 500 millions au titre de l'exercice 1950, en application des dispositions de la convention de concession du 8 mars 1909, de l'avenant du 7 décembre 1915, de l'article 30 de la loi du 21 juillet 1950 susvisée, est fixé à 7 p. 100 l'an, non compris les charges résultant pour la compagnie de l'engagement pris par elle de servir l'intérêt nominal net de tous impôts présents et futurs, à l'exception du droit de conversion.

Art. 3. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer et le secrétaire d'Etat aux affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 septembre 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de la France d'outre-mer,
FRANÇOIS MITTERRAND.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE PETSCHE.

Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,
ROBERT BURON.

Le secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer,
LUCIEN COFFIN.

Remises de débets.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer et du ministre des finances et des affaires économiques en date du 15 septembre 1950, il est fait remise gracieuse aux ayants droit de feu M. Militao d'Almeida, ancien commis principal des postes, télégraphes et téléphones, gérant du bureau de Palime (Togo), de la somme de 111.938 F dont le défunt était redevable au budget local.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer et du ministre des finances et des affaires économiques en date du 29 septembre 1950, il est fait remise gracieuse à M. Moisset, administrateur des colonies, d'une somme de 34 287 F, perçue en trop en 1948 au titre d'indemnités journalières de déplacement à l'étranger.

Administrateurs.

Par arrêté en date du 23 septembre 1950, M. Ramadier (Jean), administrateur de 2e classe des services civils de l'Indochine, directeur du cabinet du haut commissaire de la République en Afrique occidentale française, est placé en position de mission en France pour une durée maximum de quinze jours, à compter du 31 juillet 1950, pour étudier certaines questions d'ordre administratif intéressant ce territoire.

Par arrêté en date du 23 septembre 1950, M. Bordier (Paul), administrateur adjoint de 1re classe des colonies, est placé en position de mission en France pendant trois mois au maximum, à compter de son arrivée dans la métropole, pour servir au cabinet du ministre de la France d'outre-mer.

Transmissions.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer en date du 29 septembre 1950, M. Poytevin-Desmartis (Lyonel), chef de poste de 3e classe du cadre général des transmissions coloniales, a été admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 3 novembre 1950, date à laquelle il sera atteint par la limite d'âge.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

Modification de l'arrêté du 14 juin 1948 relatif aux contestations concernant l'état d'invalidité et le taux d'incapacité permanente de travail des travailleurs relevant du régime spécial de sécurité sociale dans les mines, institué par le décret du 27 novembre 1946.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,

Vu le décret n° 47-38 du 10 janvier 1947, relatif aux contestations d'ordre technique dans les régimes spéciaux de sécurité sociale, et notamment l'article 4;

Vu l'arrêté du 27 mars 1947, pris pour l'application de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 et de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946, et relatif à la composition et au fonctionnement des commissions régionales chargées de statuer sur l'état d'invalidité ou d'inaptitude des candidats au bénéfice d'une pension d'invalidité, d'une pension de vieillesse en application des articles 61 et 65 de l'ordonnance précitée, ou d'une pension de veuf ou de veuve, ainsi que sur le taux d'incapacité permanente de travail des victimes d'accidents du travail;

Vu l'arrêté du 14 juin 1948, relatif aux constatations concernant l'état d'invalidité et le taux d'incapacité permanente de travail des travailleurs relevant du régime spécial de sécurité sociale dans les mines, institué par le décret du 27 novembre 1946,

Arrête:

Art. 1er. — Le 2° de l'article 1er de l'arrêté du 14 juin 1948 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après:

« 2° Le médecin désigné par la caisse primaire de sécurité sociale est remplacé:

« *a*) S'il s'agit d'un litige portant sur le taux d'incapacité permanente de travail, par un médecin désigné par la société de secours des mines ou par l'employeur lorsque celui-ci assure lui-même la gestion des risques d'accident du travail et de maladies professionnelles pendant la période d'incapacité temporaire;

« *b*) S'il s'agit d'un litige portant sur l'état d'invalidité par un médecin désigné par la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines. »

Art. 2. — Le maître des requêtes au conseil d'Etat, directeur général de la sécurité sociale, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 septembre 1950.

Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
ALAIN BARJOT.

MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION ET DE L'URBANISME

Décret du 6 octobre 1950 portant délégation de signature.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer par arrêté leur signature;

Vu le décret n° 47-408 du 6 mars 1947 relatif à l'organisation du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, modifié par le décret n° 47-1058 du 12 juin 1947 et par le décret n° 49-357 du 16 mars 1949;

Vu le décret du 12 juillet 1950 portant nomination de membres du Gouvernement;

Vu l'arrêté du 13 juillet 1950 portant délégation de signature,

Décrète:

Art. 1er. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Prothin (André), directeur général de l'aménagement du territoire, à qui délégation permanente de signature a été donnée par arrêté du 13 juillet 1950, délégation est donnée à:

1° M. Poyet (Jean), urbaniste en chef, à l'effet de signer, au nom du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme:

a) Les arrêtés déclarant les communes sinistrées (loi d'urbanisme du 15 juin 1943);

b) Les arrêtés, décisions et avis concernant la désignation des urbanistes (art. 18 et 39 de la loi d'urbanisme du 15 juin 1943 et art. 13 du décret du 21 juin 1945);

c) Les contrats fixant la rémunération des urbanistes;

d) Les arrêtés et décisions concernant la revision des projets d'aménagement et des projets de reconstruction (art. 78 de la loi d'urbanisme du 15 juin 1943 et art. 22 du décret du 21 juin 1945);

e) Les décisions de prise en considération des projets d'aménagement et des projets de reconstruction, les arrêtés portant prise en considération des projets de reconstruction et déclarant d'utilité publique et d'urgence les opérations prévues auxdits projets (art. 18 et 39 de la loi d'urbanisme du 15 juin 1943 et art. 5 du décret du 21 juin 1945);

f) Les décisions relatives à la délimitation des périmètres de reconstruction (art. 2 de l'arrêté du 20 octobre 1945);

2° M. Bosano (Emile), contrôleur général, à l'effet de signer, au nom du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme:

a) Les décisions et avis concernant la désignation des techniciens sanitaires;

b) Les contrats fixant la rémunération des techniciens sanitaires et des géomètres.

Art. 2. — Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 octobre 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,
EUGÈNE CLAUDIUS-PETIT.

Tarif de vente de brochures.

Par arrêtés du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme en date du 11 septembre 1950:

1° Le prix de vente de la brochure intitulée « Barème des métaux non ferreux » est fixé à 75 F l'exemplaire, port et emballage compris;

2° Le prix de vente de la brochure intitulée « Cabinets des avocats et études des officiers ministériels » est fixé à 75 F l'exemplaire, emballage et port compris;

3° Le prix de vente de la brochure intitulée « Barème de l'industrie des roulements » est fixé à 100 F l'exemplaire, emballage et port compris.

Il sera consenti une remise de 20 p. 100 aux parties prenantes ci-après:

Editeurs et libraires patentés (pour tout achat supérieur à neuf exemplaires);

Collectivités et établissements publics.

NOTA. — Ces brochures sont en vente au bureau de vente des publications et photographies du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, 2, rue Goëthe, à Paris (16e), ainsi qu'à la cité administrative, avenue du Parc de Passy, Paris (16e).

Pour toute expédition payement préalable de 75 F par exemplaire demandé pour les brochures intitulées « Barème des métaux non ferreux » et « Cabinets des avocats et études des officiers ministériels », de 100 F par exemplaire demandé pour la brochure intitulée « Barème de l'industrie des roulements », soit par versement ou virement au compte postal 9060-68 Paris, ouvert au nom du régisseur des recettes du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, 2, rue Goëthe, à Paris (16), soit par chèque bancaire émis à son ordre. Il n'est pas fait d'envoi contre remboursement.

MINISTERE DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES

Services extérieurs.

Par arrêté du 28 septembre 1950, ont été nommés receveurs de classe exceptionnelle et titularisés dans le grade correspondant les receveurs hors classe désignés ci-après:

A Châlons-sur-Marne R. P.:

M. Dompierre, de Saint-Quentin.

Sur place:

MM. Neulat, de Bourg-en-Bresse, R. P.
Reaud, de Bourges, R. P.

Par arrêté du 29 septembre 1950:

A été muté à Paris-services postaux, M. Ferreol, inspecteur principal à Paris-direction des câbles sous-marins.

Ont été affectés les inspecteurs principaux, élèves à l'école nationale supérieure des postes, télégraphes et téléphones, désignés ci-après:

A Paris-services télégraphiques et téléphoniques, M. Segonzac;

A Paris-direction des câbles sous-marins, M. Lapp;

A Valence, M. Chiffe.

Ont été nommés à l'emploi d'inspecteur principal et titularisés dans le grade correspondant, les inspecteurs rédacteurs, élèves à l'école nationale supérieure des postes, télégraphes et téléphones, désignés ci-après:

A Rennes, M. Baudillon;

A Dijon-services postaux, M. Paris;

A Moulins, M. Cholat;

A Orléans-services postaux, M. Coursault;

A Privas, M. Bonnafoux.

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

ANNÉE 1950

Avis de concours pour l'emploi d'administrateur à la bibliothèque du Conseil de la République.

Un concours est ouvert pour le recrutement d'un administrateur à la bibliothèque du Conseil de la République.

Ce concours comportera des épreuves d'admissibilité et des épreuves d'admission.

A. — *Epreuves d'admissibilité.*

(Les 13 et 14 novembre 1950.)

1° Une composition de bibliothéconomie (durée: deux heures; coefficient: 1);

2° Une composition française sur un sujet d'ordre général (durée: quatre heures; coefficient: 1);

3° Une composition portant sur une des matières suivantes:
Droit public;
Droit constitutionnel;
Histoire parlementaire (1789-1946).
(Durée: trois heures; coefficient: 1);

4° Une épreuve de langue vivante (version) (anglais, allemand, italien, espagnol, au choix des candidats) (durée: deux heures; coefficient: 1).

B. — *Epreuves d'admission.*

(La date en sera fixée ultérieurement.)

1° Epreuves obligatoires.

I. — Une épreuve pratique de documentation (constitution d'un dossier pour un projet ou une proposition de loi: bibliographie générale, précédents parlementaires, droit comparé, présentation et plan du dossier) (durée: 4 heures; coefficient: 2).

II. — Interrogations orales permettant d'apprécier la culture générale des candidats (durée: trente minutes; coefficient: 1).

2° Epreuve facultative.

Thème et version pour une langue vivante autre que celle présentée aux épreuves d'admissibilité (durée: deux heures; coefficient: 1).

(Donneront seules droit à une majoration de point les notes supérieures à 10.)

Tout candidat doit justifier qu'il possède la nationalité française depuis cinq ans au minimum et être âgé de vingt ans au moins et de trente ans au plus le 13 novembre 1950.

Cette limite d'âge est augmentée d'une durée égale à celle des services militaires obligatoires et de guerre effectivement accomplis et d'un an par enfant à charge (1).

(1) Décret-loi du 21 juillet 1939.

Il devra, en outre, être pourvu d'un diplôme de licence ou de l'un des diplômes et certificats énumérés à l'article 3 du décret n° 45-2288 du 9 octobre 1945.

Les candidats titulaires du diplôme technique de bibliothécaire (D. T. B.) ou du diplôme de l'enseignement théorique et pratique de bibliothécaire bénéficieront d'une majoration de trois points.

Les demandes d'inscription au concours doivent être déposées au secrétariat général de la questure avant le 6 novembre 1950.

A l'appui de la demande, écrite de sa main, tout candidat doit déposer:

1° Un extrait récent de son acte de naissance (1);
2° Un extrait récent de son casier judiciaire (1);
3° Ses diplômes universitaires (ou leur copie certifiée conforme);
4° Une note indiquant ses autres titres, ses travaux et emplois antérieurs;
5° Une note indiquant sa situation de famille;
6° Une note précisant son option pour l'épreuve de langue vivante:
Obligatoire pour l'admissibilité;
Facultative pour l'admission;
7° Un certificat d'aptitude physique, délivré par le médecin chef du Conseil de la République, qui recevra les candidats de quinze heures à dix-sept heures, tous les jours, sauf les lundis et samedis.

Si le candidat est de sexe masculin, il doit fournir en outre une pièce émanant de l'autorité militaire (ou sa copie certifiée conforme) établissant qu'il a satisfait aux prescriptions des lois sur le recrutement (état signalétique et des services ou certificat de réforme) (2).

Tous renseignements complémentaires seront fournis aux candidats qui se présenteront à la bibliothèque du Conseil de la République, 15, rue de Vaugirard, Paris, tous les jours, sauf le dimanche, de neuf heures trente à onze heures trente.

(1) Ces différentes pièces pourront être remises au plus tard jusqu'au 13 novembre 1950, avant le commencement des épreuves, si le candidat n'est pas parvenu à se les faire délivrer en temps voulu.

(2) Cette pièce pourra être remise au plus tard jusqu'au 13 novembre 1950 avant le commencement des épreuves, si le candidat n'est pas parvenu à se la faire délivrer en temps voulu.

INFORMATIONS
RELATIVES
AU CONSEIL ECONOMIQUE

Convocations de commissions.

Mardi 10 octobre 1950.

Neuf heures trente.

SOUS-COMMISSION DU REVENU NATIONAL

Ordre du jour.

Sources et méthodes utilisées pour le calcul du produit national.

Quatorze heures trente.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

Ordre du jour.

Pétroles de Lacq.

Quinze heures trente.

COMMISSIONS RÉUNIES DE L'ÉCONOMIE NATIONALE ET DES FINANCES

Ordre du jour.

Plan de modernisation et d'équipement:

1re partie. — Proposition de résolution C. G. T. relative à la liaison entre les études du plan et du pool charbon-acier.

2e partie. — Audition de M. Dautry sur l'énergie atomique.

3e partie. — Audition de M. Manifacier, représentant du ministre des finances, sur les emprunts indexés.

Echange de vues sur la poursuite des travaux du conseil sur le plan de modernisation et d'équipement.

Etude du rapport, présenté au nom de la commission de l'économie de l'Union française, par M. Bouruet-Aubertot, sur le plan de modernisation et d'équipement des territoires extramétropolitains de l'Union française.

Dix-sept heures.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE

Ordre du jour.

Programme de travail de la commission pour le quatrième trimestre 1950.

Dix-sept heures trente.

COMMISSIONS RÉUNIES DE L'ÉCONOMIE NATIONALE ET DE L'AGRICULTURE

Ordre du jour.

Proposition de M. Fromont tendant à saisir le conseil économique de l'étude de l'évolution actuelle des prix et des conséquences qu'elle entraîne pour la vie agricole.

Mercredi 11 octobre 1950.

Neuf heures trente.

COMMISSION DES TRANSPORTS, DES POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES ET DU TOURISME

Ordre du jour.

Examens des rapports de:

MM. Bouygues, sur les transports ferroviaires.
Goudaert, sur les transports par voie d'eau.
Thomasson, sur les transports routiers.

Neuf heures quarante-cinq.

COMMISSIONS RÉUNIES DU COMMERCE ET DE LA DISTRIBUTION, ET DE LA RECONSTRUCTION, DES TRAVAUX PUBLICS ET DE L'URBANISME

Ordre du jour.

Proposition de loi n° 9376 tendant à indemniser les commerçants, industriels ou artisans de la perte de leur droit au bail des immeubles ou locaux dans lesquels ils exploitaient leur fonds, lorsque ces immeubles ou locaux ont été détruits par faits de guerre: étude du projet de rapport élaboré par M. Deleau, et du projet d'avis.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Ministères des finances et des affaires économiques et du budget et ministère de l'industrie et du commerce.

Avis aux importateurs de poivre originaire et en provenance de la zone sterling.

(Postes n°s 0007-0008 du programme d'achats de biens d'approvisionnement et de biens d'équipement, 1re tranche 1950-1951.)

Comme suite aux dispositions du titre III de l'avis aux importateurs de produits en provenance de la zone sterling rappelé ci-dessus, publié au *Journal officiel* du 12 juillet 1950, les importateurs sont informés qu'il va être procédé, dans les conditions précisées ci-dessous, à l'importation de poivre noir et blanc originaire et en provenance de la zone sterling.

Les demandes d'autorisation d'importation seront reçues à l'office des changes (sous-direction des licences et autorisations commerciales), 8, rue de la Tour-des-Dames, Paris (9e), à partir du quinzième jour suivant celui de la publication du présent avis au *Journal officiel*.

Chaque demande devra répondre aux conditions suivantes:

1° Concerner une seule catégorie de poivre;

2° Etre accompagnée d'une facture *pro forma* établie en double exemplaire;

3° Comporter (ainsi que la facture *pro forma* y annexée) l'indication du type de poivre proposé.

Avis aux importateurs de poivre originaire et en provenance des Etats-Unis d'Indonésie.

Les importateurs sont informés de l'ouverture, à l'intérieur du poste 316 (Divers Indonésie) de l'accord commercial franco-néerlandais du 3 août 1949, d'un crédit en florins pour l'importation de poivre noir et de poivre blanc originaires et en provenance des Etats-Unis d'Indonésie.

Les demandes d'autorisation d'importation seront reçues à l'office des changes (sous-direction des licences et autorisations commerciales), 8, rue de la Tour-des-Dames, Paris (9e), à partir du quinzième jour suivant celui de la publication du présent avis au *Journal officiel*.

Chaque demande devra répondre aux conditions suivantes:

1° Concerner une seule catégorie de poivre;

2° Etre accompagnée d'une facture *pro forma* établie en double exemplaire;

3° Comporter (ainsi que la facture *pro forma* y annexée) l'indication du type de poivre proposé.

Ministères des finances et des affaires économiques et du budget et ministère de la marine marchande.

Avis aux importateurs de poissons de mer frais ou congelés en provenance de Grande-Bretagne.

(Poste 102 du programme d'importation de biens non essentiels année civile 1950.)

Comme suite aux indications du titre IV (2e alinéa) de l'avis aux importateurs de « biens non essentiels » en provenance de Grande-Bretagne, inséré au *Journal officiel* du 25 mars 1950, les importateurs sont informés qu'il pourra être procédé, dans la limite d'un crédit total de 30.000 livres sterling, à des importations de poissons de mer frais ou congelés d'origine et de provenance de Grande-Bretagne.

Ces importations seront effectuées sous le régime de la procédure dite des « certificats d'importation » telle qu'elle est définie par l'avis n° 423 de l'office des changes et avis aux importateurs inséré au *Journal officiel* du 2 octobre 1949, dont le titre Ier a été modifié par l'avis n° 451 de l'office des changes (*Journal officiel* du 13 avril 1950), c'est-à-dire contre la seule remise au bureau de douane intéressé d'un certificat d'importation, modèle C.I. 1, établi en six exemplaires revêtus du visa préalable du ministère de la marine marchande (direction des pêches maritimes, 3, place Fontenoy, Paris.

Les importations porteront sur les produits suivants: filets de merluche, filets de daurades, daurades, lieu noir, colins noirs, merluches noires, élingues, soles, barbues, turbots, flétans, carrelets, églefins, lottes, filets de lottes.

En outre, les importations seront soumises aux conditions ci-après:

1° L'entrée en France et le dédouanement des marchandises pourront être effectués par tous les bureaux de douane normalement ouverts aux opérations de l'espèce;

2° Les certificats d'importation présentés au visa préalable du ministère de la marine marchande en vertu des dispositions ci-dessus, devront être obligatoirement accompagnés d'une facture *pro forma* datée, précisant en toutes lettres la valeur globale des offres et comportant le cachet et la signature de l'exportateur.

Le visa donné par la marine marchande aura une durée de validité limitée à quinze jours, mais des prorogations de validité pourront éventuellement être consenties pour circonstances exceptionnelles.

Des imputations successives d'importation sur le même certificat seront autorisées à concurrence du montant et pendant la durée de validité prévue par ce document;

3° Le visa des certificats d'importation par la direction des pêches maritimes sera donné en principe, selon l'échelonnement mensuel ci-dessous indiqué:

Octobre 1950	10.000	livres sterling.
Novembre 1950	10.000	— —
Décembre 1950	10.000	— —

Le dépôt à cette direction des documents exigés devra être effectué, pour chacune des tranches, au plus tard quarante-huit heures avant le premier jour du mois au titre duquel elle est ouverte.

Par exception pour la tranche du mois d'octobre, ce dépôt sera admis pendant les huit jours suivant celui de la publication du présent avis au *Journal officiel*;

4° Le visa du ministère de la marine marchande ne sera accordé qu'à concurrence du montant de chacune des tranches ci-dessus indiquées;

5° Tout importateur sera tenu d'adresser chaque semaine au ministère de la marine marchande (direction des pêches maritimes), 3, place Fontenoy, à Paris, un relevé détaillé (espèces, quantités, prix unitaire et global caf) des importations effectuées par ses soins au titre de certificats visés et affectés d'un numéro d'ordre;

6° Indépendamment du contrôle sanitaire réglementaire, les marchandises pourront être soumises à un contrôle qualitatif exercé après le dédouanement par les soins du ministère de la marine marchande en liaison avec l'office scientifique et technique des pêches maritimes;

7° L'indice de codification statistique à indiquer sur les six exemplaires du certificat d'importation à l'endroit prévu à cet effet ainsi que sur la déclaration de douane sera: 25 (vingt-cinq);

8° Les règlements financiers s'effectueront obligatoirement et exclusivement par application de la procédure décrite au titre Ier de l'avis n° 423, modifié par l'avis n° 451 susvisés, c'est-à-dire après réalisation des importations.

Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

Avis de vacance de la chaire de moteurs thermiques à l'école nationale des ponts et chaussées.

Est déclarée vacante la chaire de moteurs thermiques à l'école nationale des ponts et chaussées.

Les candidats sont invités à adresser une demande accompagnée de leurs titres et références, avant le 21 octobre 1950, au directeur de l'école nationale des ponts et chaussées, 28, rue des Saints-Pères, Paris (7e).

Toutes indications utiles seront données au secrétariat de l'école.

BULLETIN DES RECETTES DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

PUBLICATION DES RECETTES

I. — **Evaluation des recettes de la 38e semaine du 16 au 22 septembre 1950.** (En milliers de francs.)

NATURE DU TRAFIC	1950 — Recettes évaluées.	1949 — Recettes comptables.	DIFFÉRENCE EN FAVEUR DE: 1950 — En valeur absolue.	1950 — Pourcentage	1949 — En valeur absolue.	1949 — Pourcentage
1	2	3	4	5	6	7
Voyageurs	1.759.760	1.646.925	113.835	6,9	»	»
Bagages et consigne	49.490	44.650	4.840	10,8	»	»
Colis postaux, petits colis	193.630	175.435	18.195	10,4	»	»
Marchandises (détail et wagons)	3.547.760	3.542.574	5.186	0,1	»	»
Total des recettes de la Société nationale des chemins de fer français	5.550.640	5.409.584	141.056	2,6	»	»

II. — **Evaluation des recettes au 22 septembre 1950.**

NATURE DU TRAFIC	RECETTES comptables du 1er janvier au 31 juillet 1950	RECETTES évaluées du 1er août au 22 septembre 1950	TOTAL des recettes du 1er janvier au 22 septembre 1950	RECETTES comptables du 1er janvier au 22 septembre 1949	DIFFÉRENCE EN FAVEUR DE: 1950 — En valeur absolue.	1950 — Pourcentage.	1949 — En valeur absolue.	1949 — Pourcentage.
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Voyageurs	42.308.142	15.268.680	57.576.822	53.079.729	4.497.093	8,5	»	»
Bagages et consigne	857.598	406.950	1.264.548	1.223.016	41.532	3,4	»	»
Colis postaux, petits colis	5.102.822	1.147.480	6.250.302	5.967.213	283.089	4,7	»	»
Marchandises (détail et wagons)	94.501.350	22.887.810	117.189.160	133.171.018	»	»	15.981.858	12
Total des recettes de la Société nationale des chemins de fer français	142.569.912	39.710.920	182.280.832	193.440.976	»	»	11.160.144	5,8

Imprimerie, 31, quai Voltaire, Paris (7e). — *Le Préfet, Directeur des Journaux officiels:* PIERRE CASSAGNEAU.

COTE DES CHANGES

VERSEMENT TÉLÉGRAPHIQUE

Derniers cours cotés en Bourse	5 octobre — Cours relevés après Bourse	DEVISES	6 octobre 1950 — Cours relevés avant Bourse	6 octobre 1950 — Cours cotés en Bourse	Derniers cours cotés en Bourse	5 octobre — Cours relevés après Bourse	DEVISES	6 octobre 1950 — Cours relevés avant Bourse	6 octobre 1950 — Cours cotés en Bourse
349 90	349 90	Etats-Unis (1 dollar)	.... ..	349 90	8020 ..	8020 ..	Suisse (100 francs)	.... ..	8022 50
696 ..	.... ..	Belgique (100 francs)	.... ..	696 ..	164 10	.... ..	Côte Fse des Somalis (100 f. Djib.)	.... ..	164 10
1222 ..	.... ..	Portugal (100 escudos)	.... ..	1220 ..	331 50	.... ..	Canada (1 dollar)	.... ..	330 ..

ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS
Compte chèque postal 1.014.00, Paris
ET DANS SES SUCCURSALES DES DÉPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

TIRAGES FINANCIERS

Société anonyme des Usines de Sainte-Marie et Gravigny

CAPITAL: 96 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: A SAINT-DIZIER (HAUTE-MARNE)
R. C.: Seine n° 88200; Saint-Dizier n° 288.

Liste des obligations 4 1/4 0/0 1946 amorties le 2 octobre 1950 par tirage au sort, remboursables à 5.000 F à partir du 1er novembre 1950.

612	613	614	615	616	617	618	633	634	635	636	637	638	639
619	620	621	622	623	624	625	640	641	642	643	644	645	646
626	627	628	629	630	631	632	647	648	649	650			

Tous les titres amortis précédemment ont été remboursés.

SOCIETE RATEAU

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 303 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: A PARIS, 40, RUE DU COLISÉE

Amortissement d'obligations 4 1/4 0/0 1946.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, la Société Rateau a procédé, par voie de rachats en Bourse, à l'amortissement des 155 obligations 4 1/4 0/0 1946 prévu pour le 1er novembre 1950.
En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort en octobre 1950.

Les amortissements précédents ayant été effectués également par rachats en Bourse, il n'existe pas de numéros à rembourser.

Société des Ciments Portland Artificiels d'Origny-Sainte-Benoite

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 315.780.000 F.
SIÈGE SOCIAL: ORIGNY-SAINTE-BENOITE (AISNE)
R. C.: Saint-Quentin n° 2250.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission de ses obligations 5 1/4 0/0 1948, cette société a procédé au rachat en Bourse de 60 obligations de 5.000 F de nominal de cet emprunt dont l'amortissement était prévu pour le 15 janvier 1951.
En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort pour cette annuité.

Les précédents amortissements ont été également réalisés par rachats en Bourse.

Société Nord-Africaine des Ciments Lafarge

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 300 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 39, RUE D'ISLY, ALGER
Registre du commerce: Alger, n° 4656.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, la société a procédé au rachat en Bourse de 502 obligations 5 1/4 0/0 1947-1948.
En conséquence, aucun tirage ne sera effectué pour l'amortissement du 1er novembre 1950.

Les amortissements précédents ont été réalisés par voie de rachats en Bourse.

Compagnie pour la Fabrication des Compteurs et Matériel d'Usines à Gaz

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 1.721.190.000 F
SIÈGE SOCIAL: 12, PLACE DES ETATS-UNIS, MONTROUGE (SEINE)
Registre du commerce: Seine n° 39827.

Obligations 6 1/2 0/0 de 10.000 F 1949.

Premier amortissement du 1er décembre 1950.

Les porteurs d'obligations 6 1/2 0/0 de 10.000 F (émission de 1949) sont informés que, suivant la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission de ses obligations, la Compagnie pour la fabrication des compteurs et matériel d'usines à gaz a racheté en Bourse la quantité d'obligations à amortir le 1er décembre 1950.
En conséquence, le tirage au sort prévu le 15 octobre 1950 n'aura pas lieu.

(*Le tableau d'amortissement a été publié au* Journal officiel *du 15 janvier* 1950.)

Compagnie des Salins du Midi et des Salines de Djibouti

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 1.000.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 30, AVENUE FRANKLIN-ROOSEVELT, A PARIS
Registre du commerce: Seine 4600.

Obligations de 5.000 F 4 0/0 1945 de la Compagnie des Salins du Midi.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de Djibouti a procédé au rachat en Bourse des 120 obligations dont l'amortissement est prévu pour le 15 octobre 1950.
En conséquence il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Société des FORGES et CHANTIERS de la MEDITERRANEE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 567.360.000 F
SIÈGE SOCIAL: 25, BOULEVARD MALESHERBES, PARIS
Registre du commerce: Seine n° 33713.

TABLEAU D'AMORTISSEMENT

de l'emprunt 6 1/2 0/0 1950 de 300.000.000 de francs représenté par 30.000 obligations de 10.000 F amortissables en 30 ans.

Nombre de titres à amortir le 15 septembre de chaque année.

1951.....	347	1962.....	694	1973.....	1.388
1952.....	370	1963.....	740	1974.....	1.478
1953.....	394	1964.....	788	1975.....	1.574
1954.....	420	1965.....	839	1976.....	1.677
1955.....	447	1966.....	893	1977.....	1.786
1956.....	476	1967.....	951	1978.....	1.902
1957.....	507	1968.....	1.013	1979.....	2.025
1958.....	540	1969.....	1.079	1980.....	2.157
1959.....	575	1970.....	1.149		
1960.....	612	1971.....	1.224		
1961.....	652	1972.....	1.303	Total.....	30.000

Le tirage au sort s'effectuera de la manière suivante: un numéro sera tiré au sort. Les obligations à amortir seront appelées au remboursement à partir de ce numéro, suivant la suite naturelle des nombres, compte tenu des obligations amorties ou rachetées antérieurement jusqu'à concurrence du nombre d'obligations dont l'amortissement est à effectuer. Pour l'application de ces dispositions, le numéro un sera considéré comme succédant au dernier numéro.

SOCIETE ALSACIENNE DE CONSTRUCTIONS MECANIQUES

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 1.000.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: A MULHOUSE (HAUT-RHIN)

R. C.: Mulhouse B 511.

OBLIGATIONS 4 1/2 0/0 1930

LISTE NUMERIQUE

1° Des 3.200 obligations sorties au tirage du 18 août 1950, qui a eu lieu en l'étude de Me Schultz, successeur de feu Me Biéry, notaire à Mulhouse et représentant l'amortissement contractuel de la quinzième tranche d'obligations 4 1/2 0 0 1930 de la Société alsacienne de constructions mécaniques. Ces obligations cessent de porter intérêt à partir du 1er novembre 1950. Elles sont remboursables à 1.000 F à partir du 1er novembre 1950 avec le coupon n° 41, échéance 1er mai 1951 attaché;

2° Des obligations sorties aux tirages antérieurs et non encore présentées au remboursement.

NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.
5	49	1.055	48	1.975	49	2.841	48	**3.825**	**50**	4.699	49
19	**50**	1.085	45	**2.026**	**50**	**2.846**	**50**	3.845	49	**4.743**	43
25	**50**	**1.086**	**50**	**2.027**	**50**	**2.878**	**50**	**3.846**	**50**	4.744	44
150	49	**1.097**	**50**	**2.028**	**50**	2.899	49	3.873	48	4.745	44
154	49	**1.098**	**50**	**2.029**	**50**	2.918	44	**3.876**	**50**	4.746	44
155	49	**1.100**	**50**	2.048	49	**2.919**	**50**	3.899	49	4.747	44
157	**50**	1.149	48	2.049	49	**2.925**	**50**	3.905	49	4.803	49
160	**50**	**1.157**	**50**	**2.050**	**50**	**2.946**	**50**	**3.920**	**50**	4.845	48
161	**50**	**1.160**	**50**	2.051	43	**2.976**	**50**	**3.925**	**50**	4.846	48
162	**50**	**1.161**	**50**	2.052	43	2.999	49	3.955	46	4.847	49
163	**50**	1.173	48	2.053	47	**3.019**	**50**	4.001	47	4.848	49
202	49	**1.176**	**50**	2.056	43	3.022	46	4.002	48	4.854	49
203	**50**	1.210	49	2.058	42	3.023	47	4.003	48	4.855	49
266	48	**1.249**	**50**	2.059	42	**3.029**	**50**	4.004	48	4.861	42
267	49	**1.250**	**50**	**2.076**	**50**	3.034	49	4.005	49	4.862	43
268	**50**	**1.254**	**50**	2.099	49	3.045	49	4.006	49	4.891	48
269	**50**	**1.268**	**50**	2.105	49	**3.046**	**50**	4.014	49	4.892	49
270	**50**	1.299	49	2.108	42	**3.086**	**50**	**4.016**	**50**	**4.893**	50
293	**50**	1.304	48	**2.125**	**50**	3.099	49	**4.019**	**50**	**4.894**	50
304	48	1.305	49	**2.126**	**50**	3.105	49	**4.035**	**50**	**4.906**	50
305	49	**1.320**	**50**	2.134	49	3.115	45	**4.036**	**50**	**4.907**	50
306	49	**1.329**	**50**	2.146	49	3.117	44	4.094	48	**4.909**	50
371	49	1.334	49	**2.147**	**50**	**3.119**	**50**	4.101	49	**4.910**	50
372	47	1.361	47	**2.176**	**50**	3.124	47	4.102	49	**4.929**	50
373	48	1.363	49	**2.219**	**50**	**3.127**	**50**	4.114	43	4.930	45
374	49	**1.370**	**50**	**2.225**	**50**	**3.146**	**50**	4.140	49	**4.931**	50
375	**50**	1.373	48	**2.246**	**50**	**3.176**	**50**	4.144	48	**4.932**	50
388	**50**	**1.376**	**50**	2.271	43	3.199	49	4.145	49	4.934	49
389	**50**	1.426	49	2.272	45	3.211	49	**4.146**	**50**	4.954	49
390	**50**	**1.427**	**50**	2.273	47	**3.235**	**50**	**4.147**	**50**	5.009	48
409	46	**1.428**	**50**	2.274	48	**3.236**	**50**	**4.148**	**50**	5.010	49
410	48	1.434	49	**2.276**	**50**	**3.246**	**50**	**4.149**	**50**	**5.013**	50
411	49	**1.446**	**50**	2.299	49	**3.254**	**50**	**4.150**	**50**	**5.014**	50
425	**50**	1.473	48	**2.332**	**50**	3.305	49	4.174	48	**5.016**	50
426	**50**	**1.478**	**50**	2.345	49	**3.320**	**50**	**4.176**	**50**	**5.019**	50
463	50	1.555	48	2.346	49	**3.325**	**50**	**4.219**	**50**	**5.029**	50
482	**50**	**1.564**	**50**	**2.347**	**50**	**3.336**	**50**	**4.225**	**50**	5.045	46
554	47	**1.566**	**50**	**2.348**	**50**	**3.376**	**50**	4.305	48	5.046	47
555	47	**1.567**	**50**	**2.376**	**50**	3.389	49	4.306	49	5.070	47
570	**50**	**1.578**	**50**	2.389	49	3.405	49	4.307	49	5.071	48
571	**50**	1.605	49	2.535	48	**3.419**	**50**	**4.311**	**50**	5.072	47
574	**50**	**1.619**	**50**	2.536	49	**3.425**	**50**	**4.313**	**50**	5.073	48
576	**50**	**1.625**	**50**	2.545	49	3.434	49	**4.319**	**50**	5.074	49
610	48	1.681	47	2.546	49	3.446	49	**4.335**	**50**	**5.075**	50
611	49	1.682	47	2.547	49	**3.447**	**50**	**4.348**	**50**	**5.076**	50
811	49	1.683	47	2.549	49	3.473	48	4.378	45	5.099	49
813	49	1.684	48	2.550	49	**3.476**	**50**	**4.393**	**50**	5.104	48
814	49	1.685	45	**2.554**	**50**	3.509	48	4.413	49	5.105	49
825	**50**	1.686	48	**2.555**	**50**	3.510	49	**4.419**	**50**	**5.131**	50
826	**50**	1.688	48	**2.564**	**50**	3.511	49	4.447	46	**5.132**	50
827	**50**	1.689	49	**2.568**	**50**	**3.519**	**50**	4.448	**46**	**5.146**	50
828	**50**	1.690	49	**2.569**	**50**	**3.525**	**50**	**4.467**	**50**	**5.184**	50
829	**50**	**1.691**	**50**	2.570	50	3.539	49	**4.468**	**50**	5.185	45
831	**50**	**1.692**	**50**	**2.571**	**50**	3.545	49	**4.479**	**50**	5.201	49
832	**50**	1.699	49	**2.577**	**50**	**3.546**	**50**	4.519	**50**	5.223	44
835	**50**	**1.719**	**50**	**2.619**	**50**	3.576	50	4.525	**50**	5.224	46
836	**50**	**1.725**	**50**	**2.625**	**50**	3.599	49	4.534	49	5.225	47
839	**50**	1.746	48	2.634	49	3.604	48	4.542	48	**5.226**	50
844	48	1.747	48	2.642	48	3.605	49	**4.548**	**50**	**5.227**	50
845	49	1.748	49	**2.646**	**50**	**3.619**	**50**	4.576	**50**	**5.249**	50
846	**50**	1.749	49	2.674	48	**3.631**	**50**	4.605	49	**5.290**	50
876	**50**	**1.750**	**50**	**2.676**	**50**	3.634	49	**4.619**	**50**	5.316	49
899	49	1.820	47	2.699	49	3.645	49	4.633	45	**5.319**	50
914	49	1.821	48	**2.719**	**50**	**3.646**	**50**	4.634	46	**5.325**	50
926	**50**	1.822	46	**2.725**	**50**	**3.676**	**50**	4.635	46	5.334	49
954	48	1.824	48	**2.750**	**50**	**3.719**	**50**	4.636	47	5.349	49
955	48	**1.839**	**50**	2.780	48	**3.731**	**50**	4.637	47	**5.350**	50
967	**50**	**1.840**	**50**	**2.781**	**50**	**3.761**	**50**	4.638	44	**5.376**	50
968	**50**	1.845	49	2.804	48	**3.776**	**50**	4.639	49	5.409	49
976	**50**	**1.846**	**50**	2.805	49	3.805	46	**4.640**	**50**	**5.410**	49
1.000	49	**1.847**	**50**	2.806	49	3.806	48	4.641	44	5.426	47
1.007	49	1.882	48	**2.819**	**50**	3.807	49	**4.648**	**50**	**5.427**	50
1.050	47	**1.883**	**50**	**2.825**	**50**	3.809	49	4.676	**50**	**5.428**	50
1.054	48	**1.919**	**50**	2.834	49	**3.819**	**50**				
		1.925	**50**	2.842	48						

NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.
5.446	48	6.524	50	7.734	49	9.126	49	10.467	49	11.560	50
5.447	48	6.525	50	7.735	50	9.127	50	10.468	49	11.577	50
5.448	49	6.550	49	7.746	50	9.128	50	10.469	50	11.585	45
5.449	49	6.562	50	7.772	47	9.142	48	10.470	50	11.589	49
5.450	50	6.576	50	7.773	48	9.145	49	10.471	50	11.605	49
5.476	50	6.599	49	7.776	50	9.149	50	10.623	44	11.624	50
5.520	50	6.605	49	7.796	46	9.153	47	10.654	43	11.625	50
5.525	50	6.624	50	7.799	49	9.176	50	10.655	47	11.666	50
5.546	50	6.625	50	7.804	48	9.196	46	10.656	43	11.633	50
5.576	50	6.634	49	7.805	49	9.220	49	10.657	48	11.757	50
5.621	49	6.686	48	7.819	50	9.221	50	10.660	48	11.760	50
5.624	50	6.689	50	7.825	50	9.225	50	10.661	48	11.761	50
5.625	50	6.690	50	7.831	49	9.231	49	10.674	49	11.773	50
5.646	50	6.699	49	7.842	48	9.242	48	10.675	49	11.799	49
5.673	48	6.704	48	7.844	48	9.244	48	10.676	50	11.819	50
5.676	50	6.719	50	7.845	49	9.245	49	10.677	50	11.825	50
5.699	49	6.726	50	7.846	50	9.246	50	10.678	50	11.834	49
5.705	49	6.734	49	7.873	48	9.277	50	10.679	50	11.848	50
5.725	50	6.744	48	7.876	50	9.331	50	10.686	50	11.876	50
5.726	50	6.745	49	7.911	48	9.332	50	10.681	50	11.899	49
5.734	49	6.746	50	7.913	49	9.361	43	10.682	50	11.919	50
5.742	48	6.776	50	7.927	50	9.366	50	10.683	50	11.925	50
5.744	48	6.819	50	7.928	50	9.376	50	10.684	50	11.947	50
5.745	49	6.825	50	7.948	49	9.413	49	10.636	50	11.978	50
5.747	50	6.854	48	7.949	50	9.419	50	10.688	50	12.005	49
5.759	42	6.855	48	7.976	50	9.482	49	10.699	49	12.019	50
5.776	50	6.857	49	8.019	50	9.502	49	10.705	49	12.026	50
5.785	45	6.868	50	8.025	50	9.506	50	10.719	50	12.084	45
5.796	46	6.876	50	8.230	45	9.507	50	10.725	50	12.085	45
5.799	49	6.919	50	8.236	47	9.509	50	10.769	47	12.086	47
5.800	49	6.925	50	8.266	47	9.519	50	10.776	50	12.089	50
5.825	50	7.002	49	8.278	48	9.525	50	10.777	50	12.090	50
5.826	50	7.003	49	8.293	50	9.554	50	10.804	48	12.117	44
5.845	44	7.005	49	8.294	50	9.589	48	10.819	50	12.161	48
5.848	47	7.006	49	8.295	50	9.590	50	10.825	50	12.162	48
5.854	48	7.007	50	8.313	49	9.599	49	10.846	48	12.163	49
5.855	49	7.011	50	8.314	50	9.605	49	10.847	49	12.166	50
5.857	50	7.026	50	8.319	44	9.619	50	10.848	49	12.167	50
5.895	50	7.027	50	8.336	49	9.625	50	10.849	50	12.169	50
5.899	49	7.042	48	8.339	50	9.663	49	10.876	50	12.176	50
5.912	43	7.044	48	8.371	50	9.664	49	10.885	45	12.196	46
5.932	50	7.082	50	8.374	50	9.666	50	10.887	42	12.199	49
5.934	49	7.083	50	8.375	50	9.675	48	10.964	48	12.221	50
5.935	50	7.178	49	8.376	50	9.676	50	10.969	50	12.223	47
5.969	45	7.179	49	8.377	50	9.861	42	10.970	50	12.225	50
5.971	50	7.180	49	8.381	50	9.868	48	10.974	50	12.234	49
5.973	48	7.190	50	8.382	50	9.870	49	10.976	50	12.242	48
5.980	50	7.191	50	8.383	50	9.886	50	10.985	45	12.245	49
6.002	49	7.192	50	8.384	50	9.888	50	11.004	48	12.246	50
6.020	50	7.193	50	8.419	50	9.889	50	11.005	49	12.276	50
6.026	50	7.199	49	8.425	50	9.890	50	11.097	46	12.299	49
6.033	46	7.204	48	8.446	50	9.891	50	11.098	47	12.304	48
6.034	49	7.205	49	8.476	50	9.892	50	11.099	47	12.305	49
6.037	47	7.227	50	8.499	49	9.893	50	11.100	47	12.319	50
6.067	49	7.228	50	8.504	48	9.894	50	11.101	47	12.325	50
6.068	50	7.234	49	8.505	49	9.947	49	11.102	48	12.330	45
6.088	50	7.241	44	8.519	50	9.948	49	11.103	48	12.333	46
6.100	49	7.242	48	8.529	50	9.949	50	11.104	48	12.334	49
6.119	50	7.243	46	8.550	47	9.950	50	11.105	48	12.337	47
6.125	50	7.244	48	8.592	50	9.960	50	11.124	49	12.370	50
6.145	49	7.245	49	8.593	50	9.983	50	11.125	49	12.376	50
6.146	50	7.246	50	8.631	50	9.999	49	11.126	50	12.469	49
6.174	48	7.276	50	8.632	50	10.031	48	11.163	45	12.470	49
6.176	50	7.310	48	8.650	49	10.032	49	11.170	48	12.471	50
6.219	50	7.321	50	8.661	50	10.034	49	11.181	50	12.474	50
6.225	50	7.325	50	8.680	50	10.035	50	11.182	50	12.475	50
6.248	49	7.336	49	8.719	50	10.048	48	11.183	50	12.476	50
6.249	49	7.373	48	8.725	50	10.049	48	11.184	50	12.496	46
6.250	50	7.374	50	8.734	49	10.050	49	11.186	50	12.505	49
6.276	50	7.376	50	8.755	50	10.061	50	11.195	50	12.519	50
6.326	45	7.431	50	8.776	50	10.062	50	11.202	49	12.523	47
6.327	46	7.432	50	8.819	50	10.076	50	11.203	50	12.525	50
6.328	47	7.435	49	8.825	50	10.105	49	11.204	48	12.534	49
6.329	48	7.475	50	8.857	49	10.119	50	11.205	49	12.546	49
6.330	45	7.476	50	8.861	50	10.125	50	11.284	49	12.547	50
6.332	49	7.504	48	8.882	50	10.139	49	11.286	50	12.573	50
6.335	50	7.505	49	8.890	49	10.142	48	11.288	50	12.616	49
6.336	50	7.506	49	8.925	47	10.146	48	11.289	50	12.626	50
6.348	49	7.531	50	8.926	49	10.147	49	11.290	50	12.627	50
6.349	50	7.532	50	8.927	50	10.148	50	11.328	50	12.646	50
6.353	47	7.542	48	8.928	50	10.180	48	11.329	50	12.681	50
6.373	48	7.550	49	8.946	50	10.181	50	11.345	46	12.699	49
6.376	50	7.554	50	8.980	50	10.246	50	11.407	50	12.701	48
6.419	50	7.576	50	8.996	46	10.247	50	11.409	50	12.705	49
6.425	50	7.619	50	8.999	49	10.248	50	11.419	50	12.719	50
6.434	49	7.625	50	9.005	49	10.281	50	11.425	50	12.725	50
6.442	48	7.634	49	9.019	50	10.305	49	11.434	49	12.752	50
6.444	48	7.654	50	9.025	50	10.324	50	11.446	50	12.778	50
6.446	50	7.677	50	9.054	50	10.325	50	11.505	49	12.799	49
6.476	50	7.699	49	9.078	50	10.462	49	11.506	49	12.819	49
6.519	48	7.704	48	9.099	49	10.463	49	11.507	50	12.820	50
6.520	49	7.705	49	9.107	48	10.464	49	11.528	50	12.825	50
6.521	49	7.719	50	9.123	46	10.466	49	11.529	50		
		7.733	46								

NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.
12.835	45	14.000	46	15.129	50	16.664	50	17.756	43	18.798	50
12.845	46	14.001	47	15.135	49	16.677	48	17.757	43	18.799	49
12.868	49	14.002	48	15.145	49	16.678	50	17.758	42	18.819	50
12.869	50	14.003	48	15.146	50	16.679	50	17.759	42	18.829	50
12.876	50	14.004	48	15.176	50	16.680	50	17.760	47	18.846	49
12.885	45	14.005	48	15.199	49	16.681	50	17.761	49	18.848	50
12.925	49	14.006	49	15.219	50	16.682	50	17.762	50	18.876	50
12.926	50	14.007	49	15.222	46	16.683	50	17.763	50	18.899	49
12.927	50	14.008	42	15.223	47	16.684	50	17.767	50	18.905	49
12.934	49	14.009	49	15.228	50	16.686	50	17.773	48	18.932	50
12.955	49	14.010	49	15.234	49	16.688	50	17.780	50	18.939	50
12.957	50	14.011	50	15.242	48	16.689	50	17.799	49	18.942	48
12.980	48	14.012	43	15.250	50	16.690	50	17.805	49	18.944	48
12.981	50	14.013	50	15.276	50	16.691	50	17.821	50	18.945	49
12.999	49	14.015	45	15.339	50	16.692	50	17.825	50	18.946	50
13.010	49	14.017	44	15.340	50	16.693	50	17.836	49	18.957	47
13.039	50	14.018	44	15.347	49	16.694	50	17.847	50	18.973	48
13.040	50	14.019	50	15.348	50	16.699	49	17.876	50	18.976	50
13.042	48	14.022	46	15.381	50	16.700	50	17.905	49	18.999	49
13.046	50	14.079	50	15.401	49	16.701	50	17.920	50	19.004	48
13.065	45	14.080	50	15.432	44	16.702	50	17.923	47	19.005	49
13.076	50	14.081	50	15.448	48	16.719	50	17.929	50	19.019	50
13.119	50	14.139	48	15.449	48	16.725	50	17.934	49	19.025	50
13.125	50	14.140	49	15.452	43	16.739	49	17.946	50	19.034	49
13.134	49	14.157	49	15.457	49	16.745	49	17.978	48	19.042	48
13.142	48	14.160	49	15.462	50	16.746	50	17.979	50	19.044	48
13.148	49	14.161	50	15.464	50	16.776	50	18.001	49	19.061	49
13.149	50	14.162	50	15.466	50	16.813	49	18.005	49	19.062	50
13.153	47	14.163	50	15.476	50	16.819	50	18.025	46	19.065	45
13.176	50	14.180	50	15.505	49	16.825	50	18.026	47	19.086	48
13.355	47	14.206	49	15.519	50	16.845	49	18.027	50	19.088	50
13.361	43	14.207	49	15.523	47	16.846	50	18.028	50	19.105	49
13.363	47	14.226	50	15.525	50	16.876	50	18.063	48	19.119	50
13.365	45	14.227	50	15.564	50	16.924	46	18.064	49	19.125	50
13.366	47	14.234	49	15.576	50	16.925	47	18.066	49	19.145	49
13.367	47	14.246	48	15.605	48	16.926	50	18.067	50	19.146	50
13.368	47	14.247	48	15.606	49	16.927	50	18.102	50	19.176	50
13.378	49	14.248	49	15.607	49	16.946	50	18.120	50	19.199	49
13.381	49	14.307	49	15.619	50	16.976	50	18.125	50	19.204	48
13.382	49	14.321	50	15.625	50	16.999	49	18.133	46	19.205	49
13.383	49	14.324	50	15.660	48	17.001	48	18.134	49	19.217	44
13.384	49	14.325	50	15.666	49	17.019	50	18.137	47	19.218	44
13.386	50	14.326	50	15.667	50	17.025	50	18.142	48	19.219	50
13.388	50	14.336	49	15.676	50	17.061	50	18.146	49	19.223	47
13.389	50	14.362	42	15.720	50	17.077	48	18.147	50	19.225	50
13.393	50	14.380	50	15.732	50	17.078	50	18.153	47	19.234	49
13.394	50	14.381	50	15.734	49	17.119	50	18.176	50	19.237	47
13.395	50	14.461	49	15.750	50	17.125	50	18.219	50	19.242	48
13.397	50	14.463	50	15.791	50	17.145	49	18.225	50	19.243	48
13.398	50	14.464	50	15.799	49	17.146	50	18.242	48	19.244	48
13.399	49	14.471	50	15.813	49	17.176	50	18.247	50	19.245	49
13.420	50	14.493	50	15.820	50	17.204	48	18.276	50	19.246	50
13.425	50	14.519	50	15.825	50	17.205	49	18.285	45	19.276	50
13.442	48	14.540	49	15.839	47	17.219	50	18.287	42	19.449	48
13.444	48	14.544	48	15.846	49	17.223	47	18.296	46	19.450	48
13.445	49	14.545	49	15.847	50	17.225	50	18.299	49	19.454	48
13.446	50	14.546	50	15.876	50	17.260	49	18.304	48	19.455	48
13.472	47	14.547	50	15.921	50	17.261	49	18.319	50	19.468	50
13.473	48	14.577	50	15.925	50	17.262	50	18.325	50	19.469	50
13.476	50	14.599	49	15.947	46	17.282	50	18.334	49	19.470	50
13.499	49	14.605	49	15.967	49	17.299	49	18.348	50	19.471	50
13.504	48	14.701	46	15.974	50	17.305	49	18.376	50	19.474	50
13.528	50	14.702	48	15.976	50	17.319	50	18.399	49	19.475	50
13.531	50	14.703	49	16.005	49	17.326	50	18.419	50	19.476	50
13.546	49	14.704	48	16.019	50	17.346	50	18.425	50	19.477	50
13.547	50	14.709	50	16.039	50	17.378	48	18.435	49	19.499	49
13.579	50	14.710	50	16.046	50	17.391	50	18.446	50	19.504	48
13.628	50	14.711	50	16.076	50	17.399	49	18.478	50	19.505	49
13.629	50	14.713	50	16.099	49	17.431	50	18.485	45	19.519	50
13.634	49	14.719	50	16.105	49	17.447	49	18.487	42	19.525	50
13.649	50	14.725	50	16.126	50	17.448	50	18.518	44	19.546	50
13.673	48	14.780	50	16.127	50	17.449	50	18.519	50	19.575	47
13.676	50	14.781	50	16.146	50	17.473	48	18.567	49	19.576	48
13.699	49	14.819	49	16.432	46	17.476	50	18.568	49	19.577	50
13.725	50	14.820	50	16.433	46	17.505	49	18.569	50	19.619	50
13.726	50	14.864	50	16.505	47	17.520	50	18.570	50	19.625	50
13.736	49	14.866	50	16.596	46	17.525	50	18.573	48	19.647	50
13.746	50	14.966	50	16.597	47	17.545	49	18.576	50	19.676	50
13.776	50	14.967	50	16.598	47	17.546	50	18.619	50	19.705	49
13.819	49	14.968	50	16.599	47	17.576	50	18.625	50	19.805	49
13.820	49	14.969	50	16.600	48	17.599	49	18.633	46	19.806	49
13.821	50	14.973	48	16.601	48	17.605	49	18.634	49	19.809	49
13.825	50	14.976	50	16.606	48	17.619	50	18.646	50	19.810	50
13.834	49	14.999	49	16.625	49	17.627	50	18.676	50	19.811	50
13.848	48	15.005	49	16.626	49	17.640	49	18.699	49	19.813	50
13.849	49	15.019	50	16.632	49	17.642	48	18.705	49	19.814	50
13.850	50	15.026	50	16.639	49	17.646	50	18.719	50	19.886	47
13.873	48	15.045	49	16.640	49	17.676	50	18.723	47	19.913	49
13.876	50	15.046	50	16.650	49	17.687	42	18.725	50	19.914	49
13.919	50	15.076	50	16.654	49	17.705	49	18.745	49	19.916	49
13.925	50	15.099	49	16.655	49	17.749	49	18.746	50	20.010	50
13.998	42	15.107	49	16.662	50	17.755	48	18.797	48		
13.999	45	15.128	50	16.663	50						

NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.
20.074	49	**21.346**	**50**	**22.676**	**50**	23.765	45	**24.940**	**50**	**26.110**	**50**
20.075	**50**	**21.379**	**50**	**22.731**	**50**	**23.776**	**50**	**24.946**	**50**	**26.125**	**50**
20.076	**50**	**21.419**	**50**	**22.732**	**50**	23.805	49	**24.991**	**50**	**26.146**	**50**
20.082	**50**	**21.427**	**50**	22.733	46	**23.819**	**50**	25.011	49	26.176	**50**
20.083	**50**	21.433	46	22.734	49	**23.825**	**50**	25.013	49	26.209	48
20.084	**50**	21.434	49	22.737	47	23.842	44	**25.019**	**50**	26.210	49
20.086	**50**	21.447	49	22.741	44	23.849	48	25.039	49	**26.219**	**50**
20.088	**50**	**21.448**	**50**	22.750	48	23.850	49	**25.040**	**50**	**26.226**	**50**
20.089	**50**	**21.476**	**50**	**22.757**	**50**	**23.855**	**50**	25.045	49	26.245	48
20.090	**50**	21.550	46	**22.776**	**50**	**23.891**	**50**	**25.046**	**50**	26.247	49
20.091	**50**	21.579	49	22.785	45	23.899	49	**25.076**	**50**	26.248	49
20.098	**50**	21.580	49	22.809	49	23.921	49	25.116	45	**26.249**	**50**
20.099	49	**21.581**	**50**	22.845	49	23.968	48	25.117	44	26.264	42
20.100	**50**	**21.582**	**50**	**22.848**	**50**	23.969	48	25.118	44	26.265	42
20.119	**50**	**21.586**	**50**	**22.849**	**50**	23.970	49	**25.119**	**50**	26.266	43
20.125	**50**	**21.588**	**50**	**22.854**	**50**	**23.974**	**50**	**25.125**	**50**	26.267	45
20.147	46	21.599	49	**22.876**	**50**	**23.975**	**50**	25.142	48	**26.284**	**50**
20.148	48	21.605	49	22.896	46	**23.976**	**50**	**25.146**	**50**	26.304	48
20.149	48	21.629	47	22.925	47	**23.977**	**50**	**25.176**	**50**	26.305	49
20.150	49	**21.639**	**50**	22.927	49	23.996	46	25.282	49	26.306	49
20.153	47	**21.640**	**50**	**22.928**	**50**	23.999	49	25.283	49	**26.331**	**50**
20.154	**50**	21.642	48	**22.929**	**50**	24.006	48	25.284	49	**26.325**	**50**
20.176	**50**	21.644	48	22.944	48	24.007	49	25.285	45	26.374	**50**
20.199	49	**21.646**	**50**	22.945	48	**24.021**	**50**	25.286	49	**26.376**	**50**
20.205	49	21.665	45	22.946	49	**24.025**	**50**	**25.288**	**50**	26.400	49
20.239	**50**	21.672	47	22.947	49	**24.069**	**50**	**25.289**	**50**	26.404	48
20.240	**50**	21.673	48	**22.948**	**50**	**24.090**	**50**	**25.290**	**50**	26.405	49
20.246	**50**	**21.676**	**50**	**22.976**	**50**	**24.119**	**50**	**25.291**	**50**	**26.419**	**50**
20.298	**50**	21.704	48	23.007	49	**24.178**	**50**	25.299	49	**26.431**	**50**
20.310	**50**	21.705	49	23.009	49	**24.179**	**50**	25.305	49	**26.446**	**50**
20.325	**50**	**21.719**	**50**	**23.019**	**50**	**24.180**	**50**	25.353	47	26.472	47
20.334	49	**21.725**	**50**	**23.025**	**50**	24.205	48	25.354	49	26.473	48
20.349	48	**21.746**	**50**	23.035	49	24.206	49	**25.355**	**50**	**26.476**	**50**
20.350	48	**21.784**	**50**	**23.049**	**50**	24.207	49	**25.357**	**50**	26.504	48
20.362	49	21.805	49	**23.076**	**50**	**24.221**	**50**	**25.360**	**50**	26.505	49
20.363	**50**	**21.819**	**50**	23.110	48	**24.225**	**50**	25.373	48	26.506	49
20.376	**50**	**21.884**	**50**	23.111	49	24.240	49	**25.376**	**50**	**26.521**	**50**
20.399	49	**21.886**	**50**	23.112	43	24.245	49	25.399	49	**26.531**	**50**
20.419	**50**	**21.888**	**50**	23.113	49	**24.246**	**50**	**25.419**	**50**	26.544	48
20.425	**50**	21.901	48	23.115	45	**24.292**	**50**	**25.425**	**50**	26.545	48
20.446	**50**	**21.920**	**50**	**23.119**	**50**	24.373	43	25.448	48	26.546	49
20.476	**50**	**21.925**	**50**	**23.125**	**50**	24.374	43	25.449	48	**26.547**	**50**
20.523	47	21.933	46	**23.162**	**50**	24.375	45	25.450	49	**26.607**	**50**
20.524	**50**	21.934	49	**23.184**	**50**	24.376	47	25.453	47	**26.619**	**50**
20.525	**50**	21.942	48	23.225	42	24.377	47	25.457	49	26.625	**50**
20.531	49	21.944	48	23.226	43	24.390	49	**25.460**	**50**	26.635	49
20.537	47	21.945	49	**23.249**	**50**	24.391	49	**25.476**	**50**	26.646	**50**
20.542	48	**21.946**	**50**	**23.250**	**50**	**24.392**	**50**	**25.526**	**50**	**26.677**	**50**
20.544	48	**21.980**	**50**	**23.254**	**50**	**24.393**	**50**	**25.527**	**50**	26.711	49
20.545	49	**22.010**	**50**	**23.278**	**50**	**24.394**	**50**	25.534	49	**26.719**	**50**
20.546	**50**	**22.025**	**50**	23.318	43	**24.395**	**50**	25.542	48	**26.728**	**50**
20.553	47	**22.046**	**50**	23.319	44	24.399	49	25.544	48	26.734	49
20.576	**50**	22.072	47	23.320	44	**24.419**	**50**	25.545	49	**26.755**	**50**
20.599	49	22.073	48	23.321	45	**24.425**	**50**	**25.546**	**50**	26.788	45
20.619	**50**	**22.076**	**50**	23.322	45	24.445	49	25.573	48	26.789	47
20.625	**50**	**22.110**	**50**	23.363	47	**24.446**	**50**	**25.576**	**50**	**26.870**	**50**
20.683	**50**	**22.125**	**50**	**23.375**	**50**	24.482	**50**	25.621	49	**26.871**	**50**
20.684	**50**	22.145	49	23.376	**50**	**24.519**	**50**	**25.624**	**50**	26.874	**50**
20.719	**50**	**22.146**	**50**	**23.377**	**50**	24.536	49	**25.625**	**50**	**26.875**	**50**
20.725	**50**	**22.177**	**50**	**23.373**	**50**	**24.539**	**50**	25.654	48	**26.876**	**50**
20.734	49	22.204	48	23.399	49	24.542	48	25.655	48	26.925	47
20.755	**50**	22.205	49	23.413	49	24.543	46	25.660	49	**26.926**	**50**
20.773	48	**22.210**	**50**	**23.421**	**50**	24.544	48	**25.661**	**50**	**26.927**	**50**
20.776	**50**	**22.225**	**50**	23.425	**50**	24.545	49	25.673	48	26.960	49
20.821	48	22.242	48	23.445	49	24.563	47	**25.678**	**50**	**26.961**	**50**
20.822	49	22.277	49	23.446	**50**	**24.564**	**50**	25.703	49	26.973	48
20.831	49	**22.278**	**50**	**23.476**	**50**	24.572	47	25.728	**50**	**26.976**	**50**
20.835	**50**	22.279	**50**	23.501	48	24.573	48	25.729	**50**	27.021	**50**
20.836	**50**	22.319	**50**	23.505	49	**24.576**	**50**	25.756	43	27.025	**50**
20.840	**50**	**22.325**	**50**	**23.532**	**50**	24.604	48	25.761	42	27.034	49
20.879	**50**	22.344	48	**23.535**	**50**	24.666	49	25.762	42	27.042	48
20.955	**50**	22.345	49	23.542	48	24.667	49	25.763	43	27.044	48
20.964	**50**	**22.346**	**50**	23.544	48	**24.668**	**50**	25.764	44	27.045	49
20.965	**50**	22.353	47	25.545	49	24.669	**50**	**25.788**	**50**	**27.046**	**50**
20.976	**50**	22.373	48	**23.546**	**50**	**24.670**	**50**	25.789	**50**	27.093	48
21.005	49	**22.376**	**50**	23.574	48	24.673	48	25.819	**50**	**27.094**	**50**
21.026	**50**	22.404	48	**23.576**	**50**	**24.676**	**50**	25.825	**50**	27.100	49
21.027	**50**	**22.463**	**50**	23.599	49	**24.719**	**50**	25.842	48	**27.120**	**50**
21.047	**50**	22.464	**50**	23.605	49	**24.725**	**50**	**25.846**	**50**	**27.135**	**50**
21.053	47	**22.466**	**50**	**23.632**	**50**	24.734	49	25.876	**50**	27.136	49
21.076	**50**	22.476	**50**	23.635	**50**	**24.750**	**50**	25.919	**50**	27.146	48
21.119	**50**	**22.519**	**50**	23.642	48	24.752	43	25.923	47	27.147	48
21.150	48	**22.525**	**50**	**23.646**	**50**	24.753	47	**25.925**	**50**	27.148	49
21.160	**50**	22.534	49	23.676	**50**	**24.811**	**50**	25.954	**50**	**27.150**	**50**
21.161	**50**	**22.547**	**50**	23.699	49	**24.819**	**50**	25.973	48	27.170	47
21.176	**50**	22.553	47	**23.719**	**50**	**24.825**	**50**	25.976	**50**	27.173	48
21.219	**50**	**22.576**	**50**	**23.725**	**50**	24.834	49	26.019	**50**	**27.188**	**50**
21.225	**50**	**22.619**	**50**	23.733	46	24.842	48	**26.025**	**50**	**27.229**	**50**
21.251	**50**	**22.625**	**50**	23.734	49	24.844	48	26.034	49	**27.227**	**50**
21.282	**50**	22.636	49	23.742	48	24.845	49	26.073	48	27.237	47
21.299	49	22.642	48	23.744	48	**24.846**	**50**	26.074	48	27.238	44
21.319	**50**	**22.646**	**50**	**23.746**	**50**	**24.876**	**50**	**26.078**	**50**	27.242	48
21.325	**50**	22.673	**48**			24.939	**50**	**26.079**	**50**		

NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.
27.245	49	28.327	50	29.484	50	30.534	49	31.746	50	32.925	50
27.246	50	28.334	49	29.528	50	30.597	49	31.776	50	32.946	50
27.280	50	28.346	50	29.529	50	30.598	50	31.807	49	32.976	50
27.299	49	28.373	48	29.534	49	30.600	50	31.819	50	32.999	49
27.305	49	28.377	50	29.544	48	30.601	50	31.825	50	33.006	49
27.319	50	28.399	49	29.546	49	30.606	48	31.836	49	33.019	50
27.324	47	28.405	49	29.547	50	30.607	49	31.846	50	33.025	50
27.325	50	28.419	50	29.551	43	30.635	47	31.858	42	33.034	49
27.342	48	28.425	50	29.607	45	30.636	49	31.859	42	33.042	48
27.346	50	28.446	50	29.621	50	30.637	47	31.900	48	33.046	50
27.389	50	28.480	48	29.624	50	30.639	49	31.913	48	33.076	50
27.399	49	28.481	50	29.625	50	30.640	50	31.920	49	33.104	48
27.404	48	28.531	50	29.634	49	30.642	48	31.921	49	33.105	49
27.426	41	28.532	50	29.637	47	30.645	49	31.927	50	33.157	47
27.476	48	28.545	49	29.646	50	30.646	50	31.942	47	33.176	50
27.477	48	28.546	50	29.673	48	30.676	50	31.948	50	33.177	50
27.478	48	28.572	47	29.676	50	30.696	46	31.949	50	33.178	50
27.479	49	28.573	48	29.699	49	30.709	48	31.950	50	33.179	50
27.480	49	28.576	50	29.704	48	30.710	49	31.972	47	33.204	48
27.431	50	28.625	50	29.705	49	30.711	49	31.973	48	33.205	49
27.482	50	28.626	50	29.719	50	30.719	50	31.976	50	33.220	50
27.483	50	28.634	49	29.725	50	30.725	50	31.999	49	33.223	47
27.484	50	28.645	49	29.733	46	30.739	50	32.004	48	33.229	50
27.499	49	28.646	50	29.743	46	30.757	50	32.019	50	33.234	49
27.504	48	28.677	50	29.746	50	30.807	48	32.025	50	33.215	49
27.505	49	28.701	49	29.753	47	30.809	48	32.042	48	33.246	50
27.519	50	28.721	50	29.802	42	30.810	49	32.047	48	33.276	50
27.522	47	28.736	49	29.806	48	30.821	50	32.048	49	33.296	46
27.525	50	28.739	50	29.814	49	30.824	50	32.049	50	33.306	49
27.548	50	28.745	49	29.836	49	30.825	50	32.076	50	33 319	50
27.573	48	28.746	50	29.881	48	30.834	49	32.140	50	33.325	50
27.576	50	28.782	50	29.882	48	30.845	49	32.146	50	33.334	49
27.603	49	28.799	49	29.884	49	30.846	50	32.147	50	33.345	49
27.604	48	28.804	48	29.886	50	30.876	50	32.176	50	33.346	50
27.605	49	28.805	49	29.888	50	30.919	50	32.199	49	33.373	48
27.619	50	28.820	45	29.889	50	30.949	50	32.204	48	33.376	50
27.625	50	28.821	50	29.890	50	30.967	45	32.205	49	33.404	48
27.648	50	28.836	49	29.891	50	30.969	50	32.219	50	33.405	49
27.683	50	28.839	50	29.899	49	30.979	48	32.228	50	33.412	43
27.705	49	28.848	50	29.905	49	30.980	50	32.234	49	33.419	50
27.723	47	28.883	50	29.919	50	31.001	49	32.247	49	33.425	50
27.721	50	28.901	49	29.925	50	31.019	50	32.257	50	33.463	47
27.725	50	28.919	50	29.942	48	31.026	50	32.272	47	33.464	48
27.746	50	28.925	50	29.947	49	31.034	49	32.273	48	33.466	48
27.801	49	28.936	49	29.948	50	31.037	47	32.276	50	33.467	49
27.802	50	28.945	49	29.976	50	31.046	50	32.292	42	33.468	50
27.805	49	28.946	50	30.013	48	31.076	50	32.299	49	33.478	47
27.840	50	28.976	50	30.020	50	31.119	50	32.304	48	33.479	48
27.845	49	28.999	49	30.022	46	31.125	50	32.305	49	33.480	50
27.846	50	29.004	48	30.025	50	31.146	50	32.319	50	33.499	49
27.847	50	29.005	49	30.044	48	31.176	50	32.325	50	33.519	50
27.853	47	29.019	50	30.045	48	31.205	49	32.336	45	33.525	50
27.876	50	29.023	47	30.046	49	31.219	50	32.346	49	33.534	49
27.905	49	29.025	50	30.048	50	31.229	50	32.347	49	33.537	47
27.919	50	29.046	50	30.073	48	31.246	50	32.348	50	33.546	50
27.925	50	29.053	47	30.076	50	31.284	50	32.376	50	33.576	50
27.946	50	29.076	50	30.099	49	31.319	50	32.413	49	33.599	49
27.973	48	29.119	50	30.119	50	31.354	49	32.419	50	33.619	50
27.976	50	29.123	47	30.125	50	31.355	49	32.425	50	33.666	43
28.019	50	29.125	50	30.147	50	31.367	50	32.434	49	33.683	50
28.025	50	29.146	50	30.159	42	31.368	50	32.447	50	33.684	50
28.046	50	29.200	49	30.173	48	31.395	50	32.473	48	33.686	50
28.056	43	29.201	50	30.176	50	31.419	50	32.476	50	33.746	48
28.058	42	29.204	48	30.187	42	31.426	50	32.499	49	33.747	48
28.059	42	29.205	49	30.205	49	31.434	49	32.505	49	33.748	48
28.076	48	29.210	50	30.219	50	31.442	48	32.519	50	33.749	49
28.077	50	29.225	50	30.225	50	31.444	48	32.523	47	33.750	49
28.105	49	29.234	49	30.234	49	31.445	49	32.525	50	33.754	49
28.114	43	29.248	48	30.243	46	31.448	50	32.534	49	33.755	49
28.115	45	29.249	49	30.245	49	31.483	50	32.546	49	33.757	50
28.117	41	29.250	50	30.246	50	31.527	50	32.547	50	33.760	50
28.118	44	29.298	45	30.360	46	31.528	50	32.576	50	33.761	50
28.119	50	29.299	46	30.400	50	31.545	49	32.619	50	33.772	47
28.126	50	29.305	49	30.401	50	31.546	50	32 628	50	33.773	48
28.142	48	29.306	49	30.402	50	31.573	48	32.671	48	33.776	50
28.150	50	29.307	50	30.403	50	31.576	50	32.674	49	33.826	50
28.176	50	29.365	45	30.404	48	31.599	49	32.675	50	33.857	47
28.185	45	29.366	46	30.405	49	31.604	48	32.678	50	33.860	48
28.187	42	29.367	46	30.406	50	31.605	49	32.719	50	33.861	48
28.199	49	29.370	47	30.425	50	31.618	44	32.725	50	33.867	50
28.204	48	29.372	47	30.426	50	31.619	50	32.747	50	33.868	50
28.205	49	29.373	48	30.430	45	31.667	50	32.790	50	33.872	47
28.212	43	29.374	48	30.433	46	31.668	50	32.827	50	33.873	48
28.215	45	29.375	49	30.434	49	31.680	50	32.828	50	33.876	50
28.217	44	29.376	49	30.437	47	31.699	49	32.834	49	33.899	49
28.219	50	29.377	50	30.444	48	31.714	49	32.842	48	33.919	50
28.225	50	29.378	50	30.446	50	31.717	44	32.844	48	33.936	49
28.234	49	29.379	50	30.476	50	31.723	44	32.846	50	33.939	50
28.282	49	29.380	50	30.502	49	31.733	46	32.876	50	33.946	50
28.283	50	29.399	49	30.504	48	31.734	49	32.899	49	33.976	50
28.284	50	29.432	50	30.519	50	31.735	50	32.905	49	33.999	49
28.299	49	29.435	50	30.532	47	31.736	50	32.919	50		
28.326	50	29.446	50	30.533	46	31.745	49				

NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.
34.004	48	35.257	50	36.476	50	37.705	49	38.932	50	40.199	49
34.007	49	35.260	50	36.499	49	37.734	49	38.935	50	40.219	50
34.019	50	35.360	50	36.504	48	37.735	50	38.945	49	40.236	50
34.049	48	35.361	50	36.505	49	37.736	50	38.946	50	40.284	49
34.055	48	35.362	50	36.519	50	37.742	48	38.976	50	40.286	50
34.061	50	35.363	50	36.522	46	37.744	48	38.999	49	40.288	50
34.070	50	35.376	50	36.523	47	37.745	49	39.019	50	40.299	49
34.076	50	35.419	50	36.525	50	37.746	50	39.025	50	40.319	50
34.119	50	35.425	50	36.533	46	37.773	48	39.045	49	40.325	50
34.125	50	35.446	50	36.531	49	37.777	50	39.046	50	40.334	49
34.146	50	35.473	48	36.537	47	37.796	46	39.080	48	40.345	49
34.176	50	35.476	50	36.542	48	37.799	49	39.081	50	40.346	50
34.219	50	35.499	49	36.543	46	37.804	48	39.099	49	40.376	50
34.225	50	35.519	50	36.544	48	37.805	49	39.125	50	40.403	49
34.246	50	35.525	50	36.545	49	37.815	45	39.126	50	40.405	49
34.276	50	35.546	50	36.546	50	37.819	50	39.131	49	40.419	50
34.319	50	35.573	48	36.576	50	37.822	46	39.146	50	40.428	50
34.325	50	35.576	50	36.639	45	37.825	50	39.180	50	40.434	49
34.346	50	35.601	49	36.670	49	37.844	48	39.219	50	40.445	48
34.376	50	35.619	50	36.671	49	37.845	49	39.225	50	40.446	49
34.399	49	35.625	50	36.674	49	37.846	50	39.234	49	40.447	50
34.405	49	35.645	49	36.675	49	37.873	48	39.242	48	40.476	50
34.421	50	35.646	50	36.676	50	37.876	50	39.244	48	40.519	50
34.433	45	35.691	50	36.677	50	37.899	49	39.245	49	40.525	50
34.436	49	35.724	50	36.695	50	37.901	48	39.246	50	40.544	48
34.439	50	35.736	50	36.697	50	37.905	49	39.282	50	40.545	49
34.445	49	35.803	50	36.771	50	37.919	50	39.324	50	40.546	49
34.446	50	35.804	48	36.774	50	37.925	50	39.325	50	40.547	50
34.476	50	35.805	49	36.775	50	37.942	47	39.349	45	40.573	48
34.499	49	35.807	50	36.776	50	37.944	48	39.367	48	40.576	50
34.519	50	35.819	50	36.805	49	37.945	48	39.368	48	40.599	49
34.525	50	35.842	48	36.820	50	37.946	49	39.369	49	40.605	49
34.537	47	35.844	48	36.828	50	37.947	49	39.370	49	40.619	50
34.548	49	35.845	49	36.846	50	37.948	50	39.371	50	40.625	50
34.549	50	35.846	49	36.876	50	37.973	48	39.400	47	40.634	49
34.578	50	35.847	50	36.920	50	37.976	50	39.401	48	40.649	49
34.599	49	35.848	50	36.922	46	38.019	50	39.402	49	40.650	50
34.605	49	35.883	47	36.923	47	38.025	50	39.403	50	40.673	48
34.627	50	35.884	48	36.925	50	38.046	50	39.404	48	40.676	50
34.628	50	35.886	50	36.933	46	38.076	50	39.405	49	40.699	49
34.634	49	35.899	49	36.934	49	38.119	50	39.425	50	40.704	48
34.642	48	35.904	48	36.937	47	38.125	50	39.426	50	40.705	49
34.644	48	35.905	49	36.945	49	38.146	50	39.462	50	40.719	50
34.645	49	35.919	50	36.946	50	38.176	50	39.476	50	40.725	50
34.646	50	35.923	47	36.963	47	38.219	50	39.504	48	40.734	49
34.676	50	35.925	50	36.965	45	38.225	50	39.513	49	40.783	48
34.719	50	35.945	49	36.972	47	38.246	50	39.519	50	40.784	49
34.725	50	35.946	50	36.973	48	38.276	50	39.550	50	40.786	50
34.734	49	35.965	45	36.976	50	38.319	50	39.554	50	40.788	50
34.829	48	35.976	50	36.985	45	38.325	50	39.576	50	40.799	49
34.843	46	35.990	45	36.996	46	38.346	50	39.619	50	40.819	50
34.844	47	36.001	49	36.999	49	38.376	50	39.625	50	40.825	50
34.845	48	36.047	48	37.004	48	38.419	50	39.646	50	40.834	49
34.848	49	36.048	48	37.005	49	38.425	50	39.676	50	40.857	47
34.849	49	36.049	49	37.019	50	38.446	50	39.724	50	40.870	47
34.850	49	36.050	49	37.025	50	38.476	50	39.725	50	40.871	48
34.854	49	36.054	50	37.068	50	38.519	50	39.746	50	40.883	48
34.855	49	36.064	50	37.078	48	38.525	50	39.776	50	40.884	48
34.857	50	36.066	50	37.079	50	38.546	50	39.840	49	40.886	49
34.863	50	36.072	47	37.124	50	38.576	50	39.845	49	40.888	50
34.864	50	36.076	50	37.125	50	38.607	48	39.846	49	40.889	50
34.866	50	36.085	45	37.131	49	38.609	49	39.847	49	40.896	46
34.867	50	36.087	42	37.146	50	38.619	50	39.848	50	40.925	48
34.876	50	36.099	49	37.176	50	38.625	50	39.845	50	40.926	49
34.905	49	36.101	48	37.225	50	38.631	49	39.856	50	40.927	49
34.919	50	36.105	49	37.226	50	38.648	46	39.873	48	40.928	50
34.923	47	36.119	50	37.255	50	38.649	48	39.876	50	40.929	50
34.925	50	36.129	50	37.276	50	38.660	48	39.906	49	40.934	49
34.935	49	36.145	49	37.299	49	38.662	50	39.909	42	40.994	49
34.948	48	36.146	50	37.319	50	38.673	48	39.912	43	40.995	50
34.949	48	36.152	43	37.325	50	38.676	50	39.919	50	40.997	50
34.950	49	36.177	50	37.346	50	38.699	49	39.925	50	41.001	48
34.957	50	36.219	50	37.376	50	38.705	49	39.963	48	41.005	49
34.972	47	36.245	46	37.419	50	38.753	47	39.964	48	41.032	50
34.973	48	36.246	46	37.425	50	38.754	47	39.966	49	41.095	50
34.976	50	36.250	48	37.446	50	38.755	47	39.967	49	41.097	50
35.032	50	36.257	49	37.476	50	38.757	48	39.968	50	41.098	50
35.034	49	36.274	48	37.504	48	38.761	49	39.973	48	41.099	49
35.035	50	36.275	49	37.505	49	38.762	49	39.976	50	41.104	48
35.037	47	36.276	50	37.508	42	38.763	50	40.008	42	41.105	49
35.042	48	36.277	50	37.519	50	38.764	50	40.012	43	41.119	50
35.044	48	36.278	50	37.525	50	38.780	50	40.019	50	41.132	50
35.045	49	36.319	50	37.546	50	38.781	50	40.025	50	41.134	49
35.046	50	36.325	50	37.593	50	38.800	49	40.048	50	41.148	48
35.076	50	36.346	50	37.599	49	38.827	50	40.076	50	41.169	50
35.104	48	36.376	50	37.619	50	38.828	50	40.103	49	41.176	50
35.105	49	36.399	49	37.623	47	38.848	49	40.105	49	41.240	46
35.119	50	36.404	48	37.625	50	38.849	50	40.119	50	41.242	46
35.125	50	36.405	49	37.646	50	38.877	50	40.154	49	41.243	46
35.134	49	36.419	50	37.672	47	38.885	45	40.155	49	41.254	50
35.146	50	36.425	50	37.673	48	38.889	49	40.157	50	41.267	50
35.176	50	36.445	49	37.676	50	38.905	49	40.164	50	41.268	50
35.219	50	36.446	50	37.699	49			40.176	50		

NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.
41.276	**50**	42.253	47	43.444	48	44.472	47	**45.625**	**50**	**46.719**	**50**
41.299	49	42.273	48	43.446	49	44.473	48	45.633	46	**46.725**	**50**
41.305	49	**42.276**	**50**	**43.447**	**50**	**44.476**	**50**	45.647	49	46.734	49
41.329	**50**	**42.339**	**50**	**43.476**	**50**	44.504	48	**45.648**	**50**	46.754	48
41.331	**50**	**42.390**	**50**	43.499	49	44.505	49	45.673	48	46.755	48
41.333	46	**42.391**	**50**	43.504	48	44.506	49	**45.679**	**50**	46.764	49
41.334	49	**42.392**	**50**	43.505	49	**44.519**	**50**	45.699	49	**46.766**	**50**
41.342	48	42.399	49	**43.519**	**50**	**44.529**	**50**	45.705	49	46.772	47
41.344	48	42.432	49	**43.525**	**50**	44.545	48	**45.719**	**50**	**46.776**	**50**
41.345	49	42.434	49	43.534	49	44.546	49	**45.725**	**50**	46.799	49
41.346	**50**	**42.435**	**50**	43.542	48	**44.547**	**50**	45.742	48	**46.819**	**50**
41.376	**50**	**42.436**	**50**	43.544	48	44.582	48	**45.746**	**50**	**46.825**	**50**
41.399	49	**42.446**	**50**	43.545	49	**44.583**	**50**	45.763	47	46.830	45
41.408	42	42.465	42	**43.546**	**50**	44.605	49	45.773	48	46.834	49
41.409	48	42.500	47	**43.576**	**50**	**44.619**	**50**	**45.776**	**50**	46.843	46
41.410	49	42.501	48	**43.628**	**50**	**44.626**	**50**	45.799	49	46.844	48
41.412	43	42.502	49	**43.629**	**50**	44.635	46	45.804	48	46.845	49
41.420	**50**	**42.503**	**50**	43.634	49	44.636	49	45.805	49	**46.846**	**50**
41.425	**50**	42.504	48	43.645	49	44.645	49	**45.819**	**50**	**46.888**	**50**
41.434	49	42.505	49	**43.646**	**50**	**44.646**	**50**	**45.825**	**50**	46.899	49
41.446	**50**	42.508	42	43.656	43	**44.676**	**50**	45.834	49	46.904	48
41.458	42	**42.519**	**50**	43.658	42	44.707	49	45.845	49	46.905	49
41.459	42	**42.525**	**50**	43.659	42	44.709	49	**45.846**	**50**	**46.924**	**50**
41.502	**50**	42.531	49	43.665	45	**44.719**	**50**	**45.876**	**50**	**46.925**	**50**
41.504	48	42.547	49	43.673	48	**44.725**	**50**	45.899	49	46.939	49
41.505	49	**42.548**	**50**	**43.676**	**50**	44.734	49	45.904	48	46.945	49
41.525	**50**	**42.576**	**50**	43.696	46	44.745	49	45.905	49	**46.946**	**50**
41.526	**50**	42.599	49	43.699	49	**44.746**	**50**	**45.919**	**50**	**46.976**	**50**
41.535	49	42.626	49	**43.719**	**50**	**44.776**	**50**	**45.925**	**50**	46.999	49
41.537	47	**42.627**	**50**	**43.725**	**50**	44.844	47	45.934	49	**47.021**	**50**
41.538	44	**42.628**	**50**	43.734	49	**44.850**	**50**	**45.946**	**50**	**47.026**	**50**
41.546	**50**	42.648	48	43.799	42	**44.854**	**50**	45.964	43	47.035	49
41.597	**50**	42.666	49	43.800	45	**44.855**	**50**	**45.930**	**50**	47.045	49
41.599	49	**42.667**	**50**	43.801	46	44.872	47	**46.019**	**50**	**47.060**	**50**
41.604	48	**42.690**	**50**	43.802	46	44.873	48	46.022	46	**47.076**	**50**
41.605	49	42.701	49	43.803	47	**44.876**	**50**	46.023	47	47.096	46
41.619	**50**	42.704	48	43.806	48	**44.919**	**50**	**46.025**	**50**	47.100	49
41.625	**50**	42.705	49	43.807	48	**44.925**	**50**	46.030	45	47.101	48
41.634	49	**42.719**	**50**	43.809	48	44.934	49	46.034	49	47.105	49
41.645	49	**42.725**	**50**	43.810	48	**44.950**	**50**	46.037	47	**47.119**	**50**
41.646	**50**	**42.745**	**50**	43.811	49	**44.977**	**50**	46.045	49	**47.125**	**50**
41.672	47	42.774	48	43.813	49	44.987	42	**46.046**	**50**	47.131	49
41.673	48	**42.776**	**50**	43.814	49	44.999	49	**46.076**	**50**	**47.149**	**50**
41.676	**50**	42.809	49	**43.816**	**50**	**45.032**	**50**	46.104	48	**47.176**	**50**
41.704	48	**42.826**	**50**	**43.819**	**50**	45.034	49	46.105	49	47.205	49
41.720	**50**	**42.827**	**50**	**43.820**	**50**	**45.035**	**50**	**46.119**	**50**	**47.219**	**50**
41.725	**50**	42.834	49	**43.825**	**50**	45.042	48	**46.125**	**50**	**47.225**	**50**
41.774	**50**	**42.846**	**50**	43.831	49	45.044	48	46.145	49	47.236	49
41.776	**50**	**42.892**	**50**	43.845	49	**45.043**	**50**	**46.146**	**50**	47.237	47
41.792	42	42.899	49	**43.846**	**50**	45.088	48	**46.176**	**50**	47.242	48
41.796	46	**42.919**	**50**	43.881	48	**45.089**	**50**	46.206	49	47.245	49
41.799	49	**42.925**	**50**	**43.886**	**50**	45.120	49	**46.226**	**50**	**47.246**	**50**
41.811	49	42.934	49	43.900	49	45.121	49	**46.227**	**50**	**47.278**	**50**
41.819	**50**	42.937	47	43.905	49	**45.124**	**50**	46.245	49	**47.319**	**50**
41.825	**50**	**42.957**	**50**	**43.910**	**50**	**45.125**	**50**	**46.246**	**50**	**47.325**	**50**
41.858	42	42.965	45	**43.925**	**50**	45.142	47	**46.276**	**50**	47.348	49
41.859	42	**42.980**	**50**	43.947	49	45.141	48	46.299	49	**47.349**	**50**
41.860	43	43.008	42	**43.949**	**50**	45.145	48	46.327	48	**47.413**	**50**
41.880	48	43.012	43	43.973	48	45.146	49	46.334	49	**47.420**	**50**
41.883	**50**	**43.019**	**50**	**43.976**	**50**	45.147	49	46.335	49	**47.425**	**50**
41.884	**50**	**43.035**	**50**	44.026	48	**45.148**	**50**	**46.336**	**50**	47.431	49
41.927	49	43.042	48	44.027	49	**45.176**	**50**	46.337	47	47.447	48
41.928	49	43.044	48	**44.028**	**50**	45.199	49	**46.339**	**50**	47.448	49
41.929	**50**	43.045	49	**44.029**	**50**	45.204	48	46.345	49	**47.449**	**50**
41.932	**50**	**43.046**	**50**	44.034	49	**45.227**	**50**	**46.346**	**50**	**47.476**	**50**
41.934	49	43.073	48	**44.074**	**50**	**45.228**	**50**	**46.376**	**50**	**47.519**	**50**
41.946	49	**43.076**	**50**	**44.076**	**50**	45.245	49	46.405	45	**47.525**	**50**
41.947	**50**	43.099	49	**44.119**	**50**	**45.246**	**50**	46.406	46	47.535	49
41.973	48	43.104	48	**44.125**	**50**	45.273	48	46.418	43	**47.546**	**50**
41.976	**50**	43.105	49	44.134	49	**45.276**	**50**	46.428	49	**47.576**	**50**
41.999	49	**43.119**	**50**	**44.146**	**50**	45.305	49	**46.429**	**50**	47.599	49
42.005	49	**43.128**	**50**	**44.176**	**50**	45.308	42	**46.431**	**50**	**47.619**	**50**
42.010	**50**	43.142	48	44.206	49	**45.319**	**50**	46.446	49	**47.626**	**50**
42.035	49	43.144	48	44.207	49	**45.325**	**50**	**46.447**	**50**	47.693	48
42.036	**50**	43.145	49	**44.219**	**50**	**45.346**	**50**	**46.476**	**50**	47.697	49
42.042	48	**43.146**	**50**	**44.225**	**50**	**45.378**	**50**	46.505	49	**47.698**	**50**
42.043	46	43.179	50	**44.250**	**50**	45.405	49	**46.520**	**50**	**47.700**	**50**
42.044	48	**43.219**	**50**	44.273	48	**45.420**	**50**	**46.525**	**50**	**47.731**	**50**
42.046	**50**	**43.225**	**50**	**44.276**	**50**	**45.425**	**50**	**46.546**	**50**	**47.732**	**50**
42.077	**50**	43.234	49	**44.319**	**50**	45.434	49	**46.576**	**50**	47.749	48
42.132	49	43.245	49	44.324	47	45.471	48	46.585	45	**47.757**	**50**
42.134	49	**43.246**	**50**	**44.325**	**50**	45.473	48	46.587	42	**47.776**	**50**
42.135	**50**	43.275	47	44.366	45	45.474	49	46.596	46	47.805	49
42.136	**50**	43.276	48	44.388	49	**45.475**	**50**	46.603	49	**47.819**	**50**
42.140	**50**	**43.278**	**50**	**44.390**	**50**	**45.476**	**50**	46.604	48	47.823	47
42.177	48	**43.319**	**50**	44.393	50	45.505	49	46.605	49	**47.825**	**50**
42.178	**50**	**43.325**	**50**	44.407	49	**45.521**	**50**	46.624	47	47.842	48
42.204	48	43.334	49	**44.419**	**50**	**45.525**	**50**	**46.625**	**50**	47.844	48
42.205	49	**43.346**	**50**	**44.425**	**50**	45.545	49	**46.626**	**50**	47.845	49
42.232	**50**	**43.376**	**50**	44.454	48	**45.546**	**50**	**46.654**	**50**	**47.848**	**50**
42.234	49	**43.419**	**50**	44.469	49	**45.594**	**50**	**46.680**	**50**	**47.876**	**50**
42.235	**50**	**43.425**	**50**	44.470	49	45.604	48	46.699	49	47.889	49
42.249	49	43.438	44	**44.471**	**50**	45.607	49	46.705	49	**47.919**	**50**
42.250	**50**	43.439	47			**45.619**	**50**				

NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.
47.925	50	49.146	50	50.834	49	52.476	50	54.819	50	57.146	50
47.946	50	49.176	50	50.835	50	52.519	50	54.825	50	57.176	50
47.976	50	49.219	50	50.836	50	52.525	50	54.846	50	57.219	50
48.010	48	49.225	50	50.842	48	52.546	50	54.876	50	57.225	50
48.011	49	49.234	49	50.844	48	52.576	50	54.919	50	57.246	50
48.013	49	49.242	48	50.845	49	52.619	50	54.925	50	57.276	50
48.019	50	49.244	48	50.846	50	52.625	50	54.946	50	57.319	50
48.025	50	49.245	49	50.879	50	52.646	50	54.976	50	57.325	50
48.046	50	49.246	50	50.931	50	52.676	50	55.019	50	57.346	50
48.076	50	49.276	50	50.932	50	52.719	50	55.025	50	57.376	50
48.101	48	49.319	50	50.942	48	52.725	50	55.046	50	57.419	50
48.105	49	49.323	47	50.946	50	52.746	50	55.076	50	57.425	50
48.119	50	49.325	50	50.976	50	52.776	50	55.119	50	57.446	50
48.125	50	49.330	45	51.005	49	52.819	50	55.125	50	57.476	50
48.145	49	49.334	49	51.021	50	52.825	50	55.146	50	57.519	50
48.146	50	49.354	50	51.031	49	52.846	50	55.176	50	57.525	50
48.176	50	49.376	50	51.035	50	52.876	50	55.219	50	57.546	50
48.219	50	49.419	50	51.041	44	52.919	50	55.225	50	57.576	50
48.225	50	49.425	50	51.042	48	52.925	50	55.246	50	57.619	50
48.246	50	49.446	50	51.043	46	52.946	50	55.276	50	57.625	50
48.273	48	49.477	50	51.044	48	52.976	50	55.319	50	57.646	50
48.276	50	49.504	48	51.045	49	53.019	50	55.325	50	57.676	50
48.319	50	49.505	49	51.046	50	53.025	50	55.346	50	57.719	50
48.325	50	49.519	50	51.076	50	53.046	50	55.376	50	57.725	50
48.345	49	49.525	50	51.127	49	53.076	50	55.419	50	57.746	50
48.346	50	49.546	50	51.128	50	53.119	50	55.425	50	57.776	50
48.376	50	49.576	50	51.129	50	53.125	50	55.446	50	57.819	50
48.385	45	49.619	50	51.146	50	53.146	50	55.476	50	57.825	50
48.387	42	49.625	50	51.176	50	53.176	50	55.519	50	57.846	50
48.389	49	49.646	50	51.204	48	53.219	50	55.525	50	57.876	50
48.405	49	49.676	50	51.205	49	53.225	50	55.546	50	57.919	50
48.425	50	49.705	49	51.219	50	53.246	50	55.576	50	57.925	50
48.426	50	49.719	50	51.225	50	53.276	50	55.619	50	57.946	50
48.446	50	49.725	50	51.234	49	53.319	50	55.625	50	57.976	50
48.479	50	49.734	49	51.260	42	53.325	50	55.646	50	58.019	50
48.534	49	49.746	50	51.261	42	53.346	50	55.676	50	58.025	50
48.535	49	49.776	50	51.262	43	53.376	50	55.719	50	58.046	50
48.536	49	49.831	50	51.263	43	53.419	50	55.725	50	58.076	50
48.537	47	49.832	50	51.264	43	53.425	50	55.746	50	58.119	50
48.539	50	49.845	49	51.265	45	53.446	50	55.776	50	58.125	50
48.540	50	49.846	50	51.266	47	53.476	50	55.819	50	58.146	50
48.562	50	49.882	50	51.267	49	53.519	50	55.825	50	58.176	50
48.576	50	49.936	50	51.268	50	53.525	50	55.846	50	58.219	50
48.619	50	49.939	50	51.272	47	53.546	50	55.876	50	58.225	50
48.668	47	49.946	50	51.273	48	53.576	50	55.919	50	58.246	50
48.669	48	49.988	50	51.276	50	53.619	50	55.925	50	58.276	50
48.670	48	49.999	49	51.319	50	53.625	50	55.946	50	58.319	50
48.671	49	50.005	49	51.325	50	53.646	50	55.976	50	58.325	50
48.672	47	50.019	50	51.334	49	53.676	50	56.019	50	58.346	50
48.673	48	50.025	50	51.345	49	53.719	50	56.025	50	58.376	50
48.674	49	50.046	50	51.346	50	53.725	50	56.046	50	58.419	50
48.675	50	50.075	48	51.376	50	53.746	50	56.076	50	58.425	50
48.676	50	50.076	50	51.419	50	53.776	50	56.119	50	58.446	50
48.677	50	50.420	50	51.425	50	53.819	50	56.125	50	58.476	50
48.699	49	50.421	50	51.446	50	53.825	50	56.146	50	58.519	50
48.705	49	50.424	50	51.476	50	53.846	50	56.176	50	58.525	50
48.719	50	50.425	50	51.519	50	53.876	50	56.219	50	58.546	50
48.725	50	50.426	50	51.525	50	53.919	50	56.225	50	58.576	50
48.734	49	50.427	50	51.546	50	53.925	50	56.246	50	58.619	50
48.745	49	50.428	50	51.576	50	53.946	50	56.276	50	58.625	50
48.746	50	50.429	50	51.619	50	53.976	50	56.319	50	58.646	50
48.778	50	50.431	50	51.625	50	54.019	50	56.325	50	58.676	50
48.819	50	50.432	50	51.646	50	54.025	50	56.346	50	58.719	50
48.825	50	50.433	46	51.676	50	54.046	50	56.376	50	58.725	50
48.834	49	50.434	49	51.719	50	54.076	50	56.419	50	58.746	50
48.845	49	50.435	50	51.725	50	54.119	50	56.425	50	58.776	50
48.846	50	50.436	50	51.746	50	54.125	50	56.446	50	58.819	50
48.878	47	50.439	50	51.776	50	54.146	50	56.476	50	58.825	50
48.879	48	50.440	50	51.819	50	54.176	50	56.519	50	58.846	50
48.880	50	50.442	48	51.825	50	54.219	50	56.525	50	58.876	50
48.899	49	50.444	48	51.846	50	54.225	50	56.546	50	58.919	50
48.904	48	50.445	49	51.876	50	54.246	50	56.576	50	58.925	50
48.905	49	50.446	50	51.919	50	54.276	50	56.619	50	58.946	50
48.919	50	50.476	50	51.925	50	54.319	50	56.625	50	58.976	50
48.925	50	50.499	49	51.946	50	54.325	50	56.646	50	59.019	50
48.933	46	50.504	48	51.976	50	54.346	50	56.676	50	59.025	50
48.934	49	50.505	49	52.019	50	54.376	50	56.719	50	59.046	50
48.943	46	50.508	42	52.025	50	54.419	50	56.725	50	59.076	50
48.944	48	50.519	50	52.046	50	54.425	50	56.746	50	59.119	50
48.945	49	50.550	50	52.076	50	54.446	50	56.776	50	59.125	50
48.946	50	50.554	50	52.119	50	54.476	50	56.819	50	59.146	50
48.965	45	50.576	50	52.125	50	54.519	50	56.825	50	59.176	50
48.972	47	50.619	49	52.146	50	54.525	50	56.846	50	59.219	50
48.973	48	50.620	50	52.176	50	54.546	50	56.876	50	59.225	50
48.976	50	50.625	50	52.219	50	54.576	50	56.919	50	59.246	50
48.985	45	50.634	49	52.225	50	54.619	50	56.925	50	59.276	50
48.987	42	50.646	50	52.246	50	54.625	50	56.946	50	59.319	50
49.019	50	50.676	50	52.276	50	54.646	50	56.976	50	59.325	50
49.025	50	50.721	50	52.319	50	54.676	50	57.019	50	59.346	50
49.049	50	50.725	50	52.325	50	54.719	50	57.025	50	59.376	50
49.076	50	50.797	50	52.346	50	54.725	50	57.046	50	59.419	50
49.097	46	50.798	50	52.376	50	54.746	50	57.076	50	59.425	50
49.119	50	50.799	49	52.419	50	54.776	50	57.119	50	59.446	50
49.125	50	50.825	43	52.446	50			57.125	50		

NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.
59.476	50	61.619	50	62.976	50	64.428	50	65.446	50	66.728	50
59.519	50	61.625	50	63.019	50	64.439	49	65.476	50	66.729	50
59.525	50	61.646	50	63.025	50	64.445	49	65.519	50	66.745	49
59.546	50	61.672	47	63.034	49	64.455	50	65.526	50	66.746	50
59.576	50	61.673	47	63.057	49	64.484	50	65.515	49	66.795	50
59.619	50	61.674	48	63.060	50	64.513	48	65.546	50	66.819	50
59.625	50	61.676	50	63.076	50	64.515	45	65.576	50	66.825	50
59.646	50	61.687	42	63.157	50	64.516	49	65.599	49	66.846	50
59.676	50	61.696	46	63.160	50	64.519	50	65.605	49	66.873	48
59.719	50	61.699	49	63.161	50	64.527	50	65.619	50	66.876	50
59.725	50	61.704	48	63.176	50	64.530	45	65.627	50	66.920	49
59.746	50	61.705	49	63.228	50	64.534	49	65.646	50	66.924	50
59.776	50	61.708	42	63.229	50	64.546	50	65.677	50	66.925	50
59.819	50	61.712	43	63.234	49	64.577	50	65.716	49	66.946	50
59.825	50	61.715	45	63.255	50	64.624	50	65.719	50	66.972	47
59.846	50	61.717	44	63.274	48	64.625	50	65.725	50	66.973	48
59.876	50	61.718	44	63.276	50	64.648	50	65.735	49	66.976	50
59.919	50	61.719	50	63.319	50	64.676	50	65.742	48	67.003	49
59.925	50	61.725	50	63.325	50	64.719	50	65.763	50	67.005	49
59.946	50	61.734	49	63.347	49	64.725	50	65.795	48	67.019	50
59.976	50	61.746	50	63.361	50	64.739	49	65.796	46	67.048	49
60.019	50	61.776	50	63.376	50	64.744	48	65.797	50	67.049	49
60.025	50	61.805	49	63.399	49	64.745	49	65.799	49	67.050	50
60.046	50	61.819	50	63.407	48	64.746	50	65.819	50	67.060	50
60.076	50	61.824	47	63.409	49	64.776	50	65.822	46	67.076	50
60.119	50	61.828	50	63.416	44	64.820	50	65.823	47	67.099	49
60.125	50	61.847	50	63.531	49	64.825	50	65.825	50	67.104	48
60.146	50	61.876	50	63.532	49	64.881	49	65.854	50	67.119	50
60.176	50	61.955	50	63.534	49	64.845	49	65.865	45	67.125	50
60.219	50	61.957	50	63.535	49	64.846	50	65.872	47	67.134	49
60.225	50	61.960	50	63.536	49	64.876	50	65.873	48	67.145	49
60.246	50	61.976	50	63.539	50	64.899	49	65.876	50	67.146	50
60.276	50	62.019	50	63.540	50	64.905	49	65.905	49	67.178	50
60.319	50	62.025	50	63.546	50	64.919	50	65.919	50	67.199	49
60.345	50	62.046	50	63.547	50	64.925	50	65.925	50	67.205	49
60.346	50	62.076	50	63.548	50	64.930	45	65.934	49	67.219	50
60.376	50	62.119	50	63.549	50	64.933	46	65.946	50	67.223	47
60.419	50	62.125	50	63.550	50	64.934	49	65.960	42	67.225	50
60.425	50	62.146	50	63.577	50	64.937	47	65.976	50	67.244	48
60.446	50	62.176	50	63.620	50	64.942	48	65.999	49	67.245	49
60.476	50	62.219	50	63.625	50	64.944	48	66.005	49	67.246	50
60.519	50	62.225	50	63.646	50	64.945	49	66.019	50	67.273	48
60.525	50	62.246	50	63.676	50	64.946	50	66.025	50	67.276	50
60.546	50	62.276	50	63.719	50	64.951	43	66.034	49	67.305	49
60.576	50	62.289	49	63.725	50	64.952	43	66.044	48	67.319	50
60.619	50	62.304	48	63.739	49	64.953	47	66.045	48	67.332	50
60.625	50	62.305	49	63.745	49	64.974	48	66.046	49	67.337	47
60.646	50	62.319	50	63.746	50	64.976	50	66.047	50	67.342	48
60.676	50	62.325	50	63.778	50	65.019	50	66.052	43	67.345	49
60.719	50	62.334	49	63.835	49	65.025	50	66.053	47	67.346	50
60.725	50	62.337	47	63.836	50	65.039	49	66.076	50	67.372	47
60.746	50	62.346	50	63.839	50	65.048	50	66.119	50	67.373	48
60.776	50	62.353	47	63.845	48	65.078	50	66.125	50	67.376	50
61.002	50	62.379	50	63.846	49	65.099	49	66.177	48	67.405	49
61.003	50	62.419	50	63.847	50	65.104	48	66.179	50	67.419	50
61.006	50	62.425	50	63.876	50	65.119	50	66.180	50	67.425	50
61.007	50	62.431	49	63.926	50	65.125	50	66.212	43	67.463	49
61.009	50	62.442	48	63.927	50	65.135	45	66.215	45	67.464	50
61.010	50	62.446	50	63.945	49	65.136	46	66.217	44	67.465	45
61.011	50	62.476	50	63.946	50	65.137	47	66.218	44	67.476	50
61.013	50	62.499	49	63.976	50	65.138	44	66.219	50	67.519	50
61.019	50	62.504	48	64.028	50	65.139	49	66.225	50	67.525	50
61.025	50	62.505	49	64.029	50	65.145	48	66.254	50	67.534	49
61.046	50	62.519	50	64.044	48	65.146	48	66.276	50	67.545	49
61.076	50	62.522	46	64.045	48	65.147	49	66.304	48	67.546	50
61.099	49	62.523	47	64.047	50	65.148	50	66.319	50	67.553	47
61.104	48	62.525	50	64.083	50	65.173	48	66.325	50	67.572	47
61.105	49	62.534	49	64.099	49	65.176	50	66.346	50	67.576	50
61.119	50	62.537	47	64.227	50	65.204	48	66.373	48	67.599	49
61.125	50	62.545	49	64.228	50	65.205	49	66.376	50	67.605	49
61.146	50	62.546	50	64.229	50	65.221	50	66.419	50	67.619	50
61.176	50	62.576	50	64.231	50	65.239	46	66.425	50	67.628	50
61.205	49	62.604	48	64.232	50	65.250	48	66.437	47	67.637	46
61.219	50	62.605	49	64.235	50	65.257	47	66.442	48	67.647	50
61.225	50	62.619	50	64.246	50	65.260	48	66.444	48	67.676	50
61.234	49	62.682	50	64.281	50	65.261	49	66.445	49	67.719	50
61.245	49	62.693	50	64.314	49	65.262	49	66.446	50	67.725	50
61.246	50	62.694	50	64.319	50	65.263	50	66.476	50	67.734	49
61.276	50	62.719	50	64.344	46	65.264	50	66.519	50	67.746	50
61.319	50	62.725	50	64.345	46	65.273	48	66.525	50	67.776	50
61.325	50	62.734	49	64.346	47	65.276	50	66.545	49	67.806	49
61.346	50	62.745	49	64.347	47	65.319	50	66.546	50	67.819	50
61.376	50	62.746	50	64.348	48	65.325	50	66.576	50	67.825	50
61.419	50	62.775	50	64.349	48	65.334	49	66.605	49	67.835	49
61.425	50	62.814	48	64.350	49	65.348	48	66.619	50	67.850	50
61.446	50	62.816	49	64.352	43	65.349	48	66.625	50	67.932	50
61.476	50	62.819	50	64.353	43	65.350	49	66.634	49	67.935	50
61.499	49	62.831	50	64.362	50	65.354	50	66.646	50	67.936	50
61.505	49	62.846	50	64.363	50	65.373	48	66.665	45	67.946	50
61.519	50	62.876	50	64.375	48	65.376	50	66.675	47	67.976	50
61.525	50	62.909	48	64.376	50	65.419	50	66.676	48	68.019	50
61.545	49	62.919	50	64.399	49	65.425	50	66.677	50	68.025	50
61.546	50	62.925	50	64.419	50	65.434	49	66.705	49	68.046	50
61.576	50	62.946	50			65.445	49				

NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.
68.076	50	69.330	45	70.725	50	71.848	50	73.246	50	74.825	50
68.119	50	69.346	50	70.731	49	71.872	47	73.273	48	74.848	49
68.125	50	69.376	50	70.746	49	71.873	48	73.276	50	74.849	50
68.141	48	69.419	50	70.747	50	71.876	50	73.329	50	74.881	50
68.145	49	69.425	50	70.800	50	71.911	48	73.331	50	74.899	49
68.146	50	69.463	50	70.821	50	71.925	50	73.447	49	74.919	50
68.172	47	69.477	50	70.825	50	71.926	50	73.448	49	74.925	50
68.176	50	69.519	50	70.831	49	71.955	48	73.449	49	74.946	50
68.199	49	69.525	50	70.842	48	71.957	48	73.454	50	74.976	50
68.201	48	69.544	48	70.844	48	71.960	49	73.455	50	75.019	50
68.221	50	69.545	49	70.845	49	71.961	49	73.457	50	75.029	50
68.226	50	69.547	50	70.846	50	71.962	50	73.460	50	75.034	49
68.242	48	69.576	50	70.876	50	71.973	48	73.461	50	75.046	50
68.245	49	69.600	49	70.889	49	71.986	50	73.476	50	75.076	50
68.246	49	69.606	49	70.905	49	72.002	49	73.499	49	75.101	49
68.247	50	69.625	50	70.924	46	72.020	50	73.510	50	75.111	49
68.253	47	69.626	50	70.926	50	72.023	50	73.525	50	75.119	50
68.272	47	69.646	50	70.927	50	72.047	50	73.546	50	75.125	50
68.273	48	69.665	45	70.934	49	72.072	47	73.572	47	75.142	48
68.276	50	69.672	47	70.937	47	72.073	48	73.576	50	75.144	48
68.299	49	69.673	48	70.946	49	72.076	50	73.619	50	75.145	49
68.319	50	69.676	50	70.947	50	72.099	49	73.625	50	75.146	50
68.325	50	69.685	45	70.976	50	72.105	49	73.646	50	75.176	50
68.346	50	69.710	49	71.003	49	72.119	50	73.670	50	75.221	50
68.373	48	69.711	49	71.004	48	72.125	50	73.719	50	75.225	50
68.376	50	69.720	50	71.005	49	72.154	50	73.725	50	75.239	49
68.410	49	69.725	50	71.019	50	72.176	50	73.734	49	75.245	49
68.419	50	69.734	49	71.029	50	72.210	49	73.780	47	75.246	50
68.423	47	69.742	48	71.031	49	72.219	50	73.783	50	75.276	50
68.425	50	69.744	48	71.037	47	72.225	50	73.784	50	75.304	48
68.434	49	69.745	49	71.048	50	72.249	50	73.799	49	75.319	50
68.444	48	69.746	50	71.076	50	72.276	50	73.805	49	75.325	50
68.445	49	69.773	48	71.105	49	72.319	50	73.843	46	75.338	44
68.446	50	69.776	50	71.119	50	72.325	50	73.919	50	75.359	42
68.476	50	69.799	49	71.122	46	72.339	49	73.920	50	75.363	48
68.499	49	69.804	48	71.123	47	72.346	50	73.921	50	75.364	48
68.531	50	69.819	50	71.125	50	72.376	50	73.924	50	75.367	50
68.532	50	69.825	50	71.134	49	72.399	49	73.925	50	75.373	48
68.545	49	69.844	48	71.150	49	72.401	48	73.926	50	75.376	50
68.546	50	69.845	49	71.154	50	72.405	49	73.931	49	75.419	50
68.576	50	69.846	50	71.177	48	72.439	50	73.946	50	75.425	50
68.626	50	69.872	47	71.178	50	72.440	50	73.976	50	75.434	49
68.627	50	69.876	50	71.201	48	72.446	50	73.990	49	75.445	49
68.646	50	69.919	50	71.205	49	72.476	50	74.005	49	75.446	50
68.673	48	69.925	50	71.219	50	72.614	48	74.019	50	75.453	47
68.676	50	69.930	49	71.222	46	72.629	50	74.025	50	75.476	50
68.704	48	69.944	48	71.223	47	72.632	50	74.034	49	75.499	49
68.705	49	69.945	49	71.225	50	72.635	50	74.042	48	75.505	48
68.719	50	69.946	50	71.234	49	72.636	50	74.047	50	75.507	49
68.725	50	69.976	50	71.246	50	72.639	50	74.076	50	75.519	50
68.734	49	70.049	50	71.276	50	72.640	50	74.119	50	75.525	50
68.760	47	70.050	50	71.299	49	72.644	48	74.125	50	75.546	50
68.761	48	70.054	50	71.304	48	72.645	49	74.201	46	75.576	50
68.764	50	70.076	50	71.305	49	72.646	50	74.202	46	75.610	50
68.794	50	70.099	49	71.319	50	72.676	50	74.216	50	75.625	50
68.819	50	70.110	49	71.329	50	72.699	49	74.219	50	75.635	50
68.825	50	70.119	50	71.351	49	72.705	49	74.220	50	75.636	50
68.857	50	70.125	50	71.367	49	72.719	50	74.416	49	75.638	47
68.876	50	70.137	47	71.368	50	72.725	50	74.419	49	75.676	50
68.899	49	70.145	49	71.376	50	72.730	45	74.428	50	75.685	45
68.919	50	70.146	50	71.400	49	72.734	49	74.429	50	75.687	42
68.923	47	70.176	50	71.409	49	72.754	50	74.431	50	75.700	49
68.925	50	70.199	49	71.419	50	72.781	48	74.432	50	75.719	50
68.933	46	70.219	50	71.425	50	72.782	50	74.435	50	75.725	50
68.934	49	70.225	50	71.434	45	72.819	50	74.436	50	75.734	49
68.949	50	70.234	49	71.445	49	72.825	50	74.439	50	75.744	48
68.976	50	70.246	50	71.446	50	72.860	50	74.440	50	75.745	49
68.990	49	70.276	50	71.453	47	72.876	50	74.444	48	75.747	50
69.004	48	70.319	50	71.483	50	72.947	49	74.445	49	75.773	48
69.005	49	70.325	50	71.485	45	72.948	49	74.446	50	75.776	50
69.021	50	70.346	50	71.519	50	72.949	50	74.447	50	75.805	49
69.024	47	70.376	50	71.525	50	72.950	50	74.476	50	75.825	50
69.025	50	70.399	49	71.546	50	72.954	50	74.531	49	75.826	50
69.035	49	70.404	48	71.576	50	72.976	50	74.535	50	75.831	49
69.046	50	70.405	49	71.599	49	72.999	49	74.536	50	75.848	49
69.074	48	70.419	50	71.620	50	73.005	49	74.547	50	75.849	50
69.077	50	70.425	50	71.625	50	73.019	50	74.573	48	75.870	50
69.110	49	70.448	50	71.634	49	73.025	50	74.576	50	75.899	49
69.119	50	70.501	50	71.642	48	73.071	49	74.599	49	75.901	48
69.125	50	70.519	50	71.644	48	73.074	49	74.649	50	75.905	49
69.163	50	70.522	46	71.647	50	73.075	50	74.650	50	75.910	50
69.176	50	70.525	50	71.676	50	73.076	50	74.654	50	75.925	50
69.219	50	70.534	49	71.702	49	73.099	49	74.676	50	75.934	49
69.222	46	70.537	47	71.719	50	73.105	49	74.729	49	75.935	49
69.223	47	70.547	48	71.725	50	73.119	50	74.732	50	75.946	50
69.225	50	70.550	50	71.768	49	73.125	50	74.734	49	75.976	50
69.242	48	70.580	50	71.769	50	73.134	49	74.735	50	75.999	49
69.244	48	70.619	50	71.776	50	73.146	50	74.741	48	76.009	48
69.245	49	70.625	50	71.799	49	73.153	47	74.745	49	76.010	49
69.246	50	70.683	50	71.809	49	73.176	50	74.746	50	76.019	50
69.276	50	70.684	50	71.840	49	73.219	50	74.761	47	76.025	50
69.319	50	70.719	50	71.845	49	73.225	50	74.776	50	76.[illegible]	50
69.325	50	70.723	47	71.846	50	73.245	49	74.799	49	76.[illegible]	50
				71.847	50			74.819	50		

NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.
76.045	49	**76.776**	**50**	77.305	49	77.945	49	**78.546**	**50**	**79.325**	**50**
76.046	**50**	**76.819**	**50**	**77.319**	**50**	**77.946**	**50**	**78.576**	**50**	**79.346**	**50**
76.076	**50**	76.822	46	77.335	49	**77.976**	**50**	78.599	49	**79.376**	**50**
76.119	**50**	**76.839**	**50**	**77.336**	**50**	77.999	49	78.605	49	**79.419**	**50**
76.125	**50**	76.845	49	77.351	48	**78.019**	**50**	**78.619**	**50**	**79.425**	**50**
76.146	**50**	**76.846**	**50**	77.355	48	78.022	46	**78.625**	**50**	**79.446**	**50**
76.176	**50**	**76.876**	**50**	77.357	49	78.023	47	78.642	48	**79.476**	**50**
76.199	49	76.899	49	**77.360**	**50**	**78.025**	**50**	78.644	48	79.499	49
76.219	**50**	**76.919**	**50**	**77.376**	**50**	78.034	49	78.645	49	**79.519**	**50**
76.298	46	**76.925**	**50**	77.399	49	**78.046**	**50**	**78.646**	**50**	**79.525**	**50**
76.299	47	76.934	49	77.405	49	**78.076**	**50**	78.672	47	79.534	49
76.300	47	76.942	48	**77.419**	**50**	**78.119**	**50**	78.673	48	79.545	49
76.301	48	76.944	48	77.423	47	**78.125**	**50**	**78.676**	**50**	**79.546**	**50**
76.302	49	76.945	49	**77.425**	**50**	78.144	48	78.705	49	**79.576**	**50**
76.303	**50**	**76.946**	**50**	**77.446**	**50**	78.145	49	**78.719**	**50**	79.605	49
76.306	**50**	**76.976**	**50**	**77.476**	**50**	**78.146**	**50**	**78.725**	**50**	79.606	49
76.307	**50**	76.999	49	77.499	49	78.153	47	78.745	49	**79.619**	**50**
76.378	**50**	77.005	49	77.505	49	78.174	48	**78.746**	**50**	**79.625**	**50**
76.379	**50**	**77.019**	**50**	**77.519**	**50**	**78.176**	**50**	**78.738**	**50**	**79.647**	**50**
76.382	**50**	**77.025**	**50**	**77.525**	**50**	**78.219**	**50**	**78.819**	**50**	**79.676**	**50**
76.383	**50**	77.042	48	77.542	48	78.222	47	**78.825**	**50**	79.724	49
76.445	48	77.044	48	77.543	46	**78.228**	**50**	**78.846**	**50**	79.725	49
76.448	49	77.045	49	77.544	48	78.234	49	**78.876**	**50**	**79.726**	**50**
76.449	49	**77.046**	**50**	77.545	49	78.245	49	**78.919**	**50**	**79.727**	**50**
76.450	49	**77.076**	**50**	**77.546**	**50**	**78.246**	**50**	**78.925**	**50**	79.733	46
76.454	49	77.099	49	**77.576**	**50**	**78.278**	**50**	78.934	49	79.734	49
76.455	**50**	77.101	48	77.599	49	78.299	49	**78.946**	**50**	79.737	47
76.457	**50**	77.105	49	77.611	49	78.305	49	78.973	48	79.743	46
76.460	**50**	**77.119**	**50**	**77.626**	**50**	**78.319**	**50**	**78.976**	**50**	79.745	49
76.480	**50**	77.123	47	**77.627**	**50**	**78.325**	**50**	**79.048**	**50**	**79.746**	**50**
76.515	45	**77.125**	**50**	**77.646**	**50**	78.345	49	**79.049**	**50**	79.753	47
76.519	**50**	77.131	49	**77.676**	**50**	**78.346**	**50**	**79.050**	**50**	**79.776**	**50**
76.525	**50**	77.141	48	77.689	49	78.365	45	**79.076**	**50**	79.799	49
76.546	**50**	77.145	49	**77.719**	**50**	**78.379**	**50**	79.099	49	79.804	48
76.576	**50**	**77.146**	**50**	**77.725**	**50**	78.399	49	79.105	49	79.805	49
76.599	49	**77.176**	**50**	77.734	49	78.405	49	**79.119**	**50**	**79.819**	**50**
76.605	49	77.201	49	77.745	49	**78.419**	**50**	**79.125**	**50**	**79.825**	**50**
76.619	**50**	77.205	49	**77.746**	**50**	**78.425**	**50**	79.134	49	**79.846**	**50**
76.625	**50**	**77.221**	**50**	**77.776**	**50**	78.434	49	**79.146**	**50**	**79.876**	**50**
76.645	49	77.255	48	**77.819**	**50**	78.442	48	**79.176**	**50**	79.896	46
76.646	**50**	77.257	49	**77.825**	**50**	78.444	48	79.199	49	79.905	49
76.676	**50**	77.260	49	**77.846**	**50**	78.445	49	**79.219**	**50**	**79.919**	**50**
76.720	48	**77.261**	**50**	**77.876**	**50**	**78.446**	**50**	**79.229**	**50**	**79.925**	**50**
76.721	49	**77.262**	**50**	77.905	49	78.453	47	**79.246**	**50**	79.945	49
76.724	49	77.272	47	**77.919**	**50**	**78.488**	**50**	**79.276**	**50**	**79.946**	**50**
76.725	**50**	77.273	48	**77.925**	**50**	78.513	49	79.305	49	**79.976**	**50**
76.726	**50**	**77.276**	**50**	77.934	49	**78.524**	**50**	**79.319**	**50**		
76.746	**50**	77.299	49	77.937	47	**78.525**	**50**				

Société des CARTONNERIES de la ROCHETTE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 510.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : 31, RUE DE CONSTANTINE, PARIS (7e)

Registre du commerce : Paris n° 100985.

Obligations de 5.000 *F* 3 3/4 0/0 1945.

Cinquième amortissement.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a procédé au rachat en Bourse de 216 obligations 3 3/4 0/0 1945, formant la totalité des titres dont l'amortissement est prévu au 1er juillet 1950.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

L'amortissement 1949 a été couvert par rachat.

Anciens Etablissements VAUGEOIS et BINOT et G. CORPET

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 74 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : 3, PLACE DES VICTOIRES, PARIS (1er)

R. C. : Seine 262617 B.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 192 obligations 4 1/2 0/0 1946.

En conséquence, aucun tirage ne sera effectué pour l'amortissement du 1er novembre 1950.

Rappel de la série sortie en 1947, comprenant des obligations 4 1/2 0/0 1946 non encore remboursées.

3.499 à 3.592

COMPTOIR FLUVIAL DU NORD ET DE L'EST

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 91.500.000 F

SIÈGE SOCIAL : 46, RUE DE LA BIENFAISANCE, PARIS

R. C. : Paris n° 208205 B.

Obligations 4 1/4 0/0 1943 *de* 2.000 *F.*

Cinquième amortissement.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a racheté en Bourse la totalité des titres formant l'annuité à amortir au 15 décembre 1950.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Les amortissements des années 1946 à 1949 ont été couverts par rachats en Bourse.

AVIS DIVERS

DECLARATION DE DISPARITION

Par arrêt de la 11e chambre civile du tribunal suprême du canton de Zurich, du 22 août 1950, le disparu Walter Martens, né le 8 juin 1900, de Hagen-Haspe (Allemagne), célibataire, ingénieur commerçant, a été déclaré en état d'absence dès le 31 décembre 1942 avec limitation aux effets de l'absence qui pourraient se produire en Suisse sur les biens réels.

Zurich, le 19 septembre 1950.

Au nom du tribunal de district de Zurich, 5e division.

Le greffier,
Dr MULLER.

LE PROGRES DE L'OISE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 2.800.000 F
20, PLACE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, COMPIEGNE

Extrait des délibérations du conseil d'administration.

Réunion du samedi 30 septembre 1950.

Les membres du conseil d'administration du *Progrès de l'Oise* se sont réunis au siège social le samedi 30 septembre 1950, à seize heures.

Etaient présents: M. de Grammont, président directeur général; MM. Dube, Dumont, Firmin et Lhuillier. M. R. Leterrier, directeur gérant, assistait à cette réunion.

Le conseil procède au tirage des obligations de la société amortissables au 1er octobre 1950.

Tirage des obligations. — Il a été extrait des boîtes contenant les titres non remboursés les numéros ci-après:

Première tranche 1932: 200.000 *F* (*dix-huitième tirage*).
Obligations nos 16, 28, 37, 70, 80, 145 et 177.

Deuxième tranche 1933: 50.000 *F* (*dix-septième tirage*).
Obligations nos 223 et 238.

Le conseil constate également que les titres nos 18, 58, 59, 73, 119, 127, 132, 206 et 229 sortis antérieurement n'ont pas été présentés au remboursement.

Le directeur gérant est chargé de faire le nécessaire pour l'insertion de ce tirage au *Journal officiel* et le remboursement éventuel de ces titres.

Séance levée à dix-sept heures.

Le président du conseil d'administration,
COMTE DE GRAMMONT.

Le secrétaire de séance,
R. LETERRIER.

Société Française des Aciéries de Blanc-Misseron

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 31.200.000 F
SIÈGE SOCIAL: A QUIEVRECHAIN (NORD)
R. C.: Valenciennes 512; Seine 215609 B.

Avis de convocation.

MM. les actionnaires de la Société française des aciéries de Blanc-Misseron sont convoqués par le conseil d'administration, en assemblée générale ordinaire, pour le samedi 28 octobre 1950, à onze heures, salle des Ingénieurs civils, 19, rue Blanche, à Paris.

ORDRE DU JOUR

1° Rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes sur les opérations de l'exercice 1949-1950;
2° Examen et approbation du bilan, du compte de profits et pertes arrêtés au 31 mai 1950. Affectation du résultat;
3° Nomination d'un administrateur sortant et rééligible;
4° Quitus de gestion aux administrateurs;
5° Nomination des commissaires aux comptes; fixation de leurs émoluments;
6° Autorisation à donner aux administrateurs en vertu de l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867;
7° Tirage au sort des obligations à rembourser.

L'assemblée se compose des actionnaires propriétaires d'actions représentant un capital d'au moins 1.000 F; toutefois, les propriétaires possédant un nombre inférieur à ce capital peuvent se réunir pour former ce capital et se faire représenter par l'un d'eux ou par un membre de l'assemblée.

Pour avoir le droit d'assister à l'assemblée ou de s'y faire représenter, les propriétaires d'actions au porteur doivent les déposer, cinq jours au moins avant la réunion convoquée présentement, soit au siège social, soit dans l'un des établissements suivants:

En France:
Société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie, à Paris et Valenciennes;
Le Crédit lyonnais, à Valenciennes;
La Banque nationale pour le commerce et l'industrie, à Valenciennes;
Le Crédit du Nord, à Valenciennes;
L'Union européenne, industrielle et financière, 28 *bis*, avenue de l'Opéra, à Paris;
MM. de Neuflize, Schlumberger et Cie, 12, place de la Bourse, à Paris (2e).

En Belgique:
La Banque industrielle et commerciale de Charleroi, 7-9, rue du Lombard, à Bruxelles et 9, quai de Brabant, à Charleroi.

Le conseil d'administration.

DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM

M. Chavichvily (Lévan-Gérard), né à Berne (Suisse) le 18 juillet 1916, domicilié à Paris (15e), 5, rue Alexandre-Cabanel, en résidence professionnelle à Pont-de-Salars (Aveyron), dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique Chavichvily celui de Chave.

M. Francis-Michel-Germain Lévy, né à Neuilly-sur-Seine le 1er mai 1928, demeurant 5, rue Descartes, Paris (5e), dépose une requête auprès du garde des sceaux afin de substituer à son nom patronymique celui de Schneider.

DECLARATIONS D'ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS FRANÇAISES

(Décret du 16 août 1901.)

13 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de police. **Association technique cinématographique et professionnelle.** But: diffusion de la technique cinématographique dans la corporation cinéma. Siège social: 140, rue de Ménilmontant, Paris.

14 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de police. **Union française des photographes scolaires.** But: défendre les intérêts des membres et nouer entre eux des relations profitables à leur profession. Siège social: 89, rue de Reuilly, Paris.

14 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de la Haute-Savoie. **Saint-Hubert de Marigny-Saint-Marcel.** But: répression du braconnage et destruction des nuisibles. Siège social: café Domenge, Marigny-Saint-Marcel.

14 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de police. La **Fédération nationale des associations professionnelles des industriels et commerçants sinistrés de guerre** transfère son siège social du 33, rue Jean-Goujon, au 31, avenue Pierre-Ier-de-Serbie, à Paris.

15 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de police. **Le Diable rouge,** société amicale des anciens combattants des 152e et 352e R. I. Changement dans la composition du bureau et transfert du siège social du 4, villa Eugène-Manuel, au 57, rue Boissière, Paris.

15 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de police. **Les Anciens du groupe Lorraine.** But: entr'aide amicale aux anciens du groupe. Siège social: 12, rond-point des Champs-Elysées, Paris.

18 septembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Loches. **Association de l'école libre de Verneuil-sur-Indre.** But: organiser le fonctionnement matériel et moral de l'école libre de Verneuil-sur-Indre. Siège social: école libre de Verneuil-sur-Indre.

18 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de police. L'Association sportive parisienne de l'alimentation change son titre, qui devient **Association sportive Félix-Potin,** et transfère son siège social du 108, rue des Petits-Ponts, à Pantin, au 83, rue de l'Ourcq, à Paris.

20 septembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Fontenay-le-Comte. **L'Avenir maillotais.** But: subvenir, par tous les moyens appropriés, aux besoins matériels des écoles privées. Siège social: presbytère de Maillé.

20 septembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Pamiers. **Syndicat de chasseurs et de propriétaires de Lapenne.** But: défense des intérêts agricoles de ses membres, amélioration de la chasse, protection des récoltes, repeuplement du gibier, destruction des animaux nuisibles, protection des animaux utiles, répression du braconnage, poursuite de tous les délits de chasse. Siège social: mairie de Lapenne.

20 septembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture d'Ambert. **Syndicat d'initiatives de tourisme de la vallée de l'Ance.** But: organiser la région au point de vue touristique. Siège social: mairie de Saint-Anthème.

20 septembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Vienne. **Vélo-Club rochelois.** But: organisation d'épreuves; participation aux coupes, championnats. Siège social: chez M. Thoma, café de la Mairie, Roche-de-Condrieu.

20 septembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Cholet. **Association d'entr'aide professionnelle du personnel des établissements X. de Vienne et Cie.** But: favoriser le développement des bonnes relations entre ses membres et l'amélioration de la production. Siège social: établissements de Vienne et Cie, Trémentines.

20 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de police. **Amicale sportive de Cachan.** Modification aux statuts. Transfert du siège social du 21, avenue Victor-Hugo, Cachan, au 175, avenue Aristide-Briand, Cachan.

21 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de Lille. **Cercle symphonique Jean-Macé.** But: propagation de l'art musical; participation aux fêtes et concerts organisés au profit des enfants des écoles laïques et des vieillards hospitalisés. Siège social: école Jean-Macé, boulevard de Mulhouse, Roubaix.

21 septembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Julien-en-Genevois. **Union cycliste Voirons-Salève.** But: développement et pratique du sport cycliste sous toutes ses formes. Siège social: brasserie de Savoie, place de la Libération, Annemasse.

21 septembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Montbéliard. **Société amicale des agents de maîtrise, techniciens et assimilés des établissements Les Fils de Peugeot frères,** à Valentigney. But: défendre les intérêts de ses sociétaires; créer et entretenir des relations amicales entre tous ses membres. Siège social: 1, rue de la Libération, Valentigney.

21 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de Seine-et-Oise. **Association des parents d'élèves des lycées de Saint-Cloud.** But: recherche et réalisation des améliorations morales, pédagogiques et matérielles dans l'intérêt des élèves. Siège social: lycée de garçons, Saint-Cloud.

21 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de police. **Les Ailes de France.** But: aéro-club; développement des sports aériens, vol à voile et vol à moteur. Siège social: 26, rue Washington, Paris.

22 septembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Montluçon. Le Groupement des évadés de guerre de Montluçon change son titre, qui devient **Union nationale des évadés de guerre** (section de Montluçon), et transfère son siège social du café Méditerranée, avenue de la Gare, Montluçon, à la Maison du prisonnier, 28, boulevard de Courtais, Montluçon.

22 septembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Château-Chinon. **L'Espoir du Morvan.** But: pratique des sports en général. Siège social: faubourg des Fossés, Château-Chinon.

22 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de Lille. **Etoile cycliste wavrinoise.** But: développement et encouragement du sport cycliste. Siège social: 33, place de la République, Wavrin.

22 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de la Charente. **Judo-Club charentais.** But: pratique du judo et du jiu-jitsu, diffusion et encouragement de ce sport. Siège social: 38, rue Saint-Roch, Angoulême.

22 septembre 1950. Déclaration à la préfecture du Cher. **Amicale des sapeurs-pompiers de Massay.** But: fournir des secours aux pompiers malades ou blessés; offrir une couronne à chaque sapeur mort en activité de service; subvenir aux frais de fêtes ayant pour but l'instruction des sapeurs; resserrer les liens de camaraderie qui doivent exister entre eux. Siège social: bureau du corps de sapeurs-pompiers, Massay.

22 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de police. **Club sportif de la Préservatrice.** But: groupement pour l'exercice des différents sports par les adhérents. Siège social: 18, rue de Londres, Paris.

23 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de la Loire. **Association des mères abandonnées.** But: aide morale et matérielle aux mères abandonnées. Siège social: centre social de Bolvin, avenue Emile-Loubet, Saint-Etienne.

23 septembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Limoux. **Club athlétique Saint-Martin.** But: pratique de l'haltérophilie et culture physique. Siège social: 21, rue de la Goutine, Limoux.

23 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de Besançon. **La Truite de la Haute-Loue.** But: alevinage, répression du braconnage, unification du prix des cartes. Siège social: chez M. Berion, à Vuillafans.

25 septembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Pithiviers. **Harmonie d'Aschères-le-Marché.** Modifications aux statuts et dans la composition du bureau. Siège social: mairie d'Aschères-le-Marché.

25 septembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Châteaudun. **Société de chasse de Moléans et Conie.** But: intensification de la production du gibier par le repeuplement, la production des couvées et nichées, la destruction des animaux nuisibles et l'exploitation rationnelle de la chasse; répression du braconnage et de la divagation des chiens; protection des récoltes et des propriétés par la capture ou la destruction du gibier surabondant. Siège social: pavillon de chasse, Moléans.

25 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de Lille. **Club cycliste des vétérans des Flandres.** But: encouragement à tous les sports. Siège social: 176, coin rues du Beau-Laurier et de la Croix-Blanche, Tourcoing.

25 septembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture d'Issoire. **Société de chasse de Saint-Germain-Lembron.** But: réprimer le braconnage et favoriser le repeuplement du gibier en créant une réserve. Siège social: mairie de Saint-Germain-Lembron.

26 septembre 1950. Déclaration à la préfecture d'Alger. **Association sportive du Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie.** But: favoriser le sport dans le personnel du Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie. Siège social: 6, boulevard de la République, à Alger.

26 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de la Seine-Inférieure. **Cercle interadministratif des P. T. T. de Rouen.** But: servir des repas aux membres. Siège social: 45, rue Jeanne-d'Arc, Rouen.

26 septembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Malo. **Ring dolois.** But: boxe. Siège social: hôtel Chateaubriand, Dol-de-Bretagne.

26 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de Lille. **La Pétanque haubourdinoise.** But: pratique du jeu de boules. Siège social: café des Supporters, 3, rue du Port, Haubourdin.

26 septembre 1950. Déclaration à la préfecture d'Alger. **La Diane stéphanoise du champ de manœuvres.** But: location de terrains de chasse, répression du braconnage, repeuplement du gibier et exercice en commun du droit de chasse sur les terrains qu'elle loue. Siège social: café des Arts, 26, rue de Lyon, à Alger.

27 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de Lille. **Association textile de la Vallée.** But: pratique du football association. Siège social: 222, rue de Lille, Roncq.

27 septembre 1950. Déclaration à la préfecture d'Angers. **Syndicat des propriétaires et chasseurs de Cornillé-les-Caves.** But: répression du braconnage. Siège social: mairie de Cornillé-les-Caves.

28 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de Rouen. **L'Equipe de la bonne humeur.** But: propager la bonne humeur par la comédie et la chanson. Siège social: 69, avenue du Mont-Riboudet, Rouen.

28 septembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Meaux. **Groupement des propriétaires fonciers des hameaux de Courtry, Gennevray et Chaudbuisson, commune de Guérard.** But: répression du braconnage, repeuplement du gibier, surveillance des propriétés. Siège social: mairie de Guérard.

28 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de Lille. **Association de la commune libre de la rue Jean-Bart et des rues adjacentes, Hellemmes.** But: prise en charge de tous les besoins ouvriers du quartier. Siège social: 44, rue Jean-Bart, Hellemmes.

29 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de Lille. **Basket-Club du vieux Lille.** But: développement du sport du basket-ball par des entraînements et des rencontres amicales ou officielles. Siège social: 36, place Louise-de-Bettignies, Lille.

29 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de la Sarthe. **Union hospitalière du Nord-Ouest.** But: étude et défense des hôpitaux de la circonscription. Siège social: centre hospitalier du Mans, 194, avenue Rubillard, le Mans.

29 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de la Haute-Savoie. Association dite **Société de chasse de Saint-André-Val-de-Fier.** But: réprimer le braconnage; donner à ses membres la possibilité de chasser. Siège social: chez le président, M. Goddet (Louis), Saint-André-Val-de-Fier.

29 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de la Charente. Association **La Truite saumonée de Magnac, Touvre et Ruelle.** But: obtenir des subventions, affermer des lots de pêche, concourir à la lutte contre le braconnage. Siège social: mairie de Magnac-Touvre.

29 septembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Médéa. **Association des parents d'élèves du collège de Médéa.** But: défendre les intérêts des élèves du collège. Siège social: salle de réunion de la commune de Médéa.

29 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de Maine-et-Loire. **Association d'enseignement et d'éducation populaires de Chalonnes-sur-Loire (paroisse Notre-Dame).** But: création et entretien de diverses œuvres sociales à Chalonnes-sur-Loire (paroisse Notre-Dame) concernant notamment le développement de l'éducation, de l'instruction et l'organisation des loisirs. Siège social: école Notre-Dame, 41, rue Félix-Faure, Chalonnes-sur-Loire.

29 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de Lille. **Association musicale d'Allennes-les-Marais.** But: propager le goût de la musique et établir des liens de bonne confraternité entre ses membres. Siège social: mairie d'Allennes-les-Marais.

29 septembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture d'Avesnes. **Amicale des anciennes élèves d'Aulnoye.** But: permettre aux anciennes élèves de resserrer les liens d'affection qui les ont unies sur les bancs de l'école; entretenir entre elles des sentiments de confraternité; venir en aide aux œuvres scolaires et postscolaires. Siège social: école des filles, Aulnoye-gare.

ASSOCIATIONS ETRANGERES

(Décret du 16 août 1901, décret-loi du 12 avril 1939.)

2 septembre 1950. Arrêté du ministre de l'intérieur. (Autorisation enregistrée à la préfecture de Nancy le 21 septembre 1950.) **Les Amitiés franco-belges de Nancy et de Meurthe-et-Moselle.** But: culturel. Siège social: Palais de la bière, 48, rue Saint-Jean, Nancy.

Paris. — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.